



École Nationale du Génie
Rural, des Eaux et des
Forêts



Centre de Coopération Internationale
en Recherche Agronomique pour le
Développement



Centre National d'Études
Agronomiques des Régions
Chaudes

**MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET ET
MODIFICATIONS DES PRATIQUES
DES POPULATIONS LOCALES :
*CAS DU VILLAGE NKOLENYENG, SUD CAMEROUN***



MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN VUE DE L'OBTENTION
DU DIPLÔME D'INGÉNIEUR D'AGRONOMIE TROPICALE,
OPTION : FORESTERIE RURALE ET TROPICALE

Par

Lazare AKA ETOM

Soutenu publiquement le 08 décembre 2006 à

l'École Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF)

Centre de Montpellier, devant le Jury suivant :

- | | | |
|----------------------------|------------|--------|
| - Georges SMEKTALA | Président | ENGREF |
| - Véronique BOUSSOU | Rapporteur | CNEARC |
| - Aurélié BINOT | Membre | CIRAD |



École Nationale du Génie
Rural, des Eaux et des
Forêts



Centre de Coopération Internationale
en Recherche Agronomique pour le
Développement



Centre National d'Études
Agronomiques des Régions
Chaudes

MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET ET
MODIFICATIONS DES PRATIQUES DES
POPULATIONS LOCALES :
CAS DU VILLAGE NKOLENYENG, SUD-CAMEROUN

MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN VUE DE L'OBTENTION DU
DIPLOME D'INGÉNIEUR D'AGRONOMIE TROPICALE,
SPÉCIALISÉ EN FORESTERIE RURALE TROPICALE

Par

Lazare AKA ETOM

Sous la direction de Guillaume LESCUYER

Composition du jury :

- Georges SMEKTALA	Président	ENGREF
- Véronique BOUSSOU	Rapporteur	CNEARC
- Aurélié BINOT	Membre	CIRAD

Date de soutenance : 8 décembre 2006

Dédicace

*À la grande Famille ETOM,
qui est au pays (Cameroun).*

REMERCIEMENTS

Ce travail a été mené dans le village de Nkolényeng dans l'Arrondissement de Djoum, Département du Dja & Lobo sous la conduite de monsieur Guillaume LESCUYER, maître de stage, avec l'appui technique logistique et matériel du CIRAD-Forêts / Baillarguet à travers le projet "*Savoirs locaux et gestion des forêts tropicales. De la construction d'un discours global à ses traductions et à ses effets locaux : exemple de l'Indonésie et du Cameroun*" financé par l'Institut Français de la Biodiversité - IFB.

Que monsieur Georges SMEKTALA, mon Tuteur ENGREF, trouve ici ma profonde gratitude, lui qui malgré ses multiples occupations et responsabilités, a accepté de m'aider dans la réalisation de ce travail.

Ma profonde gratitude va également vers madame Maya LEROY, Chef de département Foresterie Rurale et Tropicale (FRT) de l'Ecole du Génie Rural, des Eaux et des Forêts de Montpellier, qui a particulièrement œuvré dans le sens de me faciliter la formation tout au long de l'année.

J'exprime vivement mes remerciements à Monsieur Daniel GUIRAUD, Directeur des études au CNEARC, par sa patience et sa compréhension.

Que Monsieur Michel Havard, Chercheur au Cirad – Yaoundé, reçoive ici ma profonde gratitude, lui qui m'a toujours soutenu aussi bien sur le terrain que sur l'orientation du travail et ses critiques constructives.

Que ma tendre épouse madame Anne Marie AKA, trouve ici le lieu du couronnement de ses efforts, tant son appui a été d'un très grand apport pour la réalisation de ce travail.

Que mes deux fils et mes deux jumelles trouvent ici la satisfaction du sacrifice que leur père a effectué en se séparant d'eux si tôt !

Je ne peux dire combien m'a été indispensable l'assistance spirituelle et morale de mes Pasteurs Philippe & Sally TAPPERT à Montpellier, ainsi que Jean Pierre & Rachel MANGA à Yaoundé.

Je remercie grandement Mr. Emmanuel ÉLLE BIFANE, Chef de village de Nkolényeng qui m'a été d'un grand apport sur mon terrain d'étude.

RESUME

Dans le but d'étudier les modes formels de gestion des ressources forestières naturelles et les impacts que ces modes ont induit dans les pratiques des populations locales, une étude a été menée à travers des enquêtes qualitatives dans le village Nkolényeng, au sud du Cameroun.

Il ressort de cette étude que le terroir villageois est composé des terres relevant du domaine forestier permanent de l'Etat et du domaine forestier non permanent. Le système foncier quant à lui est caractérisé par des modes de jouissance foncière complexes, allant de la propriété privée à la "*Squattérisation*" en passant par un métayage particulier. En outre, une combinaison des droits sur les ressources foncières agraires et forestières sous-tend l'accès au foncier et à la ressource forestière dans le village. Nous citerons entre autres, le droit généalogique, le droit productif ou "droit de hache" et le droit de succession. À ces trois droits traditionnels coutumiers, se superposera le droit foncier moderne dit "positif".

Dans la logique de sa politique de gestion participative des ressources naturelles (décentralisation), le pays a placé le villageois de Nkolényeng devant trois modes de gestion formels régissant désormais l'accès et le droit à la ressource, ce sont les unités forestière d'aménagement (UFA), les aires protégées (AP) et la foresterie communautaire (FC). Conscients des différentes formes d'aménagement qu'impliquent ces modes de gestion formels qui réglementent désormais l'accès à la ressource faunique et floristique, les villageois ont adapté des stratégies diverses suivant le statut spécifique du foncier et de la ressource à exploiter.

Sur le plan socio-économique, la gestion des ressources naturelles est orientée vers la satisfaction des besoins individuels communs à tous (court terme) qui priment sur les besoins d'intérêt général (long terme). La petite agriculture familiale itinérante sur brûlis qui est la principale source alimentaire et de revenus des familles, s'est légèrement modifiée en un essartage caractérisé par un "*abattis-brûlis réduit*" exemptant les essences ligneuses à valeur commerciale.

Cependant, bien que des adaptations soient perceptibles, la superposition des structures étatiques et juridiques sur cette structure traditionnelle n'a pas fondamentalement modifié son fonctionnement dans la communauté locale (forestière) de Nkolényeng à l'heure actuelle.

Mots clés :

Nkolényeng, Sud-Cameroun, modes de gestion, ressources forestières, gestion participative, pratiques locales, populations locales.

ABSTRACT

With an aim of studying the formal modes of natural forest resources management and the impacts these modes induced in the practices of the local populations, a study was undertaken through qualitative investigations in the *Nkolényeng* village, south of Cameroon.

This study reveals that the village land belong to both the permanent forest and the nonpermanent forest estate. This land system itself is characterized by complex modes of land tenure, ranging from private ownership with the "*Squattérisation*" system to a particular share-cropping system.

Moreover, a combination of the rights on the agrarian and forest land resources underlines the access to land and to forest resources in the village. Among these are inter alia, the genealogical right, the productive or "right of the axe" and the inherited rights.

To these three traditional rights, one can add the modern land right called "positive".

Congruent with its policy of participative management of natural resources (decentralization), the country presents the peasant from *Nkolényeng* with three formal modes of management governing access and the right to the resources. These are the Forest Management Units (UFA), the Protected Areas (AP) and the Community Forests (FC).

Fully aware of the various forms of management which these formal modes of management imply and which henceforth regulate the access to the faunal and floristic resources, the villagers have adopted various strategies with respect to the specific statute of land and the resources to be exploited.

On the socio-economic aspect, the management of natural resources is directed towards the satisfaction of the community needs and interests (in the short run) which take precedence over the needs of general interest (long term). The small itinerant family agriculture which is the main source of food and of incomes of the families, slightly changed in a slash-and-burn characterized by a "reduced clearing" exempting the wood with commercial value.

However, although adaptations are quite perceptible, the superposition of the official and legal structures over this traditional structure has not basically modified the mode of operation of the local forest community of *Nkolényeng*.

Key-words:

Nkolényeng, South-Cameroon, modes of management, forest resources, participative management, local practices, local populations.

Sommaire

1	PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	3
1.1	CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE L'ÉTUDE	3
1.2	PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE.....	4
1.3	DEMARCHE METHODOLOGIQUE	5
2	CONTEXTE DE L'ÉTUDE	9
2.1	PRESENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE	9
2.2	LES POLITIQUES PUBLIQUES NATIONALES : VERS UNE GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES NATURELLES AU CAMEROUN.....	16
2.3	LES DROITS D'ACCES ET D'USAGE PAR LES POPULATIONS LOCALES	22
2.4	UNE DOUBLE VISION DES FORETS AU CAMEROUN.....	24
3	MISE EN ŒUVRE DE TROIS MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET A NKOLENYENG	29
3.1	LES FORETS RURALES AU CAMEROUN : LES DIFFERENTS MODES D'APPROPRIATION ET DROITS FONCIERS "TRADITIONNELS"	29
3.2	UNE GESTION FONCIERE ADAPTEE A LA SUPERPOSITION DES DROITS COUTUMIERS TRADITIONNELS ET DU DROIT FORMEL (POSITIF)	35
3.3	LA FORET COMMUNAUTAIRE (FC) DE NKOLENYENG : UN POOL DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DU VILLAGE	40
3.4	LES UNITES FORESTIERES D'AMENAGEMENT (UFA) : PARTICIPATION EFFECTIVE OU "SUPPOSEE" DES COMMUNAUTES LOCALES DANS LA GESTION DES UFA ?.....	50
3.5	LE SANCTUAIRE A GORILLES DE MENGAME : UNE APN NEE DE LA VOLONTE D'UN TOURISTE	52
4	DISCUSSIONS GENERALES ET CONCLUSION	59
4.1	IMPACTS DES MODES FORMELS D'AMENAGEMENT SUR LES PRATIQUES AGRICOLES	59
4.2	L'IMPACT DES NOUVEAUX OUTILS DE GESTION FORESTIERE SUR LA CHASSE ET LA PECHE	60
4.3	LA COLLECTE / RECOLTE ET LES MODES D'AMENAGEMENT A NKOLENYENG	62
4.4	LES ESPACES RESERVES AUX DIFFERENTES ACTIVITES DES POPULATIONS LOCALES	62
4.5	LES ESPECES USEES DANS LES PRATIQUES A NKOLENYENG	63
4.6	IDENTIFICATION DES UTILISATEURS ET USAGES DE LA RESSOURCE	64
4.7	UNE MISE EN ŒUVRE DES MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET QUI TARDE A DECOLLER.....	65
4.8	L'EXPLOITATION DU FONCIER ET DES PFNL.....	66
	BIBLIOGRAPHIE.....	69
	ANNEXES	73

LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Carte de la zone de l'étude (Zone méridionale du Cameroun).....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 2 : Peuplement endémique de parasoliers (Musanga cecropioides) dans une jachère jeune.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 3 : Organisation sociale de Nkolényeng.....</i>	<i>12</i>
<i>Figure 4 : Carte du canton Fang comprenant la zone d'étude.....</i>	<i>30</i>
<i>Figure 5 : Localisation spatiale de la FC de Nkolényeng.....</i>	<i>41</i>
<i>Figure 6 : Une agroforesterie sur cultures vivrières en zone de forêt.....</i>	<i>47</i>
<i>Figure 7 : Extraction d'écorces d'un arbre "Essok" utilisées comme ferment de vin blanc</i>	<i>49</i>

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Les différents titres d'exploitation forestières au Cameroun.....</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 2 : Matrice foncière suivant les impacts potentiels et réels de la FC de Nkolényeng sur les pratiques des populations locales.....</i>	<i>48</i>
<i>Tableau 3 : Analyse des pratiques des populations locales dans les modes de gestion formels à Nkolényeng</i>	<i>58</i>

LISTE DES ACRONYMES

AAC :	Assiette annuelle de coupe
ACM :	Cogestion adaptative des forêts
AFHAN :	Association des femmes et hommes amis de Nkolényeng
AIBT :	Accord international sur les bois tropicaux
APN :	Aire(s) protégée(s) naturelle(s)
CED :	Centre pour l'environnement et le développement
CETELCAF:	Centre de télédétection et de cartographie forestière
CEW :	Cameroon environmental watch
CG :	Comité de gestion villageois et cantonal
CIFOR :	Center for international forestry research
CIRAD :	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CITES :	Convention internationale sur le commerce des espèces de faune et flore menacées d'extinction
CNUCED :	Conférence des nations unies sur le commerce et le développement
DFNP :	Domaine forestier non permanent
DFP :	Domaine forestier permanent
DSEP :	Diagnostic, le suivi et l'évaluation participatifs
ENGREF :	Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts
FAO :	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FC :	Forêt(s) communautaire(s)
GFW :	Global forest watch (Observatoire Mondial des Forêts)
GIC :	Groupe d'initiative commune
GIE :	Groupe d'intérêt économique
IUCN :	Alliance mondiale pour la nature
MINADER :	Ministère de l'agriculture et du développement rural
MINEF :	Ministère de l'environnement et des forêts
MINFOF :	Ministère de la forêt et de la faune
OIBT :	Organisation internationale des bois tropicaux
ONG :	Organisme non gouvernemental
PFL :	Produit(s) forestier(s) ligneux
PFNL :	Produit(s) forestier(s) non ligneux
PIB :	Produit intérieur brut
PNUE :	Programme des nations unies pour l'environnement
PPTE :	Pays pauvre(s) très endetté(s)
PSAGMM :	Projet du sanctuaire à Gorilles transfrontière de Mengamé-Minkébé
PSG :	Plan simple de gestion
RFA :	Redevance forestière annuelle
RIGC :	Projet renforcement des initiatives pour la gestion communautaire des ressources forestières et fauniques
SIG :	Système d'information géographique
UFA :	Unité forestière d'aménagement
UICN :	Union mondiale pour la conservation de la nature
WCMC :	World conservation monitoring centre / Centre mondial de surveillance de la conservation
WWF :	World wide fund for nature

INTRODUCTION

Les politiques nationales des Etats africains vis-à-vis de la gestion des ressources naturelles ont fortement évolué au cours de la dernière décennie. Ceci est dû à une nouvelle orientation du discours international relatif à l'exploitation et à la gestion des ressources naturelles, principalement forestières.

En effet, la crise écologique multiforme à l'échelle internationale, à travers des pollutions et des accidents spectaculaires¹ localisés qui ont eu des conséquences dites "transfrontalières" a provoqué depuis la fin des années 1980, une prise de conscience plus large, et développé un activisme diplomatique couplé à une forte campagne médiatique. Dans le discours international, de nouveaux concepts et notions apparaissent dans les débats internationaux entre autres ; exploitation et gestion durable, développement durable et bonne gouvernance, ou encore les "*common goods*" (Biens communs ou communaux).

La production en 1987 du rapport dit "Brundtland"² traite la question de la relation entre développement et environnement d'une manière différente de celle à laquelle on était habitué jusque là. Ces deux termes étant jusque là toujours présentés comme antinomiques, voire non conciliables pour certains développeurs.

En 1992, suivra la conférence de Rio de Janeiro considérée comme "Sommet de la terre" qui s'inspirera du Rapport de Brundtland pour renverser complètement la tendance en affirmant que : "*Tout développement global et réel ne peut s'obtenir que si l'ensemble des capacités sont maintenues, y compris celles écologiques qui garantissent la reproduction de l'environnement*" (Buttoud, G., 2001). Un tel développement, appelé "Développement durable" est nécessaire et subordonné à la défense de l'environnement. Ce sommet introduit le débat dans le monde forestier et donne lieu à la précision des grands enjeux qui divisent les pays du Nord et ceux du Sud.

Parmi les nombreuses résolutions auxquelles ont abouti les débats pendant la conférence de Rio figurent d'importants textes qui concernent pour la première fois la forêt. C'est dans ce registre que nous pouvons ranger l'Agenda 21, qui invite les Etats à baser leurs politiques nationales sur la promotion d'une gestion durable des forêts appréciée au moyen d'indicateurs et critères préétablis à cette fin. Ceci va désormais influencer les débats internationaux et politiques forestières dans le monde et l'essentiel de son contenu.

Avant 1960, le Cameroun possédait un cadre de gestion de la forêt et de la faune (bien qu'inspiré par les lois coloniales occidentales) et définissait déjà à l'époque une politique d'exploitation rationnelle du patrimoine national (Essam, 2001). Le pays se dotera ainsi à l'aube des indépendances, d'outils (législatifs) dans la gestion des ressources naturelles.

¹ La catastrophe de Bhopal en Inde, les pollutions (marées noires) dues à l'Amoco Cadiz ou la Torrey Cañon soit encore la saga du "nuage de Tchernobyl".

² Rapport de la Commission Environnement et Développement des Nations Unies que présidait l'Ancienne Premier ministre de Norvège et qui porte son nom.

Le contexte international a amené le pays à s'orienter vers une gestion rationnelle de l'environnement qui aboutira en avril 1992 à la création du Ministère de l'Environnement et des Forêts (MINEF) qui est une base institutionnelle déterminante d'orientation stratégique de la protection de l'environnement et d'une exploitation des ressources forestières notamment, pour un développement durable.

Le Cameroun mettra en place pour cela, un système de gestion décentralisée basée sur l'implication des populations locales dans la gestion forestière. Poussé en cela par les bailleurs de fonds et les institutions de Bretton Woods qui conditionnent désormais l'aide au développement par les réformes politiques dans les pays du Sud allant dans ce sens. Réformes qui consistent à impliquer de manière effective les populations riveraines à participer dans la gestion de leurs forêts.

Sur le plan juridique, le pays se dotera de nouvelles lois (94/01 du 20 janvier 1994; 96/12 du 5 août 1996 et des Décrets 95/531 du 23 août 1995-sur les forêts, 95/466 du 20 juillet 1995-sur la faune)

La loi sur les forêts prévoit dans un de ses aspects de rétrocéder certaines forêts aux populations qui en font la demande, sous le vocable de Forêts Communautaires (FC). Le cadre réglementaire Camerounais a balisé ainsi les voies d'une nouvelle politique décentralisée. Il est à noter que, ces FC sont classées dans le Domaine Forestier Non Permanent (DFNP) qui relève du domaine national.

Dans le cadre du Domaine Forestier Permanent (DFP), le pays a affecté certaines terres à la forêt exclusivement et/ou à l'habitat de la faune. C'est dans cette dernière catégorie que l'on range les Aires Protégées (AP), où l'accès des populations (mêmes riveraines) à certains usages (cultures vivrières et plantations, chasse) est interdit ou strictement réglementé (pêche).

Nkolényeng qui est un village présentant des terroirs aussi bien dans le DFP (APN ; UFA) que dans le DFNP (FC ; Zones agricoles), présente un intérêt particulier relatif à l'étude de ces différents modes formels de gestion initiés et mis en place par l'Etat. Celle-ci permettra la compréhension de l'exécution de la nouvelle loi forestière dont s'est doté le pays, et voir comment ces nouveaux outils ont été mobilisés par les populations ainsi que leurs impacts sur les pratiques villageoises.

1 PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

La mise en place au Cameroun de nouveaux outils pour la gestion des ressources forestières visant une décentralisation poussée en faisant participer les populations locales dans la gestion des forêts, s'est matérialisée par la Redevance Forestière Annuelle (RFA) appliquée aux UFA (art. 85 du Décret 95-531 du 23 août 1995), les Forêts Communautaires (art. 27 (2) (3), du Décret 95-531 du 23 août 1995) et les Forêts Communales (art. 30 de la Loi 94-01 du 20 janvier 1994).

Par la redevance forestière, les populations locales participent à la gestion des retombées des recettes issues de l'exploitation des massifs forestiers riverains de leur village. Ce processus de décentralisation des recettes fiscales a été introduit dans le paysage de gestion participative à travers l'aménagement forestier et particulièrement les Unités Forestières d'Aménagement (UFA). Cette Redevance Forestière Annuelle (RFA) est gérée par les populations locales avec la mise en place des Comités de Gestion de la RFA (art. 68 (2) de la Loi 94-01 du 20 janvier 1994) et constitue en fait, un levier de développement pour ces populations.

A travers les Forêts Communautaires et les Redevances forestières annuelles (RFA), la participation des populations dans la gestion des ressources naturelles forestières (floristiques et fauniques) est conceptualisée par la nouvelle politique forestière. C'est dans cette optique que l'on note la mise en place des Comités de Gestion (CG) villageois constitués par les populations locales pour la gestion de la RFA, ainsi que des Conventions de gestion des FC dotées de PSG appropriés.

La forêt qui représente l'une des principales ressources du pays en général et des paysans dans le monde rural en particulier, est perçue comme l'instrument devant contribuer au développement socioéconomique des populations locales, et partant, du pays tout entier.

1.1 CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE L'ÉTUDE

1.1.1 Présentation de la structure d'accueil

Le présent travail a été réalisé au CIRAD-Forêts de Baillarguet à Montpellier avec une descente de terrain au Cameroun (3 mois). L'étude s'inscrit dans le cadre du Projet "*Savoirs locaux et gestion des forêts tropicales. De la construction d'un discours global à ses traductions et à ses effets locaux : exemple de l'Indonésie et du Cameroun*". Ce projet est financé par l'Institut Français de la Biodiversité (IFB).

Spécifiquement, le projet met en comparaison la mise en œuvre et les impacts du processus de décentralisation au sud du Cameroun et à l'ouest de l'Indonésie. Il s'intéresse particulièrement aux inter-relations sur le discours international dans la reconnaissance des pratiques traditionnelles dans la gestion des forêts, les processus de dévolution (transfert) de pouvoir aux populations locales dans le cadre d'une gestion participative (bonne gouvernance) et de l'impact de ces processus autant sur les massifs forestiers que sur les pratiques même des populations locales.

1.1.2 Cadrage de l'étude commanditée

Cette étude est réalisée dans le cadre du stage de fin de formation à l'École Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF) de Montpellier en spécialisation Foresterie Rurale Tropicale (FRT). La durée du stage est de cinq mois dont trois mois de terrain au Cameroun et deux mois à Montpellier. L'objectif à terme étant la constitution d'une base de données nécessaire à la recherche fondamentale sur la dynamique de la biodiversité et de gestion durable des ressources naturelles. L'ambition étant de mobiliser les compétences multiples de manière à répondre aux sollicitations des sociétés rurales.

1.2 PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

Dans la commune de Djoum (Sud du Cameroun), les populations sont confrontées depuis quelques années à de nouveaux modes de gestion formels des ressources naturelles. Ce sont les plans simples de gestion dans le cas des Forêts Communautaires (FC), des plans d'aménagement dans le cadre des unités forestières d'aménagement (UFA) et à d'autres formes de gestion intégrée dans le domaine des aires protégées nouvellement créées.

Comme toutes les populations des zones forestières du pays, ces populations ont toujours géré leur forêt de manière traditionnelle suivant le droit coutumier de leurs ancêtres.

1.2.1 Problématique

C'est dans ce double contexte que les populations du village de Nkolényeng dans l'Arrondissement de Djoum sont amenées à gérer les forêts et espaces naturels qui sont situés dans le terroir villageois. D'où la problématique suivante a pu être dégagée :

Quels sont les impacts des nouveaux modes de gestion des ressources naturelles et d'aménagement dans les forêts communautaires (FC), les unités forestières d'aménagement (UFA) et les aires protégées naturelles (APN) sur les pratiques et savoir-faire des populations locales ?

Pour mener notre étude, nous nous proposons :

- D'identifier les différents acteurs concernés par les trois modes de gestion participative de la zone d'étude (Nkolényeng) ;
- D'étudier les modes d'accès et d'appropriation du foncier ;
- D'analyser les pratiques d'appropriation de la ressource à travers les pratiques agricoles, la chasse, la cueillette, la pêche, l'habitat etc. ;
- De caractériser les stratégies développées par les populations locales pour s'adapter à un nouveau contexte de gestion de la forêt tout en continuant d'assurer les diverses productions dans la satisfaction des besoins ;
- De mesurer l'impact des divers modes d'aménagement sur les pratiques des populations locales.

1.2.2 Hypothèses de travail

Par rapport à l'un des objectifs généraux de la nouvelle politique forestière du pays qui est : d'«*améliorer la participation des populations à la conservation et à la gestion des ressources forestières, afin que celles-ci contribuent à élever leur niveau de vie*», l'hypothèse principale suivante a été formulée :

L'augmentation du degré d'implication et de participation des populations locales en matière de gestion des ressources forestières, incitera les communautés villageoises à mieux protéger le couvert forestier.

La politique forestière du pays exprime clairement la volonté de l'État camerounais d'augmenter la participation des populations locales à la conservation et la gestion des forêts. Ceci amène à considérer désormais les populations locales comme partenaires essentiels dans le processus de définition des actions prioritaires et des moyens à mettre en œuvre garantissant une gestion durable des forêts du pays.

Les questions-hypothèses suivantes permettront de clarifier et de vérifier l'application des outils de gestion mis en œuvre à cet effet :

- Quelles connaissances les populations ont-elles des textes de lois et autres mesures fiscales en vigueur dans le pays ?
- Les besoins des populations ont-ils été pris en compte dans les processus de conception et d'élaboration de ces modes de gestion ?
- Les populations tiennent-elles compte des limites de leur terroir pour l'accès à la ressource ?
- Les pratiques tiennent-elles compte des plans d'aménagement liés à ces espaces naturelles ?
- Les attentes (besoins) des populations ont-elles été satisfaites lors de la mise en œuvre de ces politiques ?
- La gestion de ces espaces est-elle participative effectivement ?

Ceci revient à mesurer l'impact des nouvelles mesures de la gestion forestière décentralisées dans les processus de contribution du bien-être des acteurs locaux pour un développement local durable.

1.3 DEMARCHE METHODOLOGIQUE

L'approche méthodologique mise en œuvre a été segmentée en trois grandes phases :

- *La phase d'entrée dans le milieu*

Consacrée à la recherche bibliographique, cette phase préliminaire a permis de connaître sommairement le milieu d'étude, des populations autochtones, d'appréhender les

activités mises en place ou entreprises par différents intervenants (acteurs) dans le processus du développement du monde rural.

- *La phase de terrain*

Les travaux de terrain ont commencé par la visite de deux villages susceptibles d'offrir un cadre de travail en rapport avec le thème à développer. Cette descente a permis d'avoir une approche du milieu physique ainsi que la diversité de situations qui s'offraient à l'étude. Cette phase a été particulièrement déterminante dans le choix du village d'étude, qui a porté essentiellement sur la superposition des différents modes de gestion des forêts ayant cours au Cameroun.

- *La phase de dépouillement des enquêtes, d'analyse et d'interprétation des résultats et de rédaction*

Cette phase a consisté à une « mise à plat » des données d'enquêtes. Les données ainsi produites ont été analysées et interprétées, et enfin le travail final a été la rédaction du mémoire. Le travail ainsi réalisé s'est déroulé sur une durée de cinq mois de mai à septembre entre Montpellier, Djoum, Ebolowa et Yaoundé.

1.3.1 Bibliographie

L'étude a débuté par une recherche bibliographique qui s'est déroulée dans les bibliothèques de l'Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts (ENGREF) de Montpellier et du CIRAD-Forêts Campus International de Baillarguet à Montpellier. La bibliothèque du Bureau Régional du CIRAD pour l'Afrique Centrale à Yaoundé a servi également de cadre à ces travaux de recherche bibliographique. L'exploitation des documents du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) a permis une production de données notamment le cadre institutionnel du secteur forestier au Cameroun.

La bibliographie permettra de couvrir le contexte général de l'étude et le cadre formel de mise en place d'une forêt communautaire au Cameroun, les conditions d'attribution des UFA ou l'allocation des espaces naturelles en réserve de faune. La compréhension des enjeux des différents modes d'aménagement, des intérêts défendus par la multiplicité d'acteurs que regorge ce secteur étant indispensable pour comprendre leurs positions et leurs logiques.

Cette recherche bibliographique a mis en exergue la dimension de Poulantzas³ dans les processus de mise en œuvre de ces aménagements. Elle permettra en fait, de faire une rétrospection historique de la forêt communautaire de Nkolényeng, de l'unité forestière d'aménagement (UFA 09-012) et du sanctuaire à gorilles de Mengamé, afin de clarifier leurs modalités de conception, d'élaboration et de leur mise en œuvre.

Les résultats suivants ont été obtenus :

- La production des informations locales et régionales qui ont permis de délimiter le champ de l'étude ;

³ Etude des processus de mise en place des institutions publiques ou privées pour en dégager leur origine et comprendre leur logique de fonctionnement (Forum, 2006)

- Le cadrage juridique réglementant le secteur forestier au Cameroun (lois et réglementations) ;
- Identification des acteurs intervenant dans le secteur forestier ;
- Capitalisation des travaux de recherche antérieure dans l'évolution des connaissances du milieu d'étude.

1.3.2 Choix du village de l'étude

Le village de Nkolényeng est riverain d'une UFA déjà attribuée (dont l'exploitation a été gelée), d'une aire protégée (Sanctuaire à gorilles de Mengamé) et possède une convention de gestion d'une forêt communautaire. Sur le plan procédural d'acquisition et d'exploitation de la forêt communautaire, le village de Nkolényeng est à un niveau plus avancé que les autres dans le canton Fang-Centre, voire dans tout l'Arrondissement de Djoum.

En outre, selon les responsables locaux du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), les populations se sont appropriées le processus de mise en place de la FC après une campagne de sensibilisation et d'information des animateurs de ce projet. A travers nos enquêtes et nos entretiens dans le village ainsi qu'auprès des responsables du CED de Djoum, il est évident que les populations de ce village sont assez réceptives et suffisamment avisées dans les modes d'aménagement des forêts instaurés par l'Etat.

Nkolényeng constitue pour ainsi dire, un village pilote dans l'étude des modes de gestion et de décentralisation des pouvoirs de l'Etat. Il a été le site de plusieurs études de recherche en matière forestière et de gestion participative.

1.3.3 Les enquêtes de terrain

Le travail de terrain s'est déroulé aussi bien auprès des structures et services étatiques qu'auprès des ONG internationales opérant dans le secteur forestier Camerounais. Les exploitants forestiers n'ont pas été approchés en raison du fait que l'UFA 09-012 de la zone d'étude n'est plus opérationnelle. Un aperçu sur l'historique du village et les pratiques des populations locales pour l'accès et aux usages des ressources naturelles a été réalisé notamment les pratiques de gestion et de contrôle de prélèvement en forêt.

Le travail a également consisté à réaliser les observations directes du milieu. Concrètement, il s'agissait de parcourir le territoire du village suivant plusieurs transects de façon à visualiser les différents types d'utilisation de l'espace du village. Le but étant de caractériser :

- les différents milieux biophysiques : sol, végétation, hydrographie
- les modes d'occupation de l'espace (anthropisation du milieu) : Habitat, agriculture, élevage, loisirs et autres.

Cette lecture du paysage a conduit à la compréhension de l'organisation spatiale du village. À partir d'enquêtes menées auprès des personnes âgées (doyens d'âge du village) et du chef du village, des jeunes, des hommes et femmes adultes, on a tenté d'appréhender et de préciser :

- l'histoire du peuplement du village (origine et installation) ;

- l'histoire de l'occupation des sols (spéculations, évolution et introduction de nouvelles techniques, encadrement rural, écoulement des produits, *etc.*) ;
- l'organisation sociale du village (normes) ;
- l'accès au foncier ;
- le mode de gestion des espaces naturels forestiers. Comment les populations gèrent-elles les ressources naturelles de leur milieu, comment ils mobilisent ces ressources ?

La production de ces données qualitatives a été menée à travers des interviews et entretiens semi directifs dont le guide se trouve en annexe (Annexe 17). Une matrice foncière sur l'accès et droits d'usage des ressources naturelles en fonction des groupes sociaux a été réalisée selon la méthode de Le Roy et *al.* (1996).

- Échantillonnage :

Les groupes cibles auprès desquels nous avons menés les enquêtes et entretiens étaient composés d'hommes (5 parmi les adultes et 5 parmi les jeunes agriculteurs) et de femmes au foyer (5 femmes), autochtones du village. Certains enquêtés sont membres du bureau de l'Association des femmes et hommes amis de Nkolényeng (AFHAN), instance qui est supposée gérer la FC de Nkolényeng. Le groupe des allogènes a été également enquêté avec deux *Bamendas* et les deux éco gardes du SAGMM, présents dans le village.

Le Chef de village chez qui nous avons été hébergé, nous a aidé également dans la production des données à travers nos entretiens entre deux repas, lors des veillées le soir qui avaient lieu dans le corps de garde ou bien lors de la visualisation de l'occupation spatiale des différents terroirs du village. Il en est de même des entretiens avec le doyen d'âge du village qui nous été d'un grand apport dans la compréhension des lignages du village, ainsi qu'une partie de l'historique du village.

En général, les enquêtes étaient menées dans la soirée quand les paysans revenaient de leurs occupations champêtres quotidiennes, aidé en cela par un traducteur qui a été choisi dans le village (jeune agriculteur). Cette stratégie visait la non perturbation (respect) du calendrier de travail des paysans-agriculteurs.

1.3.4 Le traitement et l'analyse des données

Cette phase de travail a débuté à Yaoundé, ensuite s'est poursuivie à Montpellier où la rédaction du mémoire a été finalisée avec l'appui du maître de stage et du tuteur ENGREF de mon stage ainsi que d'autres personnes ressources (Enseignants-chercheurs de l'ENGREF).

2 CONTEXTE DE L'ETUDE

2.1 PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE

L'étude est menée dans l'extrême sud du Cameroun qui se compose de forêts denses humides semi décidues présentant des formes de dégradation d'origines diverses.

2.1.1 Généralités

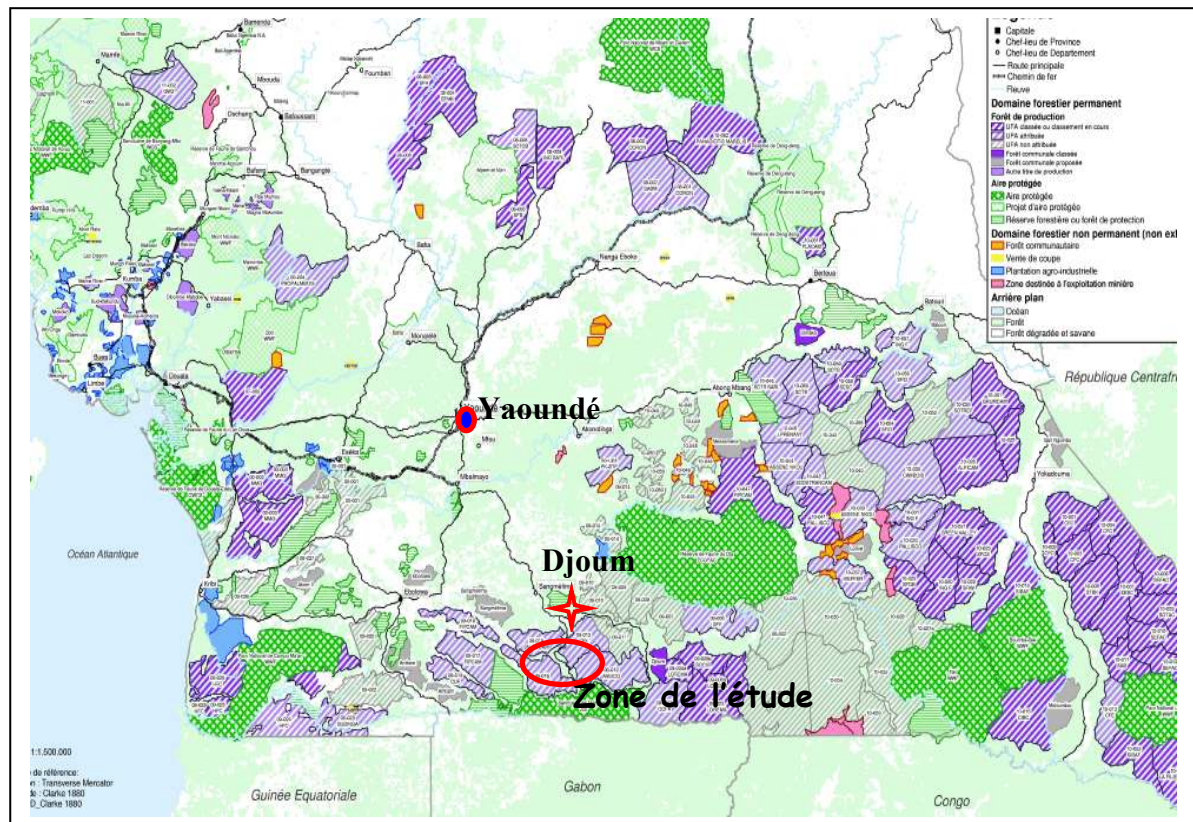
Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale situé en zone tropicale humide, au fond du golfe de Guinée, dans la baie du Biafra. Il est localisé géographiquement entre les parallèles 1°4'N et 13°N (latitude Nord) et les méridiens 8°3'E et 16°1'E (longitude Est). Le pays est limité au nord par la République du Tchad, à l'est par la République Centrafricaine, à l'ouest par la République Fédérale du Nigeria, et au sud par les Républiques du Congo, du Gabon et de la Guinée Equatoriale.

La superficie du pays est de 475 650 km² environ, avec une population de près de 17 millions d'habitants actuellement, la densité peut être estimée à 35 habitants au km². La croissance démographique est forte ces dernières années et se situe à près de 2,8 % par an (Anonyme 1999). La même source rapporte que l'exode rural a vidé les campagnes, ainsi les populations rurales passent de 71,5 % en 1976 à 52 % environ en 1999.

Dans ce schéma, nous assistons à une forte demande urbaine en produits alimentaires en rapport à une offre qui apparemment ne suit pas le même rythme. C'est dans cet ordre d'idée que les pressions sur les ressources foncières seront fortes, surtout en régions périurbaines, pour essayer de satisfaire cette demande toujours croissante ; certains produits vivriers étant devenus quasiment des produits de rente (manioc, plantain, maïs, *etc.*).

Figure 1 : Carte de la zone de l'étude (Zone méridionale du Cameroun)

(Source : Méthot & Mertens, 2005)



2.1.2 Des éléments biophysiques typiques

La zone d'étude présente des forêts du secteur guinéo congolais sur le versant nord de la cuvette congolaise.

Ce sont des forêts semi décidues avec de grands arbres à fûts parfois nombreux pour certaines espèces et rectilignes pour d'autres. La caducité prolongée des feuillages les plus élevés est le caractère typique. Certains arbres présentent des contreforts, la stratification est remarquable avec un sous-bois toujours vert (tout le long de l'année), marqué par un certain gréganisme de certaines espèces de Malvaceae telles que : *Triplochiton scleroxylon* (Ayous) ou encore le *Musanga cecropioides* qui colonise rapidement les trouées (Figure 2).

En outre, le massif forestier présente des bandes de forêts semi caducifoliées fortement dégradées, marquant l'activité anthropique, en particulier dans cette zone cacaoyère qui a abouti au morcellement de cette forêt. Il s'agit en fait d'une maille comportant des zones relativement intactes et des faciès de dégradation, dans lesquels on retrouve la présence de quelques arbres isolés de la forêt primitive (valorisé en une forêt de production).

Les recrues forestiers qui traduisent le jeu de la jachère dans cette agriculture extensive, favorise dans bien des cas, l'installation d'une part d'espèces anthropophiles plus ou moins

éphémères, et d'autre part permet à certaines autres espèces de coloniser des terrains de culture ou des jachères abandonnées (Letouzey, 1985).

Figure 2 : Peuplement endémique de parasoliers (*Musanga cecropioides*) dans une jachère jeune



(Source : Photo Aka, juin 2006).

Le climat de notre zone d'étude se situe globalement dans le domaine climatique équatorial au sens large. Ce qui implique une combinaison de chaleur et d'humidité relative en permanence. Ici l'altitude, située entre 600 mètres et 750 mètres, ne joue aucun rôle particulier.

La pluviométrie abondante de la zone forestière doublée d'une imperméabilité du soubassement cristallin (caractéristique de la région), a favorisé un réseau hydrographique dense, constitué de plusieurs cours d'eau formant un maillage atypique.

La zone d'étude est traversée par des ruisseaux et quelques rivières telles que le *Kom* et *Ayina* qui sont les plus importants en débit. Cette zone est en outre parsemée de petits ruisseaux tels que *Minloe*, *Baé*, *Famé*, *Otong-Fa'ala*, *Menyissi* ou encore *Mbou*. La direction prépondérante de tous ces cours d'eau est NE-SW. Tous les ruisseaux suscités se versent dans la rivière *Kom*, l'une des plus importantes avec *Ayina*.

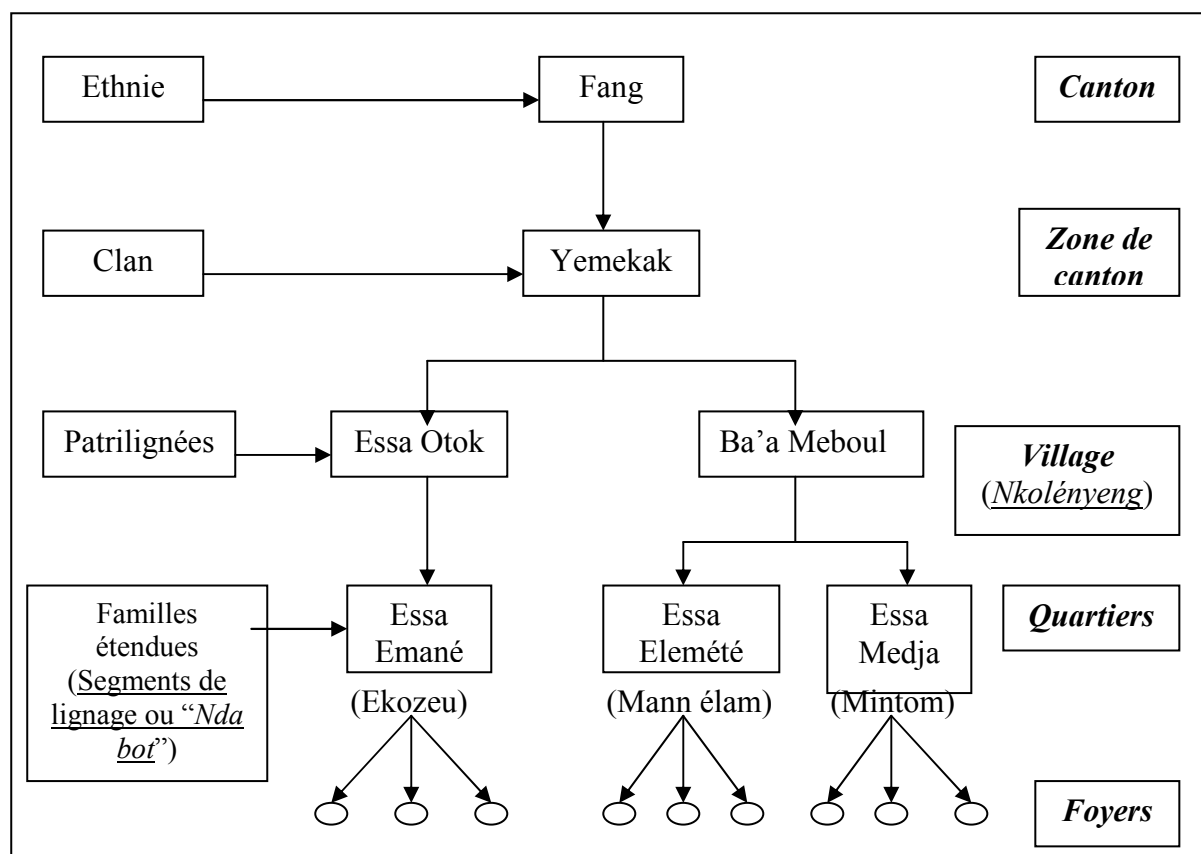
2.1.3 Nkolényeng : un village au cœur de la forêt tropicale humide

a) Organisation résidentielle et occupation spatiale du village

Nkolényeng est un village de l'Arrondissement de Djoum situé dans le département de Dja & Lobo qui fait partie de la province du Sud. À la tête du village, trône un chef traditionnel de 3^e degré. Le site du village serait occupé depuis plus d'un siècle déjà par ces populations d'origine bantou qui sont de l'ethnie Fang. Depuis les années 1960, les populations pygmées *Bakas* se sont installées sous l'instigation du chef de village de l'époque. Deux patrilignages composent le village, les *Essa Otok* et les *Ba'a Meboul*. Le premier occupe le premier hameau

(Ekozeu) du côté nord-est en provenance de Djoum qui est constitué essentiellement de la famille *Essa Emané* (sous-lignage ou segment de lignage). Le lignage *Ba'a Meboul* lui est éclaté en deux hameaux (Mintom et Mann Élam). Mann Élam qui abrite la chefferie est situé au milieu du village et est constitué de la famille *Essa Elémété*, tandis que le quartier (=hameau) Mintom qui se trouve à la périphérie sud-ouest du village est composé de la descendance *Essa Medja*. Le campement pygmée se trouve quant à lui au-delà de Mintom, à une distance de 500 mètres environ de ce quartier.

Figure 3 : Organisation sociale de Nkolényeng



Suivant les résultats de l'inventaire d'aménagement du PSG de la FC de Nkolényeng, le finage villageois est estimé à 1.500 ha environ dont 1.022 ha pour la FC. Ce finage tient compte des zones d'influence de l'occupation des populations du village et des villages avoisinants (Okpweng et Ngbwassa). En général, ce terroir est divisé en trois parties : l'espace d'habitation, la forêt proche du village et celle éloignée des habitations. Les limites sont le plus souvent basées sur le réseau hydrographique et quelques rares pics rocheux existants dans la zone.

b) Une diversité ethnique des populations de Nkolényeng

Le Fang est la principale ethnie du village, c'est-à-dire celle des autochtones de Nkolényeng. Cependant, outre les pygmées *Bakas*, un rapport d'étude récente du Jane Goodall Institute (JGI) révèle que 16 ethnies différentes sont rencontrées dans ce village (Sock & Soua, 2004).

Cette diversité serait due aux liens de mariages exogamiques et à la présence des résidents non permanents (résidents temporaires ⁴ et visiteurs) dans le village.

Cette même source révèle que le village compte 324 individus dont 168 femmes et 156 hommes (51,85% et 48,15% de la population respectivement), répartis dans 54 ménages (unités familiales). La population est essentiellement jeune avec 55,55% de la population constituée de jeunes de moins de 20 ans, la tranche d'âge de 21 ans à 40 ans représente 28,08% de la population tandis que ceux de plus de 40 ans représentent 16,37% de la population (Annexe 19). Il est très important de remarquer que 44,13% de cette population a moins de 15 ans qui ne sont autres que les élèves de l'école primaire de ce village (le recensement ayant été effectué au mois de mai).

c) Les associations à Nkolényeng

Les groupes d'entraides sont les formes de regroupements les plus courants dans le village. Le nombre de membres varie de cinq à une douzaine. La période de notre étude étant celle des vacances, ce nombre a augmenté avec le retour des élèves du secondaire originaires du village ainsi que certains fonctionnaires autochtones du village, venus passer les vacances annuelles avec leur famille.

Une association a été créée en 2001 dénommée l'Association des femmes et hommes amis de Nkolényeng (AFHAN) (Poissonnet, 2005) qui en fait, est un Groupe d'initiative commune (GIC) ayant un statut et deux bureaux (le Conseil d'administration et le Bureau exécutif), qui assurent le fonctionnement de l'association. Au sein de cette organisation, certains membres se sont constitués en groupes de cotisation suivant certaines affinités. Chaque membre verse entre 5 000 à 10 000 Fcfa par mois et perçoit sa part suivant un calendrier rotatif. En outre, la répartition des postes-clés à la tête de l'AFHAN a été équilibré entre les deux genres (hommes et femmes) et s'est faite par élection à la majorité simple (Annexe 20). Cette association se situe en amont de la création de la Forêt communautaire (FC).

Comme associations religieuses, le village en compte trois différentes : l'Église Catholique Romaine, l'Église Presbytérienne Camerounaise et l'Église Évangélique du Cameroun. La tendance politique prépondérante dans le village est le regroupement derrière le parti au pouvoir.

Le village n'a ni groupement de producteurs de cacao, ni comité de développement. Ce qui est un handicap pour la promotion de la cacaoculture ainsi que l'organisation des marchés de cacao. Notons qu'au Cameroun le désengagement de l'Etat camerounais du secteur rural s'est matérialisé dans le début des années 90 par la suppression des subventions, et a aussi eu pour conséquence, la libéralisation du commerce des intrants agricoles et l'émergence des organisations paysannes.

Ceci est d'autant plus important que ces organisations professionnelles des producteurs agricoles et interprofessionnelles, soient de nouveaux acteurs socio-économiques dans un contexte de libéralisation, résultats du processus de restructuration engagé par l'Etat. Il n'en demeure pas moins vrai que le développement du monde rural de nos jours passe par un regroupement des paysans en organisations professionnelles et interprofessionnelles. Ceux-ci

⁴ Les résidents temporaires sont des personnes étrangères au village dont le séjour est relativement court dans le village (1 mois à 10 mois) exerçant des activités ponctuelles ou qui y sont affectées. C'est le cas des fonctionnaires (maîtres d'école, infirmier et éco gardes), des élèves et des travailleurs saisonniers.

ont un besoin d'animation, d'information et d'éducation concernant le regroupement des communautés rurales pour leur "auto encadrement" et la commercialisation de leurs produits agricoles, particulièrement le cacao.

Ces Organisations des producteurs représentent actuellement les seuls interlocuteurs valables aujourd'hui entre l'Etat (MINADER) et les agriculteurs. En principe, pour la nouvelle politique agricole du pays, cette dynamique organisationnelle a pour but de créer et / ou gérer les services de l'agriculture par des tiers et de défendre les intérêts des agriculteurs. C'est dans cette optique que leur absence à Nkolényeng, constitue un handicap sérieux pour la production (acquisition des intrants et pesticides en cacaoculture) et la commercialisation des produits agricoles dans le village.

d) L'agriculture : une activité prépondérante dans le village

À Nkolényeng comme dans toute la zone du canton Fang, l'agriculture est l'activité principale des populations rurales. L'essartage suivi de l'abattis et du brûlis est pratiqué pour l'ouverture d'un champ en forêt. Elle se fait dans les forêts proches du village et parfois derrière les maisons (jardins de case).

L'agriculture paysanne est prépondérante, elle est caractérisée par de petites exploitations agricoles (< 1,5 ha) de type familial, avec peu d'investissement en capital. La main d'œuvre étant essentiellement familiale, on peut parler d'un type d'exploitation familiale agricole. Le paysan y pratique généralement la polyculture avec des associations végétales diverses suivant ses besoins alimentaires et son identité culturelle. Le matériel agricole est des plus rudimentaires, essentiellement manuel et parfois réduit à la houe et à la machette. La dominance de la production des cultures vivrières est notable au sein des exploitations agricoles de Nkolényeng. Il s'agit de l'arachide (oléagineuse graine), des tubercules (manioc, macabo), des légumes, des fruits (banane plantain). Pour assurer les revenus monétaires, les paysans pratiquent la cacaoculture qui est la principale culture agro-industrielle de rente du village. Cette dernière se pratique sur des terrains appropriés, dans les sites d'anciennes résidences (campements) du village, matérialisés parfois par la présence de certaines essences forestières indicatrices de fertilité du sol (Palmier à huile, Ayous).

Le choix des associations tient compte de l'architecture de la culture, de son cycle végétatif, ainsi que de son importance dans le régime alimentaire des populations de la localité. C'est ainsi que l'arachide, le manioc et la banane plantain vont influencer les ordres de successions et les itinéraires techniques appliqués à ces cultures. En champs, nous notons la présence des cultures bisannuelles et des cultures pluriannuelles, dans diverses associations culturales. Les produits de cette agriculture sont destinés essentiellement à l'autoconsommation.

La courbe pluviométrique étant bimodale dans la zone, les populations de Nkolényeng ont la possibilité de pratiquer deux cycles cultureux par an. Notons qu'une exploitation agricole familiale ici est constituée de champs en exploitation, de jachères (jeunes) et des îlots de forêts (jachères anciennes) qui sont des réserves foncières pour les champs à venir. Selon nos entretiens menés dans le village, la durée de la jachère varie de nos jours entre 7 et 10 ans.

Dans le village, le système d'élevage est caractérisé par l'élevage du petit bétail (ovins), et celui de la basse-cour, les animaux sont tenus en liberté permanente intégrale et les produits de cet élevage sont destinés à la consommation et à diverses cérémonies. Les caprins et les porcins ne sont pas acceptés dans le village à cause des dégâts qu'ils causent sur les cultures des champs à proximité du village. Cette agriculture proche des habitations est incompatible

avec l'élevage en divagation tel que pratiqué dans le village. Les ovins sont cependant tolérés par leur tempérament doux et sont moins prédateurs que les caprins.

En effet, dans la culture *Fang*, les caprins ne sont bien vu comme animal d'élevage. Ils symbolisent le caractère d'entêtement et ne sont pas acceptés dans les cérémonies traditionnelles des populations *Fang* (cérémonies religieuses, dons, mariages, sacrifices rituels etc.). Le *mouton nain* de la zone forestière humide d'Afrique est la race la plus fréquente, caractérisée par sa rusticité et sa résistance aux endoparasites animaliers qui prolifèrent dans ces régions.

e) Infrastructures existantes à Nkolényeng

Le village a une école publique primaire à cycle complet, composée de deux bâtiments divisés en quatre salles de classes. Ces bâtiments qui sont en très bon état, avaient été construits en bois et en parpaings, recouverts de tôles ondulées. Un dispensaire et une case de santé sont en arrêt de construction (les travaux sont arrêtés depuis 1999 et 1996 respectivement). La case de santé était une initiative de la communauté (financée par les RFA), tandis que le dispensaire est un investissement étatique.

Un hangar de la coopérative a été construit mais demeure non exploité (est cependant en bon état), le village manquant des structures organisées des producteurs pour le rendre fonctionnel. Cependant, le bâtiment communautaire construit il y a un moment, abrite le chef de Secteur du PSAGMM. Pour les offices religieuses, trois chapelles sont présentes dans le village. Un stade de football a été construit par l'ancien exploitant forestier qui s'était installé dans le village et exploitait frauduleusement le bois dans l'espace forestier du village.

Pour l'alimentation en eau potable, le village dispose de deux sources aménagées et deux sources non aménagées. Un forage doté d'une pompe manuelle a été creusé et installé en 2005, dans le quartier Mann Élam et approvisionne le village en eau potable.

f) Un environnement socio économique précaire

Une étude de l'environnement socio-économique peut expliquer certains changements éventuels intervenus notamment dans les relations interpersonnelles et règles régissant la communauté avec la monétarisation des économies et la création de nouveaux besoins sociaux.

L'économie repose en général sur les produits d'origine agricole. Ici la cacaoculture est la principale culture traditionnelle de rente des populations de tout le Canton Fang-Centre. Cependant, avec la chute des cours de ces produits à la fin des années 1980, son expansion a connu un ralentissement notable. Du coup, certains produits vivriers sont devenus des produits vivriers marchands (manioc, plantain, huile de palme etc.), et des produits maraîchers sont introduits actuellement dans cette zone. L'élevage ici est réduit au petit bétail (ovins et porcins) et à la volaille de basses-cours dont les produits sont destinés aux différentes festivités et cérémonies sociales (fêtes religieuses, mariages, présents).

Les prix agricoles sont fluctuants et évoluent suivant les périodes de l'année. Pendant les périodes de récoltes, les prix sont très bas tandis que lors des pénuries (intersaison), ils sont très élevés.

L'état de la route qui relie Nkolényeng de Djoum en particulier et de toutes les autres villes en général, ne facilite pas les opérations de commercialisation des produits agricoles du village (vivriers et cacao). Ce qui est le problème fondamental des producteurs agricoles de tout le canton Fang-Centre.

Aucune économie ne pouvant se développer sans un bon réseau de commercialisation (débouché des produits), les populations sont limitées quant à un développement réel de leur milieu à partir des produits d'origine agricole. En effet, Nkolényeng qui se trouve à 40 km environ de la ville la plus proche, ne peut pas facilement écouler ces produits dans les marchés de cette petite agglomération (Djoum).

La vente du cacao se fait de manière saisonnière. Les acheteurs qui sont des opérateurs économiques, viennent acheter les produits sur place dans le village. Les achats / ventes se font sans un calendrier précis. Les producteurs ne sont pas organisés pour la programmation des marchés de cacao. L'organisation de la collecte et de l'achat du cacao est faite par des opérateurs agréés.

2.2 LES POLITIQUES PUBLIQUES NATIONALES : VERS UNE GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES NATURELLES AU CAMEROUN

Le Cameroun par la loi 94/01 du 20/01/1994 portant sur le régime des forêts, de la faune et de la pêche, fixe les modalités d'application de sa nouvelle politique forestière, dans le cadre d'une gestion intégrée assurant de manière durable et soutenue, la conservation et l'exploitation des ressources forestières et des différents écosystèmes (aquatiques, *etc.*).

2.2.1 Contexte législatif et réglementaire

Avec la loi 94/01 du 20 janvier 1994 et les décrets afférents, la "Gestion déléguée" est la forme que le pays a choisie pour faire participer davantage plus d'acteurs dans le secteur forestier camerounais afin de parvenir à ses missions de gestion des ressources naturelles.

Cette loi a été précédée par un plan de zonage délimitant les forêts domaniales des terroirs villageois élaboré par le Ministère chargé de l'administration forestière (MINEF) en 1993.

Le Décret n° 95/531/PM du 23 août 1995 viendra concrétiser cette mise en œuvre en fixant les modalités d'application du régime des forêts, de la faune et de la pêche relatives à cette loi. La loi camerounaise et les décrets d'application subséquents ont ainsi mis en place un cadre de gestion participative des ressources naturelles. Cette gestion participative se fait à travers les outils tels que la foresterie communautaire (dans le DFNP), les zones d'intérêt cynégétique à gestion communautaire (dans le DFP), les territoires de chasse communautaire ou encore les redevances forestières annuelles (dans les UFA).

De nature contractuelle, la "Gestion déléguée" est un système par lequel l'État confie (concède) à des tiers tels que les exploitants forestiers et autres industriels du bois, les collectivités publiques (Communes) et les communautés locales (villages), la gestion de certaines ressources et services collectifs qui relèvent de l'intérêt général. C'est dans ce cadre que nous pouvons ranger l'aménagement forestier dans les UFA par les exploitants forestiers, les PSG dans les FC par les communautés locales et les plans d'aménagement des Forêts communales par les collectivités locales décentralisées. Selon Karsenty (2000), l'objectif à

terme étant de faire converger l'intérêt général (long terme) et les préférences collectives (ponctuelles et à court terme). L'administration forestière du pays passera ainsi du rôle d'aménageur à celui de superviseur qui implique la mise en place des normes, des indicateurs de gestion, du suivi et du contrôle des normes prescrites par la réglementation (Karsenty, 2000). Ainsi sur le plan de la gestion participative et notamment dans un but de promouvoir le développement rural, un arsenal législatif et juridique met les populations locales en première ligne. Cette réforme de la gestion des ressources forestières au Cameroun semble avoir du mal à être mise en œuvre, en rapport avec un nombre plus ou moins important de contraintes.

Dès l'origine, la mise en place des AP au Cameroun est antérieure aux textes et lois actuels réglementant la création ou l'extension de ces aires protégées de manière participative. En effet, le Sanctuaire à gorilles de Mengamé dont les origines datent de 1978 a été effectivement créé en 1995, période où les Décrets d'applications de la Loi 94-01 promulguée le 20 janvier 1994 par le Chef de l'Etat, viennent d'être publiés par le Premier Ministre (juillet et août 1995). De même que le Décret 95/678/PM instituant un cadre indicatif d'utilisation des terres en zone forestière méridionale (plan de zonage) qui voit le jour le 18 décembre 1995. Le décret portant sur la protection de la faune et de la biodiversité prévoit que *la création ou l'extension d'une AP ne peut intervenir qu'après indemnisation des personnes concernées par cette opération*. En plus, en son Article 6(2) du même décret, le public est informé du projet (création / extension) par avis publié au *Journal Officiel*, par voie de presse écrite ou audiovisuelle, ou par toute autre voie utile, et affiché pendant trente (30) jours continus dans les chefs-lieux des unités administratives, dans les mairies et les chefferies traditionnelles dont les territoires sont inclus dans la zone concernée. Disposition qui par la suite ne sera pas prise en compte dans les processus de mise en place des APN dans le pays, ni lors du plan de zonage des zones forestières méridionales.

Dans le même ordre d'idées l'adhésion des populations aux différents projets particulièrement le PSAGMM et les UFA, est obtenue par des méthodes coercitives sous la menace des sanctions et autres pressions, emprunt d'un style autoritaire. Contrairement au style participatif qui se fait par persuasion et par délégation de l'autorité. C'est ainsi que lors d'une réunion dite de "sensibilisation" à la quelle nous avons assistés, réunion organisée et menée par l'équipe du PSAGMM, un intervenant a posé la question suivante à un participant : *"lorsque l'Etat classait cette forêt dans le DFP réservé à la conservation de la faune, aviez-vous été consulté pour avis au départ ?"* À la réponse "NON", il continua, *"alors vous êtes maintenant dos au mur"*. Ce qui résume tout le discours suivant la dimension de Poulantzas sur l'origine des projets publics en milieu rural et qui correspond à l'approche traditionnelle du développement (du *"Haut vers le bas"*). Méthode selon laquelle les intervenants extérieurs décident d'abord des objectifs voulus pour la communauté, les mettent en œuvre à travers les projets, puis procèdent au suivi et à l'évaluation pour juger si ces objectifs ont été atteints.

Pour sensibiliser et aider les populations locales dans les processus de mise en œuvre de la Foresterie communautaire, l'Etat a créé une cellule de la Foresterie communautaire au sein du Ministère en charge des forêts et favorisé l'émergence des intervenants extérieurs (ONG locales, nationales voire internationales). Dans le cas de Nkolényeng, le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) a joué et joue encore un rôle clé pour la mise en place de la FC de ce village.

Les animateurs du CED disposent de connaissances et de compétences nécessaires (maîtrisent des statuts juridiques du régime foncier communautaire, ou la variation des prix du bois sur les marchés urbains), ont accès aux sources d'informations qui ne sont pas directement accessibles aux populations locales (acteurs internes). Ce rôle est d'autant plus important

quand on sait qu'ils ont accès aux autorités et aux services administratifs et peuvent rechercher les partenaires pouvant assister les communautés dans l'exploitation de leurs ressources naturelles. Guidés par les populations locales, les animateurs appuient et encouragent la créativité et leur participation, contribuent à développer les capacités locales d'analyse et d'appréciation. Interprètent les textes, les lois et les informations en termes clairs et simples pour une meilleure compréhension, renforçant ainsi les capacités des populations locales.

2.2.2 Les Forêts Communautaires (FC) (définitions et terminologies)

Les forêts communautaires sont classées dans le Domaine forestier non permanent (DFNP). Il est ainsi prévu que toutes les forêts pouvant faire l'objet d'une convention de gestion et qui sont situées à la périphérie ou à proximité d'une ou de plusieurs communautés et dans lesquelles leurs populations exercent leurs activités, peuvent être aménagées comme forêts communautaires par les populations locales (autochtones).

Les FC sont une forme de transfert de responsabilité de la gestion de ces ressources à des communautés locales sans contreparties financières sinon en termes d'obligations d'adoption d'un Plan simple de gestion qui réponde à la législation normative.

a) La réunion de concertation : Une participation supposée des populations locales ?

Elle intervient comme préalable à la délimitation et à l'attribution d'une forêt aux communautés riveraines pour sa gestion. Le cadre réglementaire (Décret 95/531 du 23 août 1995) prévoit dans son article 28 que : *"Toute communauté désirant gérer une forêt communautaire doit tenir une réunion de concertation réunissant l'ensemble des composantes de la communauté concernée, afin de désigner le responsable de la gestion et de définir les objectifs et les limites de ladite forêt"*. En outre l'alinéa (4) de l'Article 27 du même décret stipule que la surface maximale d'une forêt communautaire ne peut excéder 5 000 ha.

La réunion de concertation est supervisée par l'autorité administrative locale (Sous-préfet) qui sera assisté pour la circonstance par des responsables techniques locaux concernés. Le Procès verbal qui sanctionne les assises est signé séance tenante par l'ensemble des participants.

Dans le but de faciliter l'accès à la compréhension des procédures relatives aux normes de gestion et d'attribution d'une forêt communautaire aux populations désireuses, un manuel a été produit à cet effet (1998). La cellule de la Foresterie communautaire créée au Ministère des forêts est chargée de superviser toutes les procédures dans la constitution du dossier d'attribution de forêt communautaire.

b) L'entité de gestion

Elle est chargée de la gestion des revenus de la FC dès qu'elle rentre en activité. L'organisation et la création d'une personnalité morale sous la forme d'une entité juridique légale par la communauté sont des préalables à tout processus d'attribution d'une forêt communautaire aux populations riveraines. Cette entité de gestion est en fait un bureau constitué de membres élus et choisis par la ou les communautés et représentant toutes les catégories sociales du village ou des communautés.

c) Le plan simple de gestion (PSG)

Le plan simple de gestion est la troisième étape vers l'attribution d'une forêt communautaire à une communauté quelconque. Il intervient lorsque la demande d'attribution d'une forêt communautaire a une décision favorable. Le PSG consiste alors en l'élaboration d'un plan descriptif précisant les conditions d'exploitation et de gestion par lesquelles la communauté concernée compte exploiter les ressources de ladite forêt.

En outre, les responsables locaux de l'administration chargée des forêts sont chargés d'assister la communauté dans l'élaboration du plan simple de gestion de la forêt concernée, notamment les inventaires et les plans d'aménagement, dont les coûts demeurent toute fois à la charge des intéressés (Art. 29-alinéa 2). Ce coût est le plus souvent trop élevé voire prohibitif pour les communautés villageoises.

d) La convention de gestion

Etape décisive qui intervient lorsque le PSG signé par le Responsable des opérations forestières est approuvé par l'autorité compétente locale chargée des forêts qui transmet alors avec avis motivé à la hiérarchie, ce PSG accompagné d'un projet de convention de gestion de la dite forêt pour signature (Art. 30-alinéa 1). L'alinéa 3 du même article précise que la convention de gestion a la même durée de validité que celle du PSG (durée minimale de 25 ans) qui cependant, est révisée au moins une fois tous les 5 ans.

La convention lie la communauté rurale au respect scrupuleux de ses engagements notifiés dans le PSG vis-à-vis de l'administration en charge de la gestion des forêts. Si les engagements sont respectés par la communauté au bout de la durée de validité de la convention, celle-ci peut être renouvelée si la communauté concernée le désire.

La loi prévoit en son Article 31(1) du Décret 95/531 du 23 août 1995 que : *“les opérations prévues dans le PSG, exécuté par la communauté concernée, sont contrôlées par les services locaux de l'Administration chargée des forêts. Ceux-ci peuvent suspendre à tout moment l'exécution de toute activité dans la forêt concernée, en cas de non respect par la communauté des prescriptions du PSG, conformément aux dispositions prévues par la convention de gestion”*.

2.2.3 Les Unités Forestières d'Aménagement (UFA)

a) Définitions

Les terminologies ci-après relèvent du Décret n° 95/531/PM du 23 août 1995. Les UFA sont classés suivant le plan d'aménagement dans le Domaine Forestier Permanent (DFP) de l'État.

- *Forêt de production* : C'est un périmètre destiné à la production soutenue et durable de bois d'œuvre, de service ou de tout autre produit forestier ; les droits d'usage en matière de chasse, de pêche et de cueillette y sont réglementés.

- *Droit d'usage ou droit coutumier* : Au sens de la présente loi, c'est un droit reconnu aux populations riveraines d'exploiter tous les produits forestiers, fauniques et halieutiques à l'exception des espèces protégées en vue d'une utilisation personnelle.

b) Les UFA et les objectifs de la nouvelle politique forestière

Axée sur l'aménagement forestier, l'objectif principal de la nouvelle politique forestière du Cameroun est de pérenniser et de développer les fonctions économiques, écologiques et sociales des forêts dans le cadre d'une gestion intégrée et participative qui assure de façon soutenue et durable la conservation et l'utilisation des ressources et des écosystèmes forestiers.

Les sous objectifs (secondaires) demeurent entre autres : la protection du patrimoine forestier et la sauvegarde de l'environnement ainsi que la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la participation des populations à la conservation et à la gestion des ressources forestières, la valorisation des ressources forestières et assurer par la régénération et le reboisement, pour la pérennisation du potentiel productif forestier et enfin, la mise en place d'un système institutionnel efficace dans la gestion des ressources forestières.

En outre, selon l'Article 63 (Loi 94-01 du 20 janvier 1994), l'aménagement est constitué des opérations d'inventaires, des reboisements, de la régénération naturelle ou artificielle, de l'exploitation forestière soutenue et de la réalisation des infrastructures (cahier de charges).

c) Cadre juridique pour l'accès à l'exploitation d'une UFA

Toute personne qui désire un droit d'accès à la ressource forestière doit être agréée à l'exploitation forestière (Art. 41 alinéa 1 et 2 de la loi 94 du 20 janvier 1994). L'agrément est indispensable à l'exercice de la profession.

Selon l'Article 49 (1) de la loi 94-01 du 20 janvier 1994, *“la superficie totale pouvant être accordée à un même concessionnaire est fonction du potentiel de la concession forestière calculée sur la base d'un rendement soutenu et durable et de la capacité des industries de transformation existantes ou à mettre en place. Elle ne peut, en aucun cas excéder deux cent mille (200.000) hectares”* (Tableau 1).

d) Conditions de préparation des plans de gestion forestière

La sélection des concessionnaires dans l'attribution des UFA s'effectue par appel d'offre. Le concessionnaire retenu signe alors une “Convention Provisoire” avec le MINFOF, qui lui autorise à exploiter l'UFA pour une durée maximum de trois ans (avec une Assiette Annuelle de Coupe-AAC par an). Ainsi chaque année, l'administration forestière lui délivre un Permis annuel d'intervention qui précise la surface d'une Assiette de Coupe.

Suivant l'Arrêté n° 0222/A/MINEF du 25 mai 2002, il est prévu que durant cette période de trois ans, le concessionnaire doit achever la phase d'inventaire préliminaire et de sondage (cartographie et inventaire préliminaire avec taux de sondage), de même, la réalisation des inventaires d'aménagement doit être achevée.

Tableau 1 : Les différents titres d'exploitation forestières au Cameroun

CATEGORIES DES TITRES	PERMIS D'EXPLOITATION	VENTES DE COUPE	AUTORISATIONS DE RECUPERATION	CONVENTIONS D'EXPLOITATION
Régime de propriété	Exclusivement réservés aux Camerounais	Certaines sont réservées aux Camerounais	Exclusivement réservées aux Camerounais	Certaines sont réservées aux Camerounais
Méthodes d'attribution	Attribués par le Ministre des Forêts	Attribuées par Appel d'offre par le Ministre des Forêts	Attribuées par le DPFOF	Attribuées par Appel d'offre par le Premier Ministre après présélection par une commission nationale
Localisation	A l'intérieur du DFNP	A l'intérieur du DFNP et du DFP	A l'intérieur du DFNP	A l'intérieur du DFP
Durée de validité	1 an maximum (non renouvelable)	1 an deux fois renouvelables	3 mois maximum	15 ans renouvelables (réévaluée tous les 03 ans)
Volume ou superficie max.	Volume maximum de 500 m ³	Superficie maximum de 2 500 ha	Volume maximum de 30 m ³	Superficie maximum de 200 000 ha
Méthodes et besoins de gestion	-	-	-	Plan d'Aménagement ; Mise en place d'une industrie de transformation ; Participation des populations locales

(Source : Loi 94/01 du 20 janvier 1994 ; Décret 95/531/PM du 23 août 1995 ; MINEF, 1999-Attribution des Titres d'Exploitation Forestière)

Les inventaires d'aménagement doivent comporter une cartographie forestière avec des blocs quinquennaux et des AAC, un rapport d'études socio-économiques, un rapport de consultation des populations locales sur les droits d'usage afférents, ainsi qu'un rapport d'étude sur la faune et la biodiversité, et l'étude d'impact environnemental.

Le concessionnaire doit préparer un Avant-projet de plan d'aménagement qu'il doit soumettre ensuite au Ministère chargé des Forêts et de la Faune, pour approbation. Lorsque ce plan est approuvé, le concessionnaire peut dès lors signer une Convention de concession forestière de 15 ans renouvelable, qui est la convention définitive.

Cependant, le plan d'aménagement est révisé tous les cinq ans ainsi que les limites de l'UFA qui peuvent être réajustées si besoin est.

2.2.4 Les Aires Protégées

Définition : Une aire protégée est une zone géographiquement délimitée et gérée en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation et de développement durable d'une ou de plusieurs ressources données (art.2 (1) du Décret n° 95-466/PM du 20 juillet 1995).

Elle peut donc englober une immense variété d'habitats écologiques et de contextes sociaux comprenant des zones moins explorées parfois et des territoires fortement peuplés quelque fois. Ces territoires de fort peuplement sont donc évidemment affectés par la présence

humaine, car ces habitants y résident de manière légale (ces sont des autochtones), et leur date de fixation sur ces terroirs remontant à une époque très lointaine de leur histoire.

Au Cameroun actuellement, le nouveau plan de zonage⁵ mis en place par le Ministère chargé des forêts a ainsi délimité géographiquement certaines zones avec des affectations spécifiques, suivant leurs potentialités naturelles (vocations). Généralement les AP sont des propriétés de l'État du Cameroun relevant du DPN (forêts domaniales).

Le pays a également mis en place une réglementation plus ouverte en donnant l'opportunité aux communautés villageoises qui en font la demande, de posséder et de gérer un espace naturel en vue de sa conservation et de l'utilisation durable de ses ressources fauniques dans l'intérêt de cette communauté. Notons que cette gestion ne se fera qu'à travers une convention de gestion⁶.

Le pays élabore et adopte en 1995 un Plan d'action forestier national dont l'une des orientations est "la conservation et la valorisation de la biodiversité" à travers un réseau d'aires protégées. Tout comme le Programme national de gestion de l'environnement de 1996 qui vise la protection de la biodiversité et les écosystèmes naturels.

En adhérant à la Convention sur la diversité biologique le 14 juin 1992 qui sera notifiée le 19 octobre 1994, le gouvernement se déclare responsable de la conservation de la biodiversité nationale et s'engage à prendre des mesures pour éviter une exploitation non durable des ressources naturelles.

En se dotant entre 1992 et 1996 d'un ensemble d'outils juridiques, politiques et institutionnelles qui régulent une bonne conservation des ressources biologiques, l'Etat Camerounais créé également en 1997 un Comité national sur la diversité biologique dont la principale mission est l'élaboration d'une "Stratégie Nationale et un Plan d'Action de la Biodiversité".

L'application et la mise en œuvre de ces programmes vont se heurter à un blocage financier dû au double désengagement du PNUE et de la Banque Mondiale, principaux bailleurs de fonds de toutes ces politiques.

2.3 LES DROITS D'ACCES ET D'USAGE PAR LES POPULATIONS LOCALES

La législation Camerounaise a réglementée les règles d'accès, ainsi que les conditions d'exercice des droits d'usage au sein de ces nouvelles formes d'aménagement (art. 29 (1) de la Loi 94-01 du 20 janvier 1994).

Dans l'article 8 (1) de la même loi, il est reconnu néanmoins aux populations riveraines d'exploiter tous les produits forestiers (PFNL et PFL), fauniques et halieutiques à l'exception des espèces protégées en vue d'une utilisation personnelle.

⁵ Le Cameroun a élaboré en 1993, un plan général du pays délimitant les forêts domaniales des terroirs villageois.

⁶ Contrat par lequel l'administration chargée de la faune confie à une communauté un territoire de chasse du domaine national. Ce sont des zones d'intérêt cynégétique à gestion communautaire (ZICGC) et des territoires de chasse communautaires (TCC).

Les droits d'usage étant considérés au Cameroun comme *“l'exploitation par les riverains des produits forestiers, fauniques ou halieutiques, en vue d'une utilisation personnelle. Toutefois, à l'exception des réserves de faune, des sanctuaires et des zones tampons où ils peuvent être autorisés, les droits d'usage ne s'appliquent ni aux réserves écologiques intégrales, ni aux parcs nationaux, ni aux jardins zoologiques ou aux game-ranches”* (art. 4(1) du Décret n°95/466/PM du 20 juillet 1995).

Il demeure cependant vrai que les populations ont un droit d'usage (ou droit coutumier) de prélèvement des produits forestiers, fauniques et halieutiques en vue d'une utilisation personnelle (art.8 (1) de la Loi 94-1 du 20 janvier 1994 ; art. 26 (1) (2) (3) du Décret n° 95-531/PM du 23 août 1995). Cette même réglementation est restrictive dans un sens où elle stipule que : *tout procédé de chasse, même traditionnel, de nature à compromettre la conservation de certains animaux peut être interdit ou réglementé par l'administration chargée de la faune* (art. 81 de la Loi 94-01 du 20 janvier 1994). En d'autres termes, les droits d'usage des populations locales doivent obéir à certaines règles fixées par la loi.

- Concernant une forêt communautaire

L'article 32 (1), (2) et (3) stipule que les conditions d'accès et d'exercice du droit d'usage doivent être conformes aux prescriptions mentionnées dans le PSG de cette forêt, notamment le pacage, le ramassage du bois mort (de chauffe), la chasse et/ou la pêche⁷.

Il est important de noter que le PSG précise de quelle manière la ressource faunique tout comme la ressource ligneuse sera gérée pendant la phase d'exploitation de la FC. La forêt communautaire est placée sous la surveillance des populations de la communauté concernée (contrôle des prélèvements des ressources). En cas d'infraction aux règles de gestion d'une forêt communautaire, la mise en œuvre de l'action publique à l'encontre des auteurs de ces infractions relève de l'Administration chargée des forêts. Elle peut être saisie à cet effet par le responsable de la communauté concernée.

- Dans le cas d'une concession forestière (UFA)

Le droit d'accès et d'usage des ressources est réglementé suivant le plan de gestion élaboré par le concessionnaire en accord avec les communautés locales, pendant la durée de la Convention Provisoire. Cependant, toute activité agricole menée par quiconque est proscrite dans les limites de l'UFA. Les activités de chasse “traditionnelle” peuvent y être menées par les populations pour une usage personnelle telle que l'autoconsommation, et sous certaines réserves (art. 86 (1) de la loi 94-01 du 20 janvier 1994). Tout comme certains produits ligneux peuvent être exploités par les populations pour une utilisation personnelle (constructions diverses telles que les clôtures, les cases d'habitation etc., ou le mobilier domestique - chaises, lits et autres étagères et claies).

⁷ Décret n°95/531/PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts. Titre I- Des dispositions générales.

⁸ La chasse traditionnelle est celle qui est faite au moyen d'outils et armes traditionnelles confectionnés à partir de matériaux d'origine végétale (art.2 (20) du décret n° 95/466/PM du 20 juillet 1995 fixant les modalités d'application du régime de la faune).

- Dans une Aire protégée

Le Décret 95-466/PM du 20 juillet 1995 en son article 24 (1), stipule qu'au sein d'une AP, la chasse traditionnelle est interdite et le cas échéant, soumise à une réglementation particulière qui tient compte du plan d'aménagement de cette aire protégée. Cette chasse est cependant autorisée pour les petits rongeurs, les reptiles et quelques oiseaux. Il est à noter que les produits de cette chasse sont destinés exclusivement à l'alimentation et ne doivent en aucun cas être commercialisés suivant l'article 24 (3) du même décret.

Les espèces chassées dans ces conditions sont les mammifères ongulés et petits singes dont le Hocheur (*Cercopithecus nictitans*), les reptiles, les antilopes (*Cephalophus spp*), les lièvres (Céphalophe bleu ou *Cephalophus monticola*) appelé "Okpweng" en langue locale "Fang", les petits rongeurs et mammifères tels que les Aulacodes communs (*Trynomys swinderianus*) et Porcs-épics (Athérure ou *Atherurus africanus*) appelés respectivement "Mvep" et "Ngom" en langue locale.

La loi a également aménagée des conditions de protection des AP en créant des "zones tampons" situées en périphérie de ces aires et qui marquent la transition entre ces dernières et les zones où les activités cynégétiques, agricoles et autres activités anthropiques sont librement pratiquées. Toutefois, certaines activités humaines peuvent y être réglementées selon un plan d'aménagement dûment approuvé par le ministre chargé de la faune.

Dans le cadre de la protection des personnes et des biens, l'article 83-(1) (2) de la Loi 94/01 du 20 janvier 1994 prévoit que : *"Nul ne peut être sanctionné pour fait d'acte de chasse d'un animal protégé, commis dans la nécessité immédiate de sa défense, de celle de son cheptel domestique et/ou de celle de ses cultures. La preuve de la légitime défense doit être fournie dans un délai de soixante douze (72) heures au responsable de l'administration chargée de la Faune"*.

2.4 UNE DOUBLE VISION DES FORETS AU CAMEROUN

La forêt est l'une des principales ressources aussi bien pour l'Etat que pour les populations riveraines. En effet, avec l'exploitation forestière, l'Etat perçoit une rente importante provenant des taxes et autres impôts reversés dans le trésor public, constituant par ce fait, une des ressources sur lesquelles le pays repose une partie de son produit intérieur.

Les populations surtout des zones forestières quant à elles, réalisent la quasi-totalité de leurs activités dans cette même forêt (Lescuyer, 2000 – p. 304). Elle est donc perçue comme le patrimoine de leurs ancêtres, et *"source séculaire de vie et d'alliances multiples, à travers les relations tissés entre l'Etat et les différentes strates de la société autour de la forêt"* (Karsenty, 1999). De même, l'analyse de Karsenty (*Ibid*) sur la représentation "moderne" du territoire, indique que les terres et les ressources naturelles sont en fait, une propriété de l'Etat (Annexe 22) qui juridiquement, y a le monopole de disposition.

Face à ces différents enjeux, la perception de la forêt diffèrera selon que l'on se retrouve dans un camp ou dans l'autre (Décideurs ou Populations locales). Le monopole de l'État sur les terres et les ressources naturelles s'est matérialisé par le décret n° 95/678 du 18 décembre 1995, instituant unilatéralement un cadre indicatif d'utilisation des terres en zone forestière méridionale du pays.

2.4.1 Les forêts vues par le plan de zonage national

Les réformes institutionnelles, administratives et réglementaires initiés dans les années 1990 par le Cameroun s'est matérialisé par l'adoption d'un plan de zonage pour la région méridionale forestière du pays. Le Cameroun s'est engagé dans un processus de gestion forestière durable en renforçant la participation des communautés à la gestion des ressources forestières, tout en améliorant évidemment les procédures d'attribution des titres d'exploitation forestière, en renforçant le système de surveillance et de contrôle de l'utilisation des forêts.

Suivant le plan de zonage des forêts au Cameroun tel que définit par l'Etat avec la Loi 94/01 du 20 janvier 1994 et du décret n° 95/678/PM du 18 décembre 1995, on distingue globalement deux domaines forestiers : le domaine forestier permanent (DFP) et le domaine forestier non permanent (DFNP).

a) Le Domaine forestier permanent (DFP)- Quelques définitions⁹

Ce sont les terres affectées à la forêt et/ou à l'habitat de la faune. Ces forêts encore appelées forêts classées qui sont assises sur le domaine forestier permanent sont constituées des forêts communales et des forêts domaniales.

1. Les forêts domaniales

Les forêts domaniales qui relèvent du domaine privé de l'Etat, comportent les Aires Protégées Naturelles pour la faune (APN) et les réserves forestières.

- *Les aires protégées naturelles de faune*

Les aires protégées sont des zones géographiquement délimitées et gérées de manière à atteindre des objectifs de conservation et de développement durable de leurs ressources. Plusieurs formes d'APN ont vu le jour avec la nouvelle loi forestière au Cameroun (Annexe 10).

- *Les réserves forestières*

Ce sont les périmètres de massifs forestiers dont les ressources (ligneuses) sont protégées et aménagées pour un accès réglementé aux ressources. Elles vont des Réserves écologiques intégrales aux Périmètres de reboisement (Annexe 11).

2. Les forêts communales

Les forêts communales sont celles relevant du domaine privé de la commune concernée. En effet, les forêts communales sont celles ayant fait l'objet d'un acte de classement pour le compte de la commune ou qui a été plantée par cette dernière.

⁹ Ces définitions relèvent de la Loi régissant le code forestier n° 94/01 du 20 janvier 1994 de la République du Cameroun et ses différents Décrets d'applications.

b) Le Domaine forestier non permanent (DFNP)

Le domaine forestier non permanent est constitué de terres forestières susceptibles d'être affectées à des utilisations autres que forestières. Ces forêts dites "non classées" sont assises sur le domaine forestier non permanent, et on distingue :

3. Les forêts du domaine national

Ce sont des forêts qui n'appartiennent ni aux communautés, ni aux particuliers et relèvent de la propriété de l'Etat. C'est en fait, des forêts dont le classement a été fait au profit de l'Etat.

4. Les forêts communautaires

Ce sont les forêts dont la gestion des différentes ressources a été prise en charge par les populations des communautés riveraines qui en ont manifesté l'intérêt. Une convention de gestion est alors signée entre ces populations et le ministère en charge des forêts.

5. Les forêts des particuliers

Les forêts des particuliers sont celles plantées par des personnes physiques ou morales et assises sur leur domaine acquis conformément à la réglementation et la législation en vigueur. Le propriétaire est tenu d'élaborer un plan simple de gestion en vue d'un rendement soutenu et durable.

Cette représentation de la forêt a donné lieu à une cartographie (zonage) de l'espace à partir des repères géométriques, de la classification et de l'affectation des terres en fonction de certaines vocations des sols.

2.4.2 Les forêts vues par les populations autochtones

Pour les populations locales, la vision de la forêt qui entoure leur milieu de vie (village) est toute autre que la perception faite suivant les représentations du droit moderne dit "positif" précédent.

Le finage villageois (espace forestier) pour les populations est composé du village (espace d'habitation), des champs, des jachères et des forêts (proches et éloignées) appartenant aux villageois. Les communautés situent la forêt dans l'espace à partir de réseaux de pistes, supports de différentes activités et de repères topocentriques (Karsenty, 1999). La connaissance de la forêt est la maîtrise des lieux qui composent cet espace ouvert, lieux qui selon les populations sont le résultat de l'anthropisation (jachères, arbres, pistes, ruisseaux / rivières, clairières, bas-fonds, collines, etc.).

Selon les populations, toutes ces forêts leur appartiennent et relèvent du patrimoine légué par leurs ancêtres, premiers occupants de cette forêt, donc légitimement, elles possèdent un droit exclusif.

***N.B.:** L'Etat reste cependant souverain dans la gestion des forêts au Cameroun car, le droit d'usage ou coutumier qui pourtant est reconnu aux populations locales, peut être suspendu ou restreint pour cause d'utilité publique et/ou des besoins de protection ou de conservation à titre temporaire ou définitif par le ministre en charge des Forêts, de la Faune et de la Pêche.*

Il demeure également vrai que cette suspension obéit aux normes et règles générales de l'expropriation, de même que les modalités d'exercice du droit d'usage sont fixées par décret au terme de la présente loi.

En effet, Karsenty (1999) souligne que l'État héritier du système domanial colonial, a *rejeté les droits fonciers coutumiers dans le champ subalterne des "droits d'usage", catégorie résiduelle du droit de propriété du Code civil.*

L'espace naturel forestier aujourd'hui apparaît comme pris en otage, que l'on qualifierait avec Le Roy et *al.* (1996) comme :

- "colonisé" par les activités agricoles dont vivent les populations ;
- "annexé" par l'Etat et/ou les projets de développement ;
- "détourné" par certains exploitants forestiers véreux.

3 MISE EN ŒUVRE DE TROIS MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET A NKOLENYENG

Nkolényeng présente une complexité évidente dans la gestion des ressources forestières naturelles. Cette complexité est due au fait que le finage villageois constitué bien avant le plan de zonage, comporte aujourd'hui deux composantes principales domaniales du pays. En effet, suivant le plan de zonage national, une grande surface du terroir villageois fait partie du domaine forestier permanent (DFP) tandis qu'une petite portion fait partie intégrante du domaine forestier non permanent (DFNP).

Dans le domaine forestier permanent, nous comptons une "Forêt de Production" (UFA 09–012) et le sanctuaire à Gorilles de Mengamé. Cependant dans le domaine forestier non permanent, une forêt communautaire (FC) a été aménagée par la communauté locale. L'espace réservé aux activités agricoles des villageois dans le DFNP est réduit à une bande disposée sur un seul côté de la route (Nord du village), entre la FC et le village (Figure 5).

3.1 LES FORETS RURALES AU CAMEROUN : LES DIFFERENTS MODES D'APPROPRIATION ET DROITS FONCIERS "TRADITIONNELS"¹⁰

Les forêts rurales au Sud Cameroun sont occupées par les peuplements Bantous et les Pygmées Baka et Bagyéli. Ces populations ont toujours tiré de la forêt l'essentiel des ressources forestières pour la subsistance et la survie. Les populations Bantous ont été pendant des siècles, des migrants semi-nomades à travers cette forêt (Leplaideur, 1985 ; Laburthe-Tolra, 1981b) d'où elles tiraient les aliments en pratiquant une agriculture adaptée à la migration (itinérante sur brûlis), de la chasse et de la cueillette. Cette migration se faisait par petits groupes (claniques) et avait des origines diverses¹¹. Au cours de leurs déplacements perpétuels, les Bantous ont engrangé un mixage de langues, de cultures, de généalogies voire d'histoires et de mythologies.

Sous la colonisation allemande, ces populations se verront contraintes de s'établir de manière définitive au début des années 1900 à des endroits fixes qui le plus souvent se situaient sur les bordures de pistes de commerce qui faisaient office de routes (Aka, 2005 ; Diaw, 1997). Ceci dans un but de contrôler les entités villageoises, les constituer en chefferies pour mieux disposer d'eux (main d'œuvre servile pour les travaux forcés).

¹⁰ Droit coutumier qui est l'ensemble des règles de décision représentant l'ensemble des normes sociales des populations locales d'une région donnée.

¹¹ Le groupe pouvait se disloquer suite à une mésentente entre frères germains, une pression démographique élevée, des épidémies, la famine ou l'insécurité telle que les guerres tribales et autres cosmologies ou conflits.

Figure 4 : Carte du canton Fang comprenant la zone d'étude



Source : Carte IRM, 2004

3.1.1 Des vagues migratoires dans le complexe forestier vers une sédentarisation des populations

Les populations se déplaçaient dans la forêt suivant plusieurs raisons et de diverses manières. Les causes seront “cosmologiques” (liées à l’inintelligible) pour certains et traumatiques pour d’autres (Diaw, 1997). C’est ainsi que suite à certaines épidémies meurtrières qui décimaient les membres du groupe, celui-ci décidait de migrer vers des régions plus favorables. Essayant ainsi de préserver la lignée des forces obscures qui se seraient acharnées contre elle, pour une raison ou une autre. Il faut noter que les peuples bantous comme la majorité des africains, ont une croyance aux forces surnaturelles qui gouverneraient l’univers. Parfois certains se déplaceront vers les côtes atlantiques à la recherche du sel, tel est le cas des Ngumba de Lolodorf (région de Kribi) qui seraient venus de l’Est Cameroun (région de Messaména).

Sur la trajectoire de leur voie migratoire, les groupes s'arrêtaient pour établir des villages, défrichaient des champs et délimitaient leur territoire, surtout si la forêt en question s'avérait riche en ressources non ligneuses (fauniques et halieutiques) et des terres agricoles fertiles.

Leplaideur (1985) souligne qu'au cours de cette période, chaque chef Bété pouvait effectuer deux à quatre migrations durant son règne. En outre Bahuchet (1996) qualifie ces migrations de mouvements de courtes distances rotatifs autour d'un massif forestier liés aux stratégies de jachère qui est un outil-clé dans le rééquilibrage du système de culture itinérante sur brûlis. C'est dans ce sens que les limites d'un terroir villageois de nos jours peuvent aller à plusieurs kilomètres du site actuel, dans la forêt. Le patriarche qui est à l'origine de la lignée ayant habité ce lieu dans le passé qui est alors dénommé "élig ..." c'est-à-dire "patrimoine de..."

Généralement ce mouvement spatial ou d'expansion à travers la forêt correspondait à la structure d'organisation sociale (Leplaideur, 1985 ; Bahuchet, 1996). Selon Diaw (1997), la mobilité de ces populations et la plasticité sociale facilitent l'explication de profondes similitudes dans l'organisation des sociétés forestières. L'environnement a eu une influence certes, mais les nombreux contacts ont certainement contribué à engendrer la situation résultante actuelle.

L'agriculture itinérante sur brûlis prend de plus en plus de l'ampleur et se révèle comme un mode de reproduction de la fertilité des sols avec des jachères plus ou moins longues (Bahuchet, 1996 ; Brady, 1996) en fonction de la qualité du sol. Boserup (1965), estime que ce système de culture doit être associé à des densités de populations inférieures ou égales à 20 habitants au km². Du coup, l'appropriation des sols devient un impératif pour une famille qui s'agrandit et dont les besoins alimentaires deviennent plus importants. Cette attitude facilitera l'adoption des cultures industrielles d'importation dites de "rentes" telle que le cacao introduit de manière coercitive par le colon Allemand dans cette zone du Cameroun. À la mort d'un chef de famille, se posera le problème de succession pour la répartition des terres à sa descendance (ayants droits). Le type d'organisation sociale étant fondé sur l'ascendance paternelle (filiation patrilinéaire), les terres (jachères, champs et plantations) reviendront aux fils du défunt.

Cette forme de réorganisation sociale accéléra le mouvement de colonisation de la forêt qui dessina l'organisation actuelle des territoires villageois et des régimes fonciers. Il est important de noter que le cacao est une plante pérenne qui marque le sol, sa plantation constitue un signe d'appropriation par privatisation qui donne désormais au propriétaire, un droit exclusif, voire de disposition reconnu par la législation camerounaise.

3.1.2 L'occupation des sols et le "Droit de hache"

L'appropriation d'un nouveau territoire par un clan était symboliquement marquée par la défécation du Chef dans un trou creusé dans la terre afin de désigner les frontières naturelles du nouveau territoire (Diaw, 1997). À l'intérieur de ce nouveau territoire appartenant désormais au clan (*Mvog*¹²), les membres de la communauté peuvent désormais défricher et abattre pour ouverture des champs. Ce droit d'abattre est appelé le "Droit de hache" et les droits d'usufruit qui devenaient alors le signe d'acquisition de la terre. Ce *droit collectif* des premiers occupants constitue aujourd'hui le droit constitutionnel universellement reconnu par les voisins voire le cadre légal camerounais. Hormis les frontières naturelles qui peuvent être

¹² Dénomination pour désigner la descendance d'un Patriarche.

les fleuves et rivières ou encore les montagnes, l'homme devait marquer physiquement les frontières à travers les symboles d'occupation humaine et d'usage productif. C'était principalement en défrichant des terres que les populations établissaient leurs droits d'utilisation sur une ou des zones de terres forestières. En tant que premier acte d'agriculture forestière, le droit de hache symbolisait ainsi l'acquisition d'une terre par le fondateur d'une lignée (*ibid.*).

Dans la forêt, la présence de certaines essences (de jachère surtout) est preuve d'exercice du droit de hache et que cette terre avait été acquise dans le passé. Dans cette catégorie nous pouvons citer le manguier de brousse (*Irvingia gabonensis*) et le palmier à huile (*Elaeis guineensis*).

Le droit du premier occupant comporte des implications généalogiques et collectives en ce qui concerne les organisations des segments et des lignées. Dans cette région du Sud Cameroun, ces droits et principes restent opérationnels de nos jours et reconnus par tous à travers les modes d'occupation des sols, d'accès, d'usage et de succession au sein des familles et des lignées.

3.1.3 Les droits généalogiques : principes de régimes fonciers au Sud-Cameroun

Un bref aperçu sur l'anthropologie sociale et culturelle des peuples forestiers du Sud Cameroun permet de mieux appréhender les questions de régimes et droits fonciers, d'accès et d'usage des ressources naturelles, dans la mesure où ces droits sont fondés sur la parenté et la descendance (généalogie).

a) La patrilinearité (Définition)

La patrilinearité est un type d'organisation sociale dont la filiation est fondée sur l'ascendance paternelle. Ainsi, les relations de parenté sont transmises par les hommes à une lignée ou clan remontant à un ancêtre d'origine commun. La descendance est caractérisée par des ramifications progressives de formes segmentaires. Le principe fondamental étant l'inclusion et l'unilinearité.

L'adoption de ce système remonterait du XIII^e siècle et serait ensuite devenu un modèle d'organisation sociale chez les peuples forestiers au Sud Cameroun (Vansina, 1990), la plasticité sociale étant la caractéristique principale de ces populations.

Dans le cadre patrimonial, la fonction principale d'une institution patrilineaire et des clans est de garantir l'accès permanent au foncier et aux ressources naturelles au sein de la patri lignée.

b) L'exogamie et la virilocalité

L'exogamie est un principe remarquable chez les peuples forestiers du Sud Cameroun. Celle-ci s'applique à la fois au patriclan d'une part et à la matrilignée d'autre part. L'observation et l'application de ce règlement sont très strictes surtout sur la patri lignée et ce, jusqu'à la 8^e génération suivant la fondation du clan (*Mvog*) (Laburthe-Tolra, 1981b ; Diaw, 1995).

Un aspect particulier du mariage (endogamique ou exogamique) réside dans la résidence virilocale des époux. Ces alliances (créées par l'exogamie) sont sacrées et sources d'échanges

entre deux clans différents chez les peuples forestiers du Sud Cameroun. Une fille qui va en mariage, va s'établir dans le village de son époux où elle pourra être usufruitière des terres de son mari. Elle-même n'ayant plus aucun droit sur le foncier de ses propres parents dans son village d'origine. Comme ici, "la femme n'a pas de village avant mariage", car dès son mariage, elle obtient *ipso facto* la citoyenneté du village de son époux. La position sociale de la femme est d'autant plus complexe que la combinaison des deux facteurs (exogamie et virilocalité) ainsi que la nature patrilinéaire du régime foncier dans le système.

c) La "Lignée exécutive" : un concept rigide ou dynamique chez les peuples forestiers ?

Selon Diaw (1997), la "lignée exécutive" est le principal concept sur lequel repose les questions de régime foncier chez les peuplements forestiers du Sud Cameroun. Toutes les sociétés possèdent aussi bien des fondations généalogiques que des fondations territoriales.

La société est organisée et fonctionne sur la base des droits de sang qui consisteront à transmettre le patrimoine foncier et territorial à la descendance (lien de groupe de parenté).

En principe, c'est au sein des lignées, des segments de lignées et/ou de la famille étendue (*Nda bot*) que la propriété et les décisions foncières sont le plus souvent assumées dans ces sociétés unilinéaires. Le clan (Figure 3) représente rarement un pouvoir décisionnel. Il joue justement le rôle de gardien (territoire collectif) et d'arbitre dans le système foncier et les litiges y afférents. Le clan rappelle entre autres aux parties en conflits (litiges fonciers) les liens de parenté et font prévaloir le droit généalogique sur l'accès au foncier et/ou l'usage de la ressource naturelle.

La "lignée exécutive" qui se définit comme la base du vecteur institutionnel des ressources territoriales et naturelles (foncières), est en fait l'unité opérationnelle qui se charge des partages des terres, de l'accès au foncier, de la succession, des litiges et de tous les aspects relatifs au système foncier local.

Les fils naturels des jeunes filles jouissent des mêmes droits que tous les autres au sein du "*Nda bot*" qui est le niveau de propriété de lignée exécutive en matière de partage des terres agricoles, des mariages ou de la succession.

d) Occupation des sols et régimes fonciers¹³

Il convient de relever ici la complexité sous-jacente qui impulse la rationalité du système foncier, si l'on veut comprendre et/ou formuler des stratégies qui ont trait au foncier de manière efficace.

Dans les sociétés forestières du complexe Sanaga-Ntem, Diaw (1997) estime que les principes communs se composent de l'entrecroisement hiérarchique de trois séries de droits :

¹³ Un régime foncier est considéré ici comme étant l'ensemble des droits qu'une personne physique ou morale, privée ou publique, peut détenir sur une terre (Régime foncier agraire) et/ou sur les arbres (Régime foncier forestier).

- Les **Droits généalogiques** ou droits du premier ordre ;

Traduisent la philosophie communautaire qui sous-tend l'ensemble du système régissant les communautés dont le système social est la patrilinéarité. Les droits généalogiques sont fondés sur les droits territoriaux de première occupation lors des phénomènes migratoires de ces peuples dans les forêts au cours des temps passés. Ce droit de première occupation (*Droit de hache*) sera transmis par la suite à travers la lignée généalogique sans que leur fondateur ou leurs descendants n'en perdent les droits au cours des processus successionnels. Le droit généalogique est un droit exclusif qui ne peut être spolié.

Les droits fonciers seront donc assignés à l'entité collective (ensemble des descendants) qui est établie aussi bien biologiquement que socialement.

Les terres qui constituent le patrimoine foncier ont pour principale fonction, d'assurer la croissance continue de la lignée d'un fondateur et ne peuvent donc être vendues ou cédées à des tiers, exception faite lors des mesures extraordinaires prises de manière collégiale au cours d'une réunion du *Nda bot*. Cette situation serait la principale cause du faible niveau de transactions foncières et de la stabilité des institutions foncières dans le Sud Cameroun (Short, 1994 ; Whyett, 1994 ; Laburthe-Tolra, 1981a).

- Les **Droits productifs** ou droits de second ordre ;

Ce sont les droits de second ordre basés sur la production qui est la base de la reproduction sociale. Le droit productif est le "droit de vivre de son propre labeur". Tout membre de la communauté a le droit d'ouvrir (créer) une brèche de la forêt ou une vieille jachère et la mettre en valeur (champs). Ainsi le travail investi (limité dans le terroir du village) dans la ressource foncière représente le principe d'appropriation fondamental de cette catégorie de droit. Cette série s'appliquant à tous les membres de la communauté à l'échelle villageoise, ou à tous ceux qui ont eu l'autorisation temporaire d'utiliser les ressources naturelles.

Dans le cas d'espèce, les droits de production sont fondamentalement les droits d'usufruit. La durée et la sécurité de jouissance du foncier ainsi acquis dépendront de la durabilité du travail investi et de l'investissement physique effectué dans les ressources lui octroyant un droit de contrôle exclusif sur une portion de la propriété collective.

Certains ont réussi à préserver ce droit et à le pérenniser en investissant en permanence du travail dans les ressources, que les droits d'utilisation permanents et exclusifs peuvent être établis. Cette situation explique l'engouement pour l'établissement de plantations des cultures pérennes (café et cacao dans les années 1930) (Weber, 1977 ; Leplaideur, 1985). Le désir d'assurer un patrimoine foncier à sa descendance serait à l'origine de cette stratégie mis en place par les populations locales, du temps qu'il existe encore des terres collectives (*no man's lands*).

- Les **Droits de succession** ou droits de troisième ordre.

Les droits de succession sont en fait des droits d'héritage relevant des droits généalogiques. Conformément au principe de patrilinéarité, les fils sont censés être les héritiers du foncier (*élig...*) de leur père défunt. Les filles ne pouvant travailler qu'en tant qu'usufruitière et n'ont pas droit de jouissance d'un quelconque héritage foncier.

Cette situation s'explique par le fait que la femme est destinée au mariage et par le principe de la virilocalité, elle ne peut prétendre à la fois des terres de son nouveau milieu de vie (par alliance), et celles de son village d'origine (paternelle). Cependant ses fils (naturels) pourront prétendre de tous les droits que ses oncles (les frères de sa mère qui sont les fils directs du paternel). Les femmes ont un statut spécial dans la succession, du moment où elles pourront partir d'un moment à l'autre (quitter le clan ou le village pour aller en mariage) de leur vie, elles ne pourront se porter garantes de préserver le patrimoine foncier (*élig*) du père dans le cadre des biens collectifs du clan ou de la lignée.

Dans certaines sociétés forestières, les frères du défunt constituaient les héritiers directs qui se chargeaient alors de faire le partage au cas où le défunt ne l'avait fait de son vivant ou par testament (de nos jours). Parfois, l'aîné héritait également de la veuve et se chargeait dans ce cas de l'encadrement (éducation, santé, scolarité, alimentation etc.) des enfants de son défunt frère. De nos jours, la succession par les frères existe, mais elle est validée au cas où le défunt ne possédait à sa mort d'aucun "Ayant droit" (fils et veuves).

3.2 UNE GESTION FONCIERE ADAPTEE A LA SUPERPOSITION DES DROITS COUTUMIERS TRADITIONNELS ET DU DROIT FORMEL (POSITIF)

Le système foncier qui est une représentation de l'ensemble des modes de jouissance foncière dans une société donnée est orienté à Nkolényeng par les régimes fonciers ¹⁴ divers et complexes.

3.2.1 Espaces d'habitation

L'espace réservé à l'habitation est situé de part et d'autre de la route. Cette attitude relève du regroupement des populations le long des routes datant de l'époque coloniale (Allemande) il y a plus d'un siècle. Dans le but de contrôler ces peuplades forestières, les occupants imposèrent la disposition des aborigènes le long des principales routes pour des raisons stratégiques. Ces regroupements se faisaient avec le choix des populations à se fixer en clan ou en patri lignée et dans des sites bien connus.

L'occupation des sites obéissant au droit coutumier à savoir : le "*Droit de hache*", certains membres de la communauté dont les parcelles sont situés hors de l'emplacement actuel du village, seront dans l'obligation de demander à un proche parent de leur donner un lopin de terre pour se construire une case dans le site du village. En effet à Nkolényeng, il a été constaté que le propriétaire d'une maison ou d'une concession n'était pas d'emblée le propriétaire du jardin de case ou de la cacaoyère située derrière sa case ou sa concession. C'est ainsi que, pour creuser des latrines par exemple, l'autorisation préalable du propriétaire ou du légataire (le plus souvent de nos jours), est impérative. C'est en fait, une forme d'usufruit où l'usufruitier perd son droit d'occupation avec la chute de la maison ou de sa propre mort physique.

¹⁴ C'est l'ensemble des droits qu'une personne peut détenir sur la terre (Régime foncier agraire) et les arbres (Régime foncier forestier).

3.2.2 Une occupation de la forêt par de petites exploitations agricoles aux multiples variantes

A travers l'agriculture et les diverses pratiques culturelles adoptées par les populations rurales, l'homme a toujours cherché à adapter ses pratiques en fonction de la tenure foncière qu'il a sur ce capital (Bruce, 1991 ; Lescuyer, 2000). Les types d'exploitation agricole vont varier des concessions temporaires à la propriété privée en passant par la concession permanente et non définitive.

a) **Concession temporaire**

L'exploitant agricole n'a pas une maîtrise du foncier qu'il met en valeur. C'est une forme de faire-valoir qu'il pratique sur son exploitation agricole. L'accès au foncier dans ce cas se fait à travers une transaction passée entre le propriétaire et l'exploitant agricole.

Trois variantes de concession temporaire sont observables dans le village d'étude :

i) *Tenure¹⁵ contractuelle avec contrepartie : des "étrangers" sans terre*

Dans le village Nkolényeng, les propriétaires louent leurs plantations cacaoyères (métairies) à des preneurs (métayers) qui s'engagent à les entretenir et assurer la récolte sous condition d'en partager les récoltes pour moitié-moitié avec les propriétaires. C'est une forme de "Bail à partage de fruits" que l'on qualifierait de métayage.

Ces métayers sont appelés "*Bamendas*"¹⁶ dans le village parce que venant de la région de Bamenda (Nord-Ouest du Cameroun) pour la plus part. Ils s'installent dans le village avec l'aval du chef de village qui leur donne droit de cohabiter avec le propriétaire de la cacaoyère.

En retour, le propriétaire cède au métayer une jachère dans laquelle, ce dernier n'a le droit de cultiver que des cultures de cycle court (maïs, arachide et manioc), lui permettant ainsi d'avoir une autonomie en produits vivriers durant son séjour dans le village. Il lui est interdit de planter de la banane plantain qui est une culture pluriannuelle ou toute autre forme d'arbres. Ceci dérivant du fait que la plantation d'arbres et autres cultures pérennes peut renforcer les droits sur la terre (foncier). En effet, la tenure des arbres (fruitiers), permet une maîtrise du sol sur lequel ils sont plantés, tout au moins durant la période où l'arbre est productif. Nous savons également que le système foncier coutumier ici stipule que : « le fait de planter des arbres (cacaoyers par exemple) confèrera dans la pratique des droits fonciers », la plantation d'arbres étant perçue comme un exercice des droits du propriétaire, ou preuve de l'intention de faire valoir un droit acquis.

ii) *Tenure sur prêt sans contrepartie ni gage*

C'est le cas ici d'une jachère que l'on cède à un cousin (éloigné ou non) ou une autre parenté du village (tous les membres du village ayant toujours un lien parental) lui permettant de

¹⁵ La Tenure foncière est le mode de concession (action de concéder) d'une terre.

¹⁶ Ce sont les résidents non permanents qui se sont fixés dans le village annuellement ou plus et qui travaillent dans les champs cacaoyères (métairie) des autochtones contre rémunération à la vente de la récolte (½ pour le propriétaire et ½ pour le preneur), cette forme de convention est une forme de métayage.

mettre en place des cultures vivrières sans restriction. Après la récolte, le foncier (jachère) revient au propriétaire.

N.B. : ces deux modes de tenure foncière constituent un transfert provisoire du faisceau de droits sur la terre à une tiers personne pendant un temps plus ou moins long, selon le type de concession.

iii) Une occupation illégale des terres dans l'UFA : la "Squatterisation"

La Squatterisation est un mode d'occupation des sols inexploités sans titre légal de propriété et sans payer des redevances, par des paysans qui par ce fait, sont considérés comme des "pionniers".

À l'intérieur des limites de l'UFA n° 09-012, les paysans ouvrent les surfaces pour y pratiquer une agriculture vivrière (exclusivement), malgré le fait qu'ils aient la connaissance que de telles activités sont interdites à l'intérieur des limites d'une forêt classée du DFP comme forêt de production et déjà attribuée pour la production de bois et sous Convention provisoire. La particularité de cette pratique est que : lors de l'abattage, les paysans ne s'attaquent pas aux grands arbres qu'ils laissent en champ comme dans les champs aménagés dans les limites de la FC. Ils n'y cultivent pas de cultures pérennes, du fait de la précarité de la maîtrise foncière des espaces.

b) Concession permanente et non définitive

Chez les peuples de la forêt de notre zone d'étude en générale et de Nkolényeng en particulier, le propriétaire qui est concessionnaire du foncier a des relations particulières avec l'exploitant. Ces relations interpersonnelles vont du lien parental (sang) jusqu'au lien de mariage entre les deux parties (Lescuyer, 2005).

i) Usufruit

Définition de l'Usufruit : c'est un droit réel de jouissance sur une chose (foncier dans notre cas) qui appartient à autrui et qui s'éteint nécessairement à la mort de la personne qui détient un usufruit (usufruitier).

Comme il a été relevé plus haut, cette situation découle de l'historique du village. En effet, l'historique de Nkolényeng relate qu'au moment où les Allemands organisent le regroupement des populations sur des lieux fixes, certains se sont enfuis dans la forêt (écarté volontairement du groupe) et ne laissant qu'une poignée qui ira se fixer en premier sur le site actuel et s'accaparer des terres. Lorsque les autres reviendront les rejoindre quelques années plus tard, ils trouveront que ces derniers se sont installés le long de la route suivant une certaine occupation spatiale des terres. Pour se tailler une place au sein de cette nouvelle organisation du village, ils bénéficieront de la bienveillance des autres (affinités ou lien de sang) qui sont restés sur place. Ces derniers à leur tour, pour encourager le retour des leurs, leur donneront des lopins de terre sur cet espace (réduit) pour la construction de leur habitat, sans toutefois leur concéder complètement (droits) ces terrains. Ainsi, se caractérise le système d'usufruit à Nkolényeng.

ii) Un emprunt “de droit” des terres ?

À Nkolényeng comme partout dans cette zone forestière, certains membres du ménage ont souvent des droits fonciers particuliers sur certaines parcelles et sur certains champs. Ceci constitue une forme de tenure complexe et atypique caractéristique des Bantous. C’est le cas particulier le plus fréquent lorsque l’unité de production (concession) comporte plusieurs ménages, ou bien dans le cas des foyers polygames où chacune des épouses dispose d’un champ individuel. Le décideur (propriétaire ou légataire) peut à tout moment mettre fin à ce mode de concession.

c) **Concession permanente en propriété privée**

Chaque habitant autochtone est propriétaire de parcelles dont la superficie est relative. Elle dépendra en fait de l’héritage des parents (lignée exécutive). Certains droits relatifs à l’occupation des sols et au régime foncier en plus (généalogiques, productifs et successionnels), détermineront les superficies en propriété de chacun.

Ces surfaces sont assez variables en terme de grandeur et vont de 1,5 ha / propriétaire à ceux qui ont plus de quinze (15) hectares. Certaines familles ayant pratiquement disparus, les ayants droit (suivant les segments de lignée) devenant *ipso facto* de gros propriétaires terriens. Cette situation est notable chez les *Essa Emané* qui occupent le quartier Ekozeu. En outre, la localisation de ces parcelles (distance par rapport au village), est déterminante dans la hiérarchisation de l’arrivée des familles dans le site actuel du village. Les premiers occupants (lignage Ba’a-meboul) auront les terres les plus rapprochées du village, tandis que les autres auront des terres relativement plus éloignées du village.

3.2.3 Terres d’utilisation collective

Dans le cas des terres d’utilisation collective, la jouissance foncière et la gestion en reviennent soit à un membre de la collectivité, soit à la collectivité toute entière, et la question critique est celle de l’efficacité de cette gestion. La collectivité peut être un lignage, un village, un groupe d’âge, un groupe religieux ou une coopérative. Dans le cas classique, les membres de la communauté ou du village jouissent du droit d’utiliser la terre ou les arbres simultanément ou à tour de rôle en tant que producteurs individuels. Mais contrairement à l’exploitation agricole, aucun usager n’a le droit d’exclure les autres. Le groupe quant à lui a le droit d’interdire à ceux qui n’en sont pas membres d’utiliser les ressources visées.

Dans le village Nkolényeng, c’est la situation des zones marécageuses à raphiales appelées “*zam*” en langue locale *Fang*. Le village dispose d’une importante superficie de terrains de bas-fonds estimée à 91 hectares environ (2 secteurs : “*Bae*” et “*Mbou*”), d’après les résultats du zonage effectué lors de l’élaboration du PSG de la FC de Nkolényeng. Ce sont des terrains plats inondables, marécageux et difficilement accessibles, avec des sols caractérisés par une hydromorphie permanente. Ces zones sont constituées de terres “communes” indivis.

Les essences forestières exploitables sont quasi-absentes, excepté des Bambous de raphia qui sont exploités pour l’extraction d’un vin blanc doux (vin de raphia) et des larves de rhynchophores (“*Fô*s” en langue locale *Fang*). L’accès est libre à tous les membres de la communauté hormis les étrangers qui vivent temporairement au village. Cependant pour les étrangers, l’accès est donné par le chef du village, qui peut selon certains critères

(discrétionnaires), donner autorisation pour l'extraction de vin de raphia ou la récolte de larves de rhynchophores, communément appelées "vers blancs".

3.2.4 La FC : Une réserve forestière ?

La FC de Nkolényeng n'est pas une réserve forestière en tant que telle. Elle a été délimitée sur l'espace à l'origine réservée aux activités agricoles menées par les populations du village. Elle est composée d'une mosaïque de paysages forestiers fragmentés par les jachères (courtes et longues), et de forêts secondaires. Les populations continuent à y pratiquer une agriculture extensive par abattis-brûlis suivant les règles d'occupation qui régissaient ce foncier avant la délimitation de la FC. Les propriétaires des jachères et du foncier de cette zone exploitent ces espaces sans trop de pressions sur la ressource ligneuse. C'est ainsi que les essences à valeur commerciale sont délibérément laissées en champ en vue d'une exploitation future (période d'activité de la FC). Ainsi, se mettent en place progressivement, de nouvelles règles d'usage.

La majorité des paysans reconnaissent certaines essences commerciales et ne s'empêchent pas de demander l'avis d'un connaisseur en foresterie sur la valeur d'une quelconque essence se trouvant à l'intérieur de sa parcelle.

3.2.5 Une sécurisation foncière complexe

Le droit foncier¹⁷ est garant de l'utilisation que l'exploitant a de la terre mise en valeur. Certains agriculteurs du village exploitent la terre et les arbres en tant que propriétaires, métayers, fermiers (très rares), ou selon d'autres modalités foncières particulières.

En outre, l'incidence du régime foncier sur la plantation et la conservation des arbres varient au cas par cas, elle dépendra certes de la nature de la situation foncière, mais aussi de nombreux autres facteurs (Lescuyer, 2000 – pp. 290-291). Nous avons par exemple dans une plantation cacaoyère, un pied d'un arbre fruitier (N'dok) dont le propriétaire est différent du détenteur de la cacaoyère. Cet arbre qui pousse spontanément (*Irvingia gabonensis*) appartiendra à celui qui l'a vu pour la première fois et en a fait échos auprès d'un ou de plusieurs membres du village qui deviennent de fait, les témoins de cette appropriation en privatisation. Ceci n'excluant pas un autre usager qui mettra en valeur le foncier, avec la plantation du cacaoyer. Dans ce cas, se superposeront sur la même parcelle, un régime foncier forestier et un régime foncier agraire, les deux étant détenus par deux personnes physiques différentes.

La sécurisation foncière n'est pas assurée par le droit formel moderne (titre foncier), mais par plusieurs droits dont la complexité est évidente. Par ailleurs, les droits dont jouit un individu sur une parcelle (la terre) lui imposent un mode de gestion. Il adopte une tenure durable avec la plantation des cultures pérennes (fruitiers et cacaoyers), ou une tenure contractuelle / temporaire par la culture des vivriers annuels à cycle court (arachide, maïs). En outre, l'utilisation d'une terre sera subordonnée à certains rôles de la terre et à ses exigences foncières spécifiques.

La superposition des droits coutumiers "traditionnels" et du droit moderne "positif" sur les espaces d'activités des populations rurales de Nkolényeng est-elle compatible avec la mise en

¹⁷ Le Droit Foncier est un ensemble de "faisceau de droit" ou une combinaison donnée de droits sur la ressource (terre ou arbre).

œuvre de nouveaux modes de gestion des forêts et des ressources naturelles dans le cadre de cet aménagement formel ?

3.3 LA FORET COMMUNAUTAIRE (FC) DE NKOLENYENG : UN POOL DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DU VILLAGE

Les FC sont un élément essentiel de la mise en œuvre de la décentralisation et de la gestion participative des ressources forestières naturelles par les populations riveraines (locales) au Cameroun.

Une dynamique de foresterie communautaire est notable dans l'Arrondissement de Djoum, zone de notre étude. C'est ainsi que dans le canton Fang (sur l'axe routier Djoum-Oveng) nous avons quatre FC tandis que dans le canton Zaman (sur l'axe routier Djoum-Mintom), on dénombre deux FC. Dans le même ordre d'idées, l'un des villages proches de Nkolényeng, en l'occurrence le village Yen, a entamé également le processus d'acquisition d'une FC en tenant une réunion de concertation durant notre séjour à Nkolényeng.

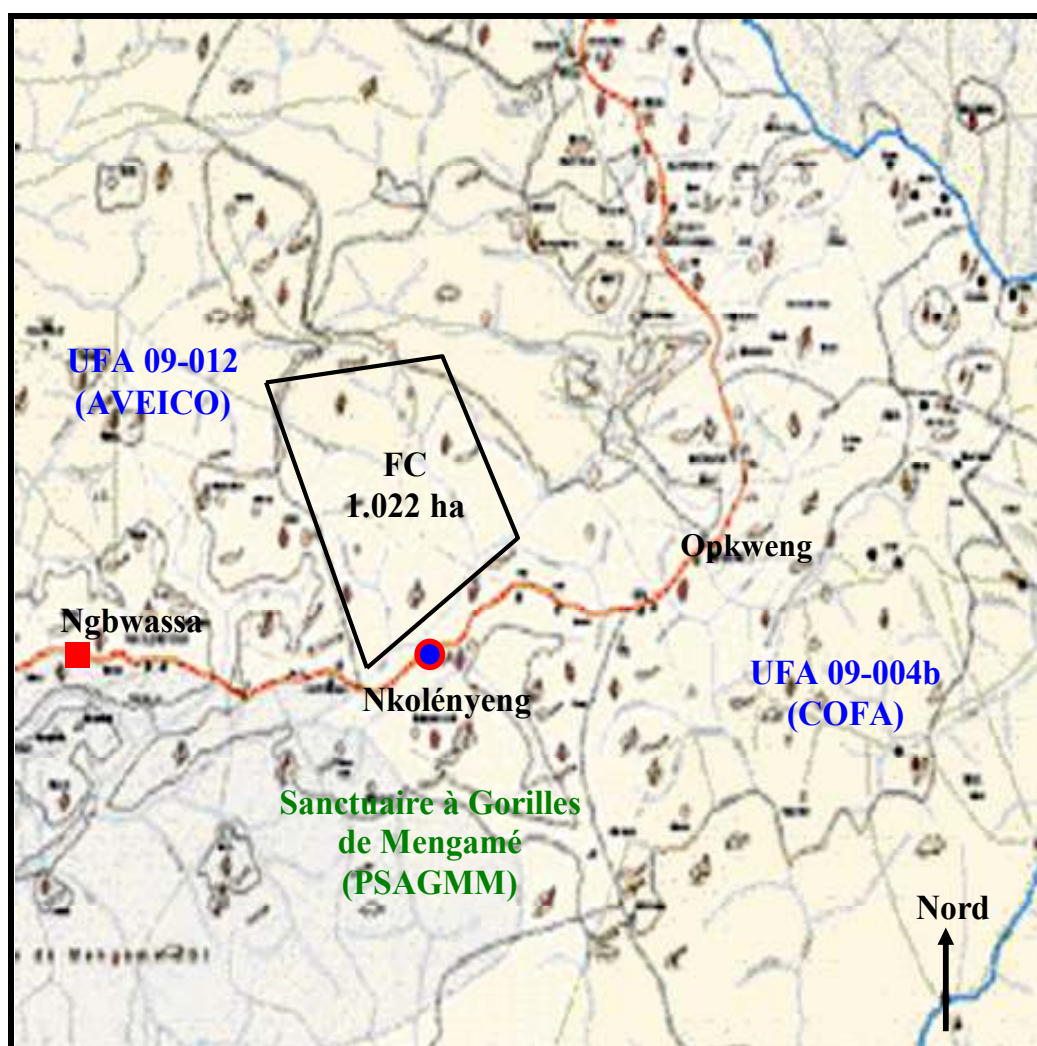
3.3.1 Historique : objectifs et mise en place de la FC

La FC de Nkolényeng est localisée dans le canton Fang de la commune rurale de Djoum sur l'axe Djoum-Oveng, Département du Dja et Lobo dans la Province du Sud (Poissonnet, 2005).

Comme toute forêt devant l'objet d'une convention de gestion entre l'Etat et la (les) communauté(s) riveraine(s), la Communauté du village de Nkolényeng créé le 12 mars 2001 l'AFHAN (Association des Femmes et Hommes Amis de Nkolényeng) qui est l'entité juridique légalisant l'organisation de ces populations en une structure de gestion commune. L'entité juridique de Nkolényeng est légalisée le 9 août de la même année par le Service Provincial des Registres des Coopératives et des GIC, qui est une structure étatique du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). L'AFHAN est en fait un GIC réunissant quasiment toutes les couches actives de la population du village de Nkolényeng.

L'objectif principal des populations de ce village est de créer une structure commune pouvant jouer le rôle d'impulser le développement économique et social de toute la communauté dans le nouvel environnement de la gestion des ressources forestières dans le pays. Avec cette opportunité qui s'offre désormais aux populations rurales du Cameroun à travers la loi forestière n° 94/01 du 20 janvier 1994, qui leur offre une possibilité de création et de gestion d'une FC, les populations qui manifestent le désir peuvent alors solliciter une de leurs forêts riveraines pour en exploiter les divers produits naturels. Cette disposition légale ne prévoit cette création que dans le DFN, composé de forêts "non classées".

Figure 5 : Localisation spatiale de la FC de Nkolényeng



Source : Carte IRM, 2004

Les populations de Nkolényeng à travers l'AFHAN signent en avril 2001, un protocole d'entente entre elles et une ONG locale, le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), qui s'engage alors de les appuyer techniquement et financièrement dans les démarches relatives à la création et à l'obtention d'une FC. Un dossier de réservation de la FC est déposé au MINEF en novembre 2001 après une concertation des populations et la délimitation de ladite forêt. Notons que la concertation réunit également les représentants des communautés avoisinantes afin de donner leur approbation des limites proposées pour la FC et éviter des éventuelles contestations de ces communautés voisines par la suite. Cette étape n'a pas eu de difficultés majeures, la FC de Nkolényeng étant incluse entièrement à l'intérieur du terroir villageois.

Le 26 février 2003, le formulaire officiel de réservation de la forêt est adressé à la communauté de Nkolényeng. Suivront alors les inventaires d'aménagement et l'élaboration d'un Plan Simple de Gestion (PSG) qui sont des préalables à la mise en œuvre de l'exploitation des ressources d'une FC. *In fine*, une convention de gestion sera signée entre le ministère en charge des forêts et les populations de Nkolényeng le 18 juillet 2005. Il est à noter que toutes ces démarches procédurales sont appuyées par le CED qui est la structure

d'accompagnement opérant dans la zone en contribuant en partie par le financement sous forme de dons.

D'après Poissonnet et *al.* (2006), cette forme de transfert de pouvoir de gestion des ressources naturelles à travers la foresterie communautaire vise trois objectifs principaux :

- (1)- Un accroissement du niveau de bien-être des populations en milieu rural ;
- (2)- Une meilleure conservation des ressources forestières et de la biodiversité ;
- (3)- Une amélioration de la gouvernance locale par le transfert et la mise en œuvre démocratique des pouvoirs de gestion.

Pour atteindre ses principaux objectifs, les populations de Nkolényeng dans leur PSG se sont fixé comme sous objectifs dans l'exploitation des ressources de leur forêt :

- D'une exploitation soutenue et commerciale des PFL ;
- De la réalisation de microprojets de développement communautaires ;
- De valoriser et de promouvoir les PFNL ;
- La pratique d'une agriculture et d'un élevage communautaire (élevage des aulacodes, *Tryonomys swinderianus*) ;
- De préserver la biodiversité aussi bien animale que végétale.

Depuis juillet 2005, date de la signature de la convention de gestion, la communauté n'a pas encore mis en exploitation sa FC, ceci pour plusieurs raisons dont les plus saillantes sont les lenteurs administratives (délivrance d'un Certificat Annuel d'Exploitation, des Feuilles de Route etc. par le MINFOF) et le manque de moyens d'exécution des travaux par la communauté (matériel d'exploitation).

3.3.2 L'organisation de la gestion de la FC de Nkolényeng

La FC sera gérée par un organe interne local de gestion créé à cet effet tel que prévu par les textes régissant ce mode de gestion forestière, conformément aux dispositions de la Décision ministérielle n° 0253/D/MINEF/DF du 20 avril 1998 portant adoption du "*Manuel des procédures et des normes de gestion des forêts communautaires*". Cet organe de gestion est un bureau constitué de membres élus démocratiquement. Les membres sont constitués par toutes les couches de la communauté, et le responsable des opérations forestières est le principal interlocuteur entre la communauté et les responsables administratifs chargés de la forêt et de la faune.

La rotation imposée est de 25 ans dans le Plan Simple de Gestion (PSG) suivant les dispositions prévues par la loi, ce qui implique d'emblée une possibilité annuelle maximale de coupe d'environ 40 ha.

Selon le PSG, les retombées financières de cette FC serviront à la réalisation des projets de développement communautaires prioritaires au cours du premier exercice participatif annuel ainsi qu'il suit :

- l'amélioration de l'alimentation en eau potable du village ;
- l'achèvement et l'équipement du Centre de Santé en arrêt de construction ;
- la réfection et l'agrandissement de certains bâtiments de l'école du village ;
- l'électrification du village et le développement de l'aulacodiculture communautaire.

Dans le but de mener une gestion écologique durable de la FC, celle-ci sera exploitée de manière artisanale et préférentiellement par la communauté elle-même. La communauté s'est engagée à observer strictement le PSG au cas où elle exploiterait sa FC en collaboration avec un partenaire national.

Le contrôle des activités se fera par certains membres de la communauté. Ces membres sont choisis par la communauté elle-même et sont représentatifs de toutes les composantes des couches sociales. Certains responsables du village désignés à cet effet veilleront au respect du cahier des charges.

Un inventaire d'exploitation détaillé préalable sera effectué avant les coupes afin de mieux planifier les différentes opérations jusqu'à la commercialisation. Cette stratégie permet de mieux utiliser les ressources disponibles aussi bien humaines que matérielles et financières.

L'abattage et les sciages seront effectués à l'aide des scies à chaînes mobiles portatives, tandis que le transport des pièces se fera manuellement avec l'emploi des poussettes ou des chariots appropriés. Les essences exploitées dans les champs des particuliers se feront contre versement au propriétaire d'une compensation d'un montant équivalent à 10 % du prix du mètre cube (m³) de l'essence abattue.

Les activités agropastorales menées par les populations locales ne seront pas restreintes, la FC étant assise sur la zone affectée aux activités agricoles des villageois suivant le plan de zonage. Une ferme aulacodique sera créée pour l'approvisionnement en protéines animales des populations locales, limitant ainsi la pression sur la faune. Celle-ci pourra également servir de sources de revenus par la vente de ses produits. De même les activités de pêche se poursuivront avec les méthodes traditionnelles sans utilisation des produits toxiques ou de pêche massive réprimée par la loi.

Il en sera ainsi de même pour les activités de chasse qui ne seront pas suspendues, mais se feront suivant la réglementation en vigueur à l'intérieur de la FC. L'utilisation des armes non conventionnelles ne sera pas admise, ainsi que la pratique de la chasse à des fins commerciales sera proscrite. Les terrains de chasse sont réservés aux autochtones du village et interdites aux étrangers résidents ou non dans le village.

La récolte des Produits forestiers non ligneux (PFNL) continuera à être pratiquée suivant les normes sociales du village (situés dans un champ ou non), comme elle l'a toujours été jusque là, c'est-à-dire, individuelle ou collective suivant les relations interpersonnelles, lignagères ou par affinités entre les membres d'un groupe d'individus.

En grandes lignes, les revenus issus de la forêt communautaire seront répartis en deux et affectés respectivement aux charges de production ¹⁸ et à la mise en œuvre des microprojets de développement communautaire, contribuant au développement économique et social de la communauté tout entière.

En dernière analyse, la gestion de la FC de Nkolényeng se fera dans le strict respect de l'environnement (exploitation à faible impact) selon les principes de gestion rationnelle de la nouvelle loi forestière dont s'est doté le pays pendant la dernière décennie. Un souci de minimiser les coûts d'investissement (les populations rurales étant particulièrement démunies), et d'une exploitation soutenue et durable pour un développement harmonieux de toutes les populations de la communauté (création d'emplois et amélioration du cadre de vie des populations du village).

3.3.3 Présentation physique de la FC de Nkolényeng : une forêt fragmentée par des zones agricoles avec un potentiel ligneux relativement faible

La FC de Nkolényeng couvre une surface continue de 1022 ha assise sur le DFNP tel que défini par le plan de zonage. Cette forêt est en fait assise sur une ancienne assiette de coupe d'une société forestière malaisienne, la "TWK" qui exploitait de manière illégale cette forêt vers la fin des années 1990, avec la complicité de l'administration en charge de la gestion forestière, car vérifications faites auprès de la Global Forest Watch (GFW), cette zone n'a jamais fait l'objet d'une quelconque exploitation légale avant ou après le plan de zonage.

La Forêt communautaire de Nkolényeng présente une mosaïque de peuplements ligneux et non ligneux (Poissonnet, 2005). Cette répartition spatiale hétérogène des espaces serait due à l'affectation de ces terres pour l'agriculture des populations riveraines. Notons que la FC de Nkolényeng est située à proximité du village, ce qui explique sa forte sollicitation pour des besoins agricoles des populations locales. Le plan de zonage ayant restreint les forêts du DFNP dans le village, les populations sont contraintes de concentrer leurs activités agricoles uniquement dans cette zone, le sud de la FC étant affecté au Sanctuaire à Gorilles de Mengamé et à l'ouest une UFA (n° 09-012) ayant été aménagée dans ce même finage villageois.

Selon les résultats de Poissonnet (2005), la FC de Nkolényeng est composée approximativement de ¼ de forêts marécageuses, ¼ de terres allouées à l'agriculture (champs, plantations et jachères) et pour moitié de forêts secondaires.

Les forêts à raphiales composent l'essentiel des zones marécageuses inondables dominées par les espèces de la famille des Arecaceae, dont la principale essence est le *Raphia* spp et des herbacées dominées par celles de la famille des Marantaceae. Le taux de traumatisme y est élevé (*Ibid*) du fait de l'exploitation de cette essence pour l'extraction du vin de raphia, très prisé dans le village. Les résultats d'inventaire forestier menés par la communauté montrent qu'un peu plus de la moitié des essences appartiennent à la famille des Combrétaceae dont l'espèce dominante est le *Terminalia superba* appelé Fraké en langue commerciale. On rencontre aussi souvent les essences de la famille des Simaroubaceae dont *Desbordesia glaucescens* (Alep), les Apocynaceae avec *Alstonia boonei* (Emien), des Ulmaceae

¹⁸ Achats et entretien du matériel de production, frais de roulement et de fonctionnement ainsi que le paiement des services rendus dans le cadre des activités d'exploitation des ressources naturelles de la FC.

représentées par *Celtis spp.* (Diana). Les Bombacaceae avec *Ceiba pentandra* (Fromager), les Cesalpiniaceae dont les essences les plus représentatives sont *Distemonanthus benthamianus* (Movingui) et *Erythrophleum ivorense* (Tali), ainsi que les Fabaceae avec *Pterocarpus soyauxii* (Padouk rouge) qui occupent une place non moins importante. Quelques espèces de la famille des Mimosaceae sont fréquemment rencontrées telles que le Dabema (*Piptadeniastrum africanum*) ou l'Okan (*Cylicodiscus gabonensis*).

La synusie lianescente comporte des épiphytes présentant quelques taxons tels que *Arthropteris palisotii* et *Platyterium spp* (Santoir & Bopda, 1995).

Les arbres sont de grande taille à fûts arrondis et à feuillage caduc. Le sous-bois est toujours vert avec une composition floristique variée caractéristique des forêts denses humides du type équatoriale. Il existe également de multiples autres espèces caractéristiques de la strate arborescente et arbustive appartenant à des genres mono spécifiques en forêt, utilisés dans la pharmacopée traditionnelle.

La société forestière (TWK) ayant exploitée cette zone dans laquelle est assise la FC il y a quelques années, ceci expliquerait en partie la pauvreté de cette forêt en essences rares, capables de produire du bois d'œuvre ou de service de meilleure qualité, recherché dans le marché des bois tropicaux et de grande valeur marchande. Notons que cette exploitation "frauduleuse" sans plan d'aménagement défini a eu un impact très négatif qui se ressent jusqu'à ce jour (pistes de débardage et autres dégâts collatéraux liés à une exploitation sans lendemain).

Le taux de traumatisme est très élevé aussi dans les forêts secondaires comme c'est le cas dans les zones marécageuses (Poissonnet, 2005). Il ressort également de cette étude que la densité des milieux étudiés varie de 663 arbres / ha pour les milieux marécageux à 166 arbres / ha pour les champs vivriers.

La FC de Nkolényeng présente un massif forestier fragmenté avec des forêts secondaires qui sont des milieux perturbés présentant cependant une richesse spécifique importante. Cette hétérogénéité spatiale des milieux est d'origine anthropique (agriculture et autres activités humaines). Ces perturbations à l'origine de cette richesse spécifique, limitent grandement la compétitivité interspécifique en favorisant à *contrario* la multiplication des niches écologiques qui contribuent à augmenter la richesse des espèces dans le milieu.

L'introduction des espèces ligneuses à caractère non commerciale (avocatier, palmier à huile) favorise également l'augmentation de cette richesse spécifique. La cacaoculture étant une forme d'agroforesterie qui non seulement introduit des espèces exotiques, mais également entretient certaines espèces pour des besoins d'ombrage à l'étage inférieur. Certaines essences ligneuses telles que le Tali de la famille des Cesalpiniaceae (*Erythrophleum ivorense*) et l'Ezésang (*Ricinodendron heudelotii*) sont très utilisées en cacaoculture, car elles maintiennent un ombrage permanent sur le cacaoyer planté en sous-étage. Il est à noter que le cacaoyer est une plante ombrophile exigeant cependant une certaine quantité de lumière pour favoriser une bonne production (fructification) et limiter la prolifération des maladies et ravageurs de la plante.

3.3.4 Impacts potentiels de la FC sur les populations locales

La forêt communautaire de Nkolényeng n'est pas encore opérationnelle à ce jour. En effet, les problèmes dus au financement et surtout à la non délivrance du Certificat Annuel

d'Exploitation par le Ministère chargé des Forêts et de la Faune, ainsi que des “Lettres de Voiture” qui servent à l'acheminement des produits (bois), et attestent qu'ils proviennent d'une exploitation légale. En effet, ces “Lettres de voiture” indiquent les quantités, la spécification des produits transportés, leur provenance et leur destination.

Le Certificat annuel d'Exploitation qui est délivré chaque année par le Ministre en charge des Forêts, est le dernier document officiel autorisant au détenteur de se livrer légalement à une exploitation forestière. C'est une notification du droit d'accès à l'exploitation forestière, qui est accompagnée du Permis annuel d'intervention. Ainsi, en l'absence d'une exploitation de la FC, les impacts évoqués ici font référence au PSG de la FC de Nkolényeng, aux différents entretiens et aux précédents travaux de Poissonnet (2005).

a) Impacts socio-économiques et politiques de la FC

- *Sur le plan politique ;*

La FC est un outil de gestion des forêts par les communautés locales, mise en place par le gouvernement camerounais. C'est une formule originale qui est une forme d'aménagement forestier en gestion déléguée à l'échelon local qui relève des préférences collectives plutôt que de l'intérêt général. Le pays recherche à travers cette démarche, de faire converger les préférences collectives et l'intérêt général dans un environnement où démocratisation et décentralisation sont associées. Notons que le long terme relève de l'intérêt général tandis que les préférences collectives traduisent des opinions majoritaires à un moment donné (Karsenty, 2001).

En effet, ce mode de gestion est en principe une gestion participative qui est preuve de la bonne gouvernance, garant d'un développement durable (Poissonnet et al., 2006) en conformité avec l'Agenda 21 sur la Conférence de Rio, sur la promotion d'une gestion durable des forêts tropicales, menacées par une exploitation anarchique. C'est une application de la nouvelle politique forestière en conformité avec la Loi 94-01 du 20 janvier 1994.

- *Sur le plan socio-économique ;*

La gestion des ressources naturelles relève de l'intérêt général de la communauté. En convergeant l'intérêt général et l'intérêt collectif, la satisfaction des besoins des populations locales se trouve assurée. Les retombées économiques sont indéniables au niveau social en terme d'emplois (ceux qui travailleront pour le compte de la communauté seront rémunérés) et de mise en place des infrastructures de développement communautaires qui figurent dans le PSG.

En outre, les arbres situés dans les jachères, les champs et les plantations seront exploités contre une compensation financière estimée à 10 % du prix du bois cubé, qui sera versé directement au propriétaire du foncier. Le taux a été arrêté en concertation avec tous les membres de la communauté lors de l'élaboration du PSG.

b) Impacts de la FC sur les pratiques des populations locales

Si l'on s'en tient au PSG, les activités agricoles menées par les populations locales sont maintenues dans la FC. Soit, la gestion du patrimoine foncier relève toujours du propriétaire suivant le droit coutumier d'accès et d'usage des ressources naturelles. Seule la ressource ligneuse sera mise dans le pool commun suivant les modalités d'acquisition décrites plus haut. Cependant, quelques pratiques des populations ont notoirement changé (Tableau 2), nous citerons entre autres :

- *La conservation du potentiel ligneux exploitable :*

Un capital sur pied du potentiel ligneux commercial est désormais épargné de tout abattage systématique lors de l'ouverture des plantations (Figure 6). De même, les arbres plantés dans les cacaoyères seront désormais exploités à des fins de production de bois d'œuvre pour les essences commerciales. Notons que la cacaoculture est une forme d'agroforesterie longtemps pratiquée par les populations locales (début des années 1900), d'où l'on rencontre de nos jours plusieurs essences commerciales exploitables telles que l'Ayous (*Triplochiton scleroxylon*), le Fraké (*Terminalia superba*), l'Ezésang (*Ricinodendron heudelotii*) ou encore l'Iloba (*Pycnanthus angolensis*).

Figure 6 : Une agroforesterie sur cultures vivrières en zone de forêt

(Source : Photo Aka, juin 2006)



- *L'arrêt de l'exploitation anarchique de la ressource ligneuse par la communauté villageoise :*

Il n'y a pas longtemps dans le village, existaient des scieurs qui exploitaient les arbres de manière anarchique contre des modiques sommes qu'ils versaient aux

propriétaires (10.000 à 15.000 Fcfa par arbre). En estimant les compensations financières accordées aux propriétaires pour l'exploitation du bois d'œuvre, ces derniers se sont rendus compte qu'ils étaient longtemps dupés et que l'avènement de la FC était salutaire pour eux. En outre, le chef de village a interdit toute utilisation de scie à chaîne portative dans le village sans son autorisation.

- *Droit de chasse :*

Formellement, les communautés des villages riverains n'ont plus le droit d'accès dans cet espace (FC) pour pratiquer la chasse. Seuls les membres de la communauté ont le droit de chasse sur cette zone. Ils y assurent eux-mêmes le contrôle. De même, les chasseurs étrangers au village qui avaient jadis accès dans cette forêt, n'ont plus le droit de venir pratiquer la chasse (commerciale) qui faisait l'affaire de certains. Ceci limite en partie le braconnage, qui maintenant se fait de manière à échapper à tout contrôle.

Tableau 2 : Matrice foncière suivant les impacts potentiels et réels de la FC de Nkolényeng sur les pratiques des populations locales

ENTITE SOCIALE	MAITRISE INDIFFERENCIEE (A)	MAITRISE PRIORITAIRE (A+P)	MAITRISE SPECIALISEE (A+P+G)	MAITRISE EXCLUSIVE (A+P+G+E)	MAITRISE EXCLUSIVE ABSOLUE (A+P+G+E+D)
Communs à tous	-Rivière dans le terroir villageois -Plantes médicinales	-Fruitiers éloignés (Ndok+Moabi)* -Chenilles, miel, champignons etc.*	-	-	-
Commun à n groupes (Familles étendues du village)	-PFNL+Forêt éloignée NA -Zone de chasse -Zone marécageuse	-	-	-	-
Commun à deux groupes	-Plantation	Palmier à huile dans une jachère	-	-	-
Commun à un groupe (une Famille)	-	Palmier à huile dans une jachère familiale	-“ <i>Etok</i> ” -Forêt NA proche du village	-Campement de chasse -PFNL dans les jachères familiales	-PFL + PFNL (Fruitiers près du village : N’dok+Moabi
Propre à une personne	-	-	“ <i>Melam</i> ”	-Campement de chasse -Jachère	-PFNL situés dans la jachère -Tronc raphia
D’après la matrice des droits d’usage élaborée par Le Roy et <i>al.</i> , 1996 ; Poissonnet, 2005					

* La maîtrise prioritaire est exercée par les chasseurs et les cueilleurs (collecteurs)

N.B : **A** = Droit d'accès ; **P** = Droit de prélèvement ; **G** = Droit de gestion ; **E** = Droit d'exclusion ; **D** = Droit de disposition ; *Etok* = Portion de rivière (en langue locale Fang) ; *Melam* = Ligne/réseau de pièges (en langue locale Fang).

Fondamentalement, cette matrice du droit d'usage n'a pas changée depuis l'étude de Poissonnet (2005), la forêt communautaire n'étant pas encore entrée en phase d'exploitation.

Cependant, le braconnage est une menace potentielle et réelle pour la conservation de la biodiversité animale de nos jours dans cette région forestière du pays. Un patriarche du village me répétait un jour : *“À l’époque où j’étais encore jeune, je serais allé là derrière la maison et ramener en moins d’une heure de temps de chasse, un peu de viande pour te recevoir comme étranger. Mais aujourd’hui, avec la chasse commerciale et la population qui augmente chaque jour, ce n’est plus facile”*.

- *Récolte des PFNL dans la FC :*

L’exploitation des produits de la forêt en dehors des bois d’œuvre – les écorces, les tubercules, les feuilles, les fleurs, les graines, fruits, résines, miel, champignons et produits animaliers- sont d’importantes sources de revenus pour bien des ménages. Selon une étude, neuf produits de la forêt autres que les bois d’œuvre, ont générés 1,9 million \$ US au Cameroun au cours de la seule première moitié de 1996 (Bikié et al, 2000).

Le PSG ne restreint pas la récolte des produits non ligneux dans les limites de la FC. La manière de récolter les PFNL par les populations ne rassure pas quant à leur pérennité. La récolte pratiquée est souvent destructrice de la ressource, avec la monétarisation des économies et l’introduction de ces produits dans les circuits commerciaux. À Nkolényeng, l’état des routes limites encore la généralisation de ces prélèvements.

Figure 7 : Extraction d’écorces d’un arbre “Essok” utilisées comme ferment de vin blanc



Source : Photo Aka,
juillet 2006

L’extraction de vin de palme et de raphia semble s’exercer avec plus d’acuité. Cette activité est en pleine expansion dans le coin à cause d’un vendeur de vin distillé à base de ce vin blanc fermenté, qui est originaire du village. Celui-ci procure aux villageois du sucre (à crédit) qui sert à accélérer la fermentation et passe acheter en grandes quantités les produits de distillation à partir des

alambics traditionnels (Annexe 21). C'est ainsi que l'on notera une pression importante sur le prélèvement d'écorces d'arbres utilisées comme ferment (Figure 7).

3.3.5 Contraintes liées à la mise en œuvre de la FC de Nkolényeng

Des contraintes réelles existent à Nkolényeng en rapport avec le manque de voies d'accès aux grumiers ou autres gros porteurs en toutes saisons de l'année pour l'écoulement de leurs PFL (bois). De même, les communautés disposent-elles de moyens financiers importants pour assurer le transport de leurs bois ? A cette distance pour accéder au port de Douala où le produit (bois) doit être livrée, le coût du transport est situé autour de huit cents milles (800.000) francs CFA, pour un grumier pris en location par la communauté. Il demeure également vrai que la FC de Nkolényeng est pauvre en essences recherchées actuellement sur le marché des bois tropicaux.

En outre, la législation forestière exclut toute pénétration d'engins lourds dans les FC de peur de mettre les communautés à la merci des exploitants véreux. Or pour les pistes de débardage très importantes pour l'évacuation du bois, tout au moins cela aurait été permis. La contrainte sera celle de savoir comment les communautés arriveront-elles à évacuer de telles quantités de bois à dos d'hommes ? Un système d'évacuation doit être bien pensé pour mener à bien les objectifs des FC. Car il existe une contrainte réelle pour honorer une commande qui impose toujours un délai de livraison et la qualité du produit à la livraison. Le bois doit avoir un certain taux d'humidité sur le marché, donc livré dans un intervalle de temps (plus ou moins court) acceptable entre la récolte (la coupe), le débitage, l'évacuation et le transport pour le port de Douala.

Concrètement, les communautés disposent-elles de moyens techniques, humains, matériels et financiers suffisants pour parvenir à diligenter de telles commandes sans le concours des opérateurs économiques, ayant des capacités techniques et financières adéquates ? Les communautés ont-elles par ailleurs des informations pertinentes sur l'exploitation forestière ? Le PSG de Nkolényeng prévoit par exemple une exploitation basée sur la coupe artisanale, tandis que le bois sera tronçonné et débité sur place à l'aide d'une scie mobile de type *Lucas Mill*. Ce type de matériel coûte entre 15 millions et 35 millions de francs CFA¹⁹ suivant le modèle (petit ou grand). Ailleurs, certains PSG prévoient ce travail à l'aide de scies portatives mobiles de type *Still 120 cm*. Techniquement ces dernières sont-elles à mesure de faire du bon travail à la main (qualité du sciage) dans un délai de temps acceptable pour le client ?

3.4 LES UNITES FORESTIERES D'AMENAGEMENT (UFA) : PARTICIPATION EFFECTIVE OU "SUPPOSEE" DES COMMUNAUTES LOCALES DANS LA GESTION DES UFA ?

Les UFA attribuées et adjacentes au Sanctuaire à Gorilles de Mengamé sont les UFA n° 09-016, 09-012 et 09-004B. suivant les dernières informations (DPFOF), l'UFA 09-012 attribuée à la société forestière AVEICO, a été retirée à cette société pour des raisons non encore connues du public. Cette dernière UFA est la seule d'ailleurs qui jouxte avec le terroir villageois de Nkolényeng. Bien que la Société AVEICO n'avait pas mis en exploitation

¹⁹ C'est le prix de vente de ce matériel qui a cours dans le marché camerounais au moment de notre étude (mai – juillet 2006).

l'UFA du côté de Nkolényeng, les populations qui cependant avaient été informées de cette attribution, observent délibérément certaines restrictions quant à la gestion des espaces forestiers situés dans cette concession, dont elles avaient une maîtrise exclusive et absolue jadis. Il est à remarquer que la Société AVEICO a cependant exploité cette UFA pendant deux ans (deux Assiettes de Coupe, n° 1 et 2), du côté d'Oveng (sud ouest de Nkolényeng).

Pour le cas de la société AVEICO, on est tenté de dire que la Convention Provisoire étant arrivée à son terme (3 ans après, c'est-à-dire en 2005), cette société qui devait soumettre pour approbation à l'administration forestière, un plan d'aménagement, celui n'aurait pas dû être concluant (obligations non remplies du cahier de charges), ce qui expliquerait le retrait d'attribution de l'UFA à cette société.

3.4.1 Participation des communautés locales dans la gestion des UFA

Dans le cadre de la gestion participative des forêts et des ressources forestières par les populations riveraines prévu par la législation, les populations locales (les riverains du massif de l'UFA) doivent participer activement au classement de l'UFA, notamment dans les phases de sensibilisation et les procédures de fixation des limites.

Les communautés riveraines des UFA jouissent d'un droit d'usage des ressources forestières, aussi bien ligneuses que non ligneuses, à l'intérieur des concessions forestières. En effet, la loi prévoit que pendant la phase d'exécution de la Convention Provisoire par le concessionnaire, ce dernier doit mener des études et réaliser des inventaires d'aménagement avec des rapports spécifiques, attestant la participation des populations locales au processus de mise en place de l'exploitation. Selon cette réglementation, le travail à effectuer durant les trois années de Convention Provisoire (non renouvelable) par le concessionnaire doit être assorti d'un rapport d'étude socio-économique (des villages riverains) et d'un rapport de consultation des populations locales sur les droits d'usages afférents.

Il est important de souligner que la Convention Provisoire (contrat liant le gouvernement à l'attributaire) est assortie d'un "cahier de charges ²⁰" qui comporte les clauses générales et les clauses particulières. Les clauses générales concernent les prescriptions techniques en matière d'exploitation forestière, tandis que les clauses particulières indiquent les obligations de l'exploitant en matière financière, de transformation de bois et de réalisation d'œuvres sociales au profit des communautés locales riveraines.

Dans le cadre de la participation des Exploitants Forestiers aux réalisations socio-économiques dans tous les villages riverains du Sanctuaire à Gorilles de Mengamé, ceux-ci sont tenus de payer une taxe supplémentaire de 50 Fcfa / ha / an comme contribution. Il s'agit précisément, des UFA détenus par la COFA (09-016 et 09-004B) et AVEICO (09-012). Cette disposition demeure sans suite à Nkolényeng. En effet, toutes ces taxes et redevances transitent par la Commune (collectivité décentralisée), et le Maire en dispose comme il l'entend, car depuis longtemps, ces sommes sont attendues à Nkolényeng. Ce qui rejoint fort logiquement Karsenty (2000) qui affirme que "la redistribution des sommes de l'échelon communale à l'échelon des villages se fait difficilement comme l'a montré l'audit économique et financier du secteur forestier de 1999-2000"

²⁰ Cahier de charges : C'est l'ensemble des obligations imposées à l'exploitant par l'Administration chargée des Forêts pendant les trois années de CP, lesquelles conditionnent son accès à la Convention définitive.

En retour, les populations riveraines doivent respecter les limites de l'UFA en évitant de pratiquer l'agriculture à l'intérieur des limites de l'UFA. En plus, les riverains doivent comprendre le processus de classement et faire des requêtes si besoin est pour une éventuelle reprise des limites de classement.

Cependant à Nkolényeng, les populations n'ont pas été consultées à la base pendant la phase préparatoire d'élaboration du plan de zonage qui affectait cette portion de "leur forêt". Aucune information n'a été donnée aux communautés riveraines comme le stipule la loi (art.18 du Décret n° 95/531 du 23 août 1995). Ce n'est que récemment (en 2002), qu'une équipe composée des responsables (locaux et centraux) du Ministère en charge des forêts et de la Société AVEICO est passée pour annoncer aux populations que cette partie de la forêt a été concédée à un exploitant forestier.

Globalement, la perception de la forêt par les populations locales a évolué. Cette forêt qu'ils croyaient être leur patrimoine, est en fait un domaine privé de l'Etat, qui s'en est accaparé sans négociation, ni consultation. Les communautés ne jouent que le rôle de "*Figurant*" dans la gestion des ressources forestières dans une UFA.

3.4.2 Impacts de l'UFA sur les pratiques des populations locales

Les activités de l'UFA étant gelées depuis plus d'un an (2005), il n'existe plus aucun système de contrôle dans les limites de cette aire. En outre, la RFA qui devait être reversée aux populations locales ne leur est pas parvenue. Cette redevance constitue à n'en point douter, un moyen d'améliorer le niveau de vie des populations du village, ce qui parallèlement pouvait avoir un impact sur leur mode de vie, et par conséquent modifierait certainement les pratiques des populations sur la ressource forestière naturelle.

Dans les limites de l'UFA, les populations mènent les activités de pêche, de chasse, de prélèvement des produits forestiers non ligneux et ligneux librement sans restriction (absence d'un système de contrôle). Cependant, pour les activités agricoles, les populations travaillent comme des pionniers sans droit légal sur ces terres que nous avons qualifié de "Squatterisation", mais pratiquent l'essartage suivi d'un abattis-brûlis réduit en exemptant la ressource ligneuse valorisable par une exploitation de l'industrie forestière.

La précarité du droit foncier sur ces terres et la connaissance des textes régissant les forêts de production par les populations, expliquent en partie cette stratégie de pratique culturale en zone forestière, où généralement, l'abattis est assez important pour un bon éclaircissement des cultures (héliophiles) qui n'évoluent pas très bien à l'ombre. Cette forme d'"agroforesterie" particulière concerne essentiellement les cultures vivrières de cycle court. Les cultures pérennes n'y sont pas plantées, seules les anciennes cacaoyères antérieures à ce découpage par le plan de zonage, sont entretenues (sans extension cependant).

3.5 LE SANCTUAIRE A GORILLES DE MENGAME : UNE APN NEE DE LA VOLONTE D'UN TOURISTE

Nkolényeng est l'un des trente quatre villages riverains du sanctuaire à gorilles de Mengamé. Situé à l'extrême Nord-Est de ce sanctuaire, Nkolényeng est l'un des deux villages (avec Yen) de l'Arrondissement de Djoum qui fait partie des villages riverains du sanctuaire.

3.5.1 Historique et objectifs du sanctuaire

Des touristes Canadiens de passage à Mengamé –petit village de l'Arrondissement de Mvangane- en 1978, remarquent que dans les forêts environnantes, la densité de gorilles était élevée et qu'un travail pouvait être fait pour préserver cette espèce et son habitat naturel.

Il est alors proposé au Ministère du Tourisme qui gère les aires protégées à l'époque, d'ériger cette zone en aire de conservation des gorilles. C'est ainsi que des années plus tard avec la création en avril 1992 du Ministère de l'Environnement et des Forêts (MINEF), une mission camerouno-canadienne, conduite par le Sous-directeur de la Faune et des Aires Protégées du MINEF, se rend sur le terrain pour vérifier l'effectivité de ce constat. L'état des lieux ainsi réalisé confirme la pertinence de cette option. Quelques années plus tard (1995), un projet de création et d'aménagement du sanctuaire à gorilles est adopté dans le cadre du Plan d'Action Forestier National mis en place par le gouvernement Camerounais.

Dans la logique de promouvoir la conservation de certaines espèces animales, conformément à l'esprit de la loi 94-01 du 20 Janvier 1994 en son article 19 qui stipule que : *« des mesures incitatives peuvent, en tant que de besoin, être prises en vue d'encourager les reboisements, l'élevage des animaux sauvages, des algues et des animaux aquatiques par des particuliers »*, une convention de protection de la nature et de la biodiversité animale sera signée en 1997 entre le gouvernement et la Société Forestière "SOFOPETRA" dirigée alors par Nassar Bouhadir. En retour de certaines compensations fiscales, ce dernier se doit de protéger les gorilles et leur habitat naturel qu'est la forêt délimitée alors par le plan de zonage. Après trois années d'expérience de convention, celle-ci sera suspendue, l'opérateur économique du secteur forestier, s'étant rendu coupable d'exploiter les essences forestières à l'intérieur de la zone réservée pourtant à l'habitat des gorilles.

L'organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) s'intéresse par la suite à cette zone et constate alors qu'elle constitue un couloir entre les réserves de faune du Dja – au Cameroun- et celle de Minkébé au Gabon. Dans un but de créer une zone tampon entre les deux, l'OIBT identifiera cette zone comme Zone de protection forestière de Mengamé et celle de la forêt adjacente de la réserve de Minkébé. Un accord de projet sera signé dans ce sens en avril 2002 entre le Cameroun et l'OIBT pour l'établissement du Projet Sanctuaire à Gorilles Transfrontière de Mengamé-Minkébé à la frontière Cameroun-Gabon (PSAGMM).

- *Les objectifs du projet sont entre autres :*
 - Objectif général : *Contribuer au développement d'une approche intégrée à la conservation des gorilles et à la promotion de leur habitat et élaborer des mécanismes visant à accroître les possibilités de revenus pour les communautés locales.*
 - Objectifs spécifiques : (1) *Initier un processus de participation communautaire visant à conserver les ressources biologiques du sanctuaire.* (2) *Initier un processus de coopération entre le Cameroun et le Gabon pour la gestion conjointe des sanctuaires de Mengamé et de Minkébé.*

3.5.2 Localisation spatiale : un sanctuaire situé en plein cœur de la forêt équatoriale humide d'Afrique centrale.

Le sanctuaire s'étend entre 2°25" et 2°46" de latitude Nord et, entre 11°67" et 12°68" de longitude Est. Il est limité au nord par une piste relativement carrossable sur l'axe Yen-Amvom-Meyos, à l'Est par le cours d'eau "*Famé*", au Sud par deux cours d'eau ("*Kom*" et "*Ayina*") et à l'Ouest, par la rivière "*Nlobo*".

En fait, la zone du sanctuaire est à cheval sur deux Départements à savoir le Dja & Lobo et le Département de la Mvila. Dans le Département du Dja & Lobo, deux Arrondissements sont concernés : les Arrondissements de Djoum et d'Oveng, tandis qu'un seul Arrondissement du Département de la Mvila, à savoir Mvangane est couvert par le sanctuaire.

La zone d'intervention du projet s'étend sur une superficie de 120.000 ha environ dont 96 000 ha de surface pour l'aire protégée. Une zone périphérique ("zone tampon") constituée d'une trentaine de villages où le projet s'implique sur le plan du développement socio-économique, et une zone dite « transitoire » marquée par l'exploitation de bois d'œuvre à travers huit UFA dont certaines sont opérationnelles, et où les activités agricoles sont pratiquées par les populations des villages riverains.

3.5.3 Des peuplades riveraines tributaires de la forêt

La typologie des populations riveraines du sanctuaire ressort que celles-ci sont composées essentiellement des "Fang", des "Boulu" et des pygmées "Baka".

Trente quatre villages sont riverains de cette Aire Protégée Naturelle (APN) quant ils ne sont pas localisés entièrement à l'intérieur du sanctuaire, tel est le cas du village Akoabas.

Les Pygmées "Baka" vivent dans cette forêt qui constitue pour eux leur cadre de vie et dont ils tirent toutes les ressources alimentaires pour leur survie (chasse, ramassage, cueillette). Les peuples Bantous ("Fang" et "Boulu") quant à eux se sont sédentarisés depuis plus d'une centaine d'années tout au long des axes routiers principaux, malgré un déplacement massif de certains par les forces armées françaises qui se situerait en 1918. Ces derniers, tout comme les "Baka" sont également tributaires de la forêt d'où ils tirent l'essentiel de leur alimentation à travers les activités agricoles, la chasse et la cueillette. Ici, les produits fauniques issus de la chasse au gibier constituent la principale source de protéines d'origine animale pour les populations.

Cette dépendance des populations riveraines vis-à-vis de la forêt environnante, rend complexe l'adhésion des communautés villageoises aux objectifs du sanctuaire.

3.5.4 Une stratégie d'intervention participative et principaux acteurs impliqués

- *Stratégie d'intervention*

L'espace opérationnel d'intervention du projet a été divisé en cinq secteurs encore appelés postes de contrôle qui sont dans les villages de Nkolényeng, Oveng, Amvom, Akam et Akoabas. L'approche stratégique d'intervention du projet est basée sur la gestion participative impliquant fortement les

communautés villageoises locales et la recherche des alternatives aux ressources forestières comme moyens de subsistance de ces populations riveraines. Un renforcement des capacités des populations aux objectifs de conservation dans toute la zone du projet et un déploiement des activités de terrain transfrontalières communes entre le Gabon et le Cameroun, notamment dans la lutte anti-braconnage.

La collecte et la gestion des données fiables des écosystèmes forestiers de cette zone de protection forestière de Mengamé sont entrain d'être mises en œuvre pour atteindre les objectifs du projet.

- *Principaux acteurs impliqués dans le projet :*
 - Les populations riveraines sont les principaux bénéficiaires du projet ;
 - Les autorités administratives et traditionnelles qui useront de ce projet comme levier d'impulsion au développement socio-économique des communautés locales ;
 - Les concessionnaires forestiers périphériques qui participent au financement des activités de développement communautaire des villages riverains au projet ;
 - Le WWF qui assure une assistance technique au projet ;
 - La Jane Goodall Institute (JGI) qui appui à la recherche et à l'aménagement du sanctuaire.

En dehors de l'OIBT qui est le principal financeur du projet, ces différents acteurs œuvrent dans une synergie commune dans le but d'atteindre les objectifs liés au projet et promouvoir le développement économique et social des populations autochtones.

3.5.5 Un ancrage institutionnel complexe

La Direction du projet est la structure technique qui assure la gestion quotidienne du Projet. Elle est chargée de la mise en œuvre des activités de terrain conformément aux orientations de l'Agence d'exécution. À sa tête se trouve le Directeur du Projet qui est appuyé dans ses tâches par un Conseiller Technique et d'un personnel de terrain.

La Direction du projet est sous la double tutelle de la Division de la Coopération et des Projets et celle de la Direction de la Faune, cette dernière étant l'Agence d'exécution du projet. Ces Directions sont les structures du MINFOF. Au niveau local, il existe un Comité Consultatif, présidé par le Gouverneur de la Province du Sud, qui est chargé de promouvoir la participation des populations locales aux consultations relatives à la mise en œuvre du projet et de renforcer le processus de gestion participative. Ce comité est constitué des Autorités administratives locales et les représentants des collectivités locales décentralisées.

Le Comité consultatif est chapoté par le Comité Directeur, qui est l'organe suprême de gestion, d'orientation et décisionnel du projet. Présidé par le Ministre en charge des Forêts et de la Faune, ce Comité est composé des représentants du gouvernement, des communautés

locales, des représentants de l'OIBT et d'autres bailleurs de fonds. Les concessionnaires des UFA périphériques et des ONG internationales font également partie de ce Comité, qui se réunit deux fois l'an.

Notons que le retrait des Fonds relatifs aux dépenses du projet se fait par le Directeur du Projet et du Ministre des Forêts et de la Faune qui sont cosignataires des chèques.

3.5.6 État de mise en œuvre et résultats attendus du projet

L'état de mise en œuvre du PSAGMM est assez avancé au niveau de la mise en place des structures et des infrastructures du projet. En effet, le Directeur du projet a été nommé et ainsi que le personnel d'appui au niveau terrain. Aussi une Biologiste de conservation du projet a été installée, un Socio économiste, un Technicien en SIG, un Administrateur comptable, treize Eco-gardes, un Conducteur et un Gardien. Cinq Chefs de secteurs ont également été nommés et sont déployés dans leur secteur respectif.

Des bureaux provisoires équipés d'un groupe électrogène (13,5 KVA) ont été installés à Oveng, un matériel roulant composé de deux véhicules pick-up 4x4 constitue son parc automobile, un matériel de bureau dont deux ordinateurs et un matériel SIG adéquat. Les chefs de secteurs ont des motos "Tout-terrain" pour faciliter leurs missions de terrain (contrôle dans la lutte anti-braconnage).

Comme résultats attendus, on citera entre autres :

- L'établissement des infrastructures de gestion du sanctuaire ;
- Information et sensibilisation permanente des populations locales et autres intervenants sur l'aménagement du sanctuaire ;
- Élaboration des directives de gestion des UFA adjacentes à la zone de protection forestière de Mengamé et gestion des zones tampons et transitoires ;
- Établissement d'un instrument de coopération transfrontalière (Cameroun - Gabon) ;
- Protection des Gorilles et autres espèces en voie de disparition (Groupe A), de leur habitat (forêt) et réduction du braconnage ;
- Élaboration d'un plan d'aménagement de la zone de protection forestière de Mengamé.

3.5.7 Impacts potentiels du PSAGMM sur les populations de Nkolényeng

L'objectif global du PSAGMM étant la contribution au développement à travers un accroissement des revenus des communautés locales, les impacts de ce projet seraient donc en principe positifs. Mais cependant, le projet n'a pas encore atteint une phase d'exécution qui permette d'évaluer les impacts réels sur les populations des villages riverains. Ceci dû en grande partie à la non mise en œuvre des projets de développement communautaire (d'accompagnement), donnant des alternatives aux populations locales. Notons que ce volet figure bien dans les termes de l'objectif général du projet, à savoir : *"élaborer des*

mécanismes visant à accroître les possibilités de revenus pour les communautés locales”. C’est dans cette optique que nous pouvons dire que ces problèmes d’ordre social, entre autre le manque des alternatives socio-économiques tant promises aux populations, risque compromettre l’adhésion des populations aux objectifs du projets.

a) Impacts socio-économiques et politiques

Depuis la mise en œuvre de la première phase du PSAGMM le 13 septembre 2002, des retards dus aux difficultés dans l’acquisition du matériel et le recrutement du personnel opérationnel de terrain, plusieurs activités de terrain ont du coup été compromises. L’effet conjugué de ce retard et de celui observé dans le classement du sanctuaire a compromis l’élaboration du plan d’aménagement qui devait avoir lieu en décembre 2004.

Suite à l’évaluation à mi-parcours du projet, les activités de sensibilisation et la lutte anti-braconnage ont assez avancé. Lors de notre présence sur le terrain, une réunion d’information et de sensibilisation menée par l’équipe du projet a eu lieu dans le village. Ce qui a permis de constater que la visibilité des objectifs du projet est perceptible par les populations du village, quand bien même certaines zones d’ombre subsistent et persistent encore dans la perception du projet (notamment la définition des droits d’usage des populations riveraines et l’élaboration du plan d’aménagement du sanctuaire).

Les impacts du projet sur le plan sociopolitique durant cette phase sont assez appréciables, du fait du retour au calme dans la zone. Il est à noter que durant les premières missions de terrain, les populations ne voulaient rien entendre (preuve qu’elles n’ont pas été consultées (associées) lors de la phase d’élaboration du projet et de la conception du projet et de la définition des objectifs du projet).

Sur le plan socio-économique, rien n’est encore fait par rapport à la réalisation des microprojets de développement que le PSAGMM devait mettre en place ainsi que l’absence des alternatives socio-économiques tant promises par le projet. Le problème des dégâts aux cultures causés par les grands singes (primates) à protéger reste entier. Aucune disposition réglementaire ou légale n’est prévue pour les éventuels dédommagements des agriculteurs victimes des dégâts.

Concernant notamment ces dégâts, la loi stipule bien que : *“Nul ne peut être sanctionné pour fait d’acte de chasse d’un animal protégé, commis dans la nécessité immédiate de sa défense, de celle de son cheptel domestique et/ou de celle de ces cultures”* (art.83-(1) de la Loi 94/01 du 20 janvier 1994). L’alinéa 2 du même article continu en signifiant que : *“La preuve de la légitime défense doit être fournie dans un délai de soixante douze heures au responsable de l’administration de la faune le plus proche”*. Ce qui en pratique, n’est pas évident dans le contexte infrastructurel et économique des populations de la zone couverte par le projet (zone enclavée et paupérisation des populations autochtones). Car pour voyager, il faut bien les moyens financiers et les possibilités de transport public.

C’est donc à ces contraintes que les animateurs du projet (éco garde etc.) sont confrontés aujourd’hui lors des séances de sensibilisation de terrain. Préalables que les populations posent lors des réunions pour adhérer aux objectifs du projet, relatives à la conservation des gorilles et à la protection de leur habitat naturel. Il en est également du statut du sanctuaire qui n’est pas encore clairement défini.

b) Impacts sur les pratiques des populations locales

Les pratiques des populations locales ont tendance à changer dans la mesure où aucune activité agricole n'est plus pratiquée dans la zone du sanctuaire. Les jachères qui sont situées dans ces zones ont été délaissées carrément, seules les plantations cacaoyères situées dans les limites du sanctuaire continuent à être exploitées. Une mission conjointe du MINFOF et du PSAGMM est descendue d'ailleurs sur le terrain pour estimer la zone à déclasser, suite aux requêtes des populations qui ont des vieilles plantations cacaoyères dans la zone et donc le plan de zonage n'en a pas tenu compte lors du classement du sanctuaire. Les populations réclament que les limites du sanctuaire soient repoussées d'une dizaine de kilomètres de la route (actuelle limite), formant une bande où elles y pratiquaient leurs activités librement avant le plan zonage.

En principe, les espaces dans le sanctuaire ne sont plus exploités par les populations qui adhèrent petit à petit aux objectifs du projet. Seuls les PFNL excepté la ressource faunique (officiellement) sont encore exploités dans la zone du sanctuaire (pêche artisanale, cueillette, ramassage).

Tableau 3 : Analyse des pratiques des populations locales dans les modes de gestion formels à Nkolényeng

AIRES	ACTIVITES	REGLES	PRATIQUES EFFECTIVES	SYSTEME DE CONTROLE	OBSERVATIONS
SAGM	Agriculture	Interdite	Non pratiquée	Secteur du PSAGMM (Eco garde)	Entretien cacao
	Pêche	Réglementée	Pratiquée		Pêche artisanale
	Chasse	Réglementée	Pratiquée		Sans guide-chasse
	Ramassage/Cueillette	Autorisée	Pratiquée		Sans contrôle
	Récolte bois : - énergie (mort) - service/d'œuvre	- Autorisée - Réglementée	- pratiquée - bois / service		- sans contrôle - sans contrôle
	Autres PFNL				
UFA	Agriculture	Interdite	Pratiquée	Poste forestier de Djoum (aucun contrôle par manque de moyens du CPF)	Agric. Vivrière
	Pêche	Réglementée	Pratiquée		Pêche artisanale
	Chasse	Réglementée	Pratiquée		Sans garde-chasse
	Ramassage/Cueillette	Autorisée	Pratiquée		
	Récolte bois : - énergie (mort) - service/d'œuvre	- Autorisée - Réglementée	- pratiquée - pratiquée		- -
	Autres PFNL				
FC	Agriculture	Autorisée	Pratiquée	Equipe de contrôle (communauté)	Sans restriction
	Pêche	Autorisée	Pratiquée		
	Chasse	Réglementée	Pratiquée		Sans garde-chasse
	Ramassage/Cueillette	Autorisée	Pratiquée		
	Récolte bois : - énergie (mort) - service/d'œuvre	- Autorisée - Réglementée	- pratiquée - restreinte		- sans restriction - contrôlé par tous
	Autres PFNL				

4 DISCUSSIONS GENERALES ET CONCLUSION

Les populations de Nkolényeng mènent plusieurs activités pour la satisfaction des besoins de subsistance, de santé, d'amélioration de leur cadre de vie (se loger, se vêtir), d'éducation des enfants pour les parents etc. Pour subvenir à tous ces besoins, les populations pratiquent l'agriculture (vivrière et de rente), la chasse, le ramassage, la collecte et la cueillette de certains produits forestiers ligneux et/ou non ligneux.

Ces espaces forestiers qui constituent les principaux supports des activités de ces populations sont depuis peu classés dans le DFP pour la plupart, donc exigent des aménagements qui réglementent désormais l'accès à la ressource dans le village.

Suivant l'affectation des terres prévues par le plan de zonage, les populations locales modifient-elles leurs pratiques en fonction de ces différentes formes d'aménagements ?

4.1 IMPACTS DES MODES FORMELS D'AMENAGEMENT SUR LES PRATIQUES AGRICOLES

Foncièrement, les populations de Nkolényeng pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis, caractérisée par l'essartage, l'abattis et le brûlis. Les espaces réservés à cette agriculture se situent derrière les habitations (jardins de case) et une grande partie est confinée dans l'espace réservé à la FC.

Dans les normes, les espaces protégés (UFA, SAGM), les activités agricoles ne sont plus étendues, elles se limitent à l'entretien des vieilles cacaoyères. Conscient que toute activité agricole est interdite à l'intérieur des limites de ces forêts (production et protection respectivement), les populations de Nkolényeng limitent leurs activités agricoles par cet entretien des vieilles plantations cacaoyères parce qu'ils les jugent légitimes, la plantation de ces dernières ayant précédé le plan de zonage.

Cependant à l'intérieur des limites de l'UFA où les activités agricoles sont aussi formellement proscrites, les populations y pratiquent une agriculture vivrière. Malgré la connaissance des textes qui interdisent toute activité agricole dans les limites d'une forêt de production (art. 7 (3) du Décret 95-678/PM du 18 décembre 1995), certaines populations de Nkolényeng pratiquent une agriculture essentiellement vivrière au sein de l'UFA 09-012, que nous avons qualifié de "squatterisation". Le potentiel ligneux important est laissé en place, et la mise en place des cultures pérennes n'est pas pratiquée du fait de la précarité du statut du foncier. L'abattage systématique de gros arbres pour l'installation des champs de melon à pistache (*Citrullus lanatus*) ("Ngon" en langue locale) comme "Tête de rotation", tel que souvent pratiqué en forêt primaire (ou secondaire) est évité dans ces espaces. Au-delà de cette précarité du foncier, le paysan a une logique d'économie de travail, en effet, il ne pourra pas fournir plus d'efforts sur une terre qu'il n'exploitera que pendant peu de temps (l'espace d'un an environ par exemple).

Dans la FC, où le PSG autorise les pratiques agricoles, le paysan adopte la même attitude vis-à-vis du potentiel ligneux qui est laissé en place. Ici, la raison est de valoriser cette ressource ligneuse en la "vendant" à la communauté à travers la FC lorsque celle-ci entrera en activité.

Dans tous les cas, on est en droit de dire que les populations ne tiennent pas compte des limites pour l'extension des pratiques agricoles, mais adaptent des techniques appropriées au statut du foncier mis en valeur.

4.2 L'IMPACT DES NOUVEAUX OUTILS DE GESTION FORESTIERE SUR LA CHASSE ET LA PECHE

4.2.1 L'impact sur la chasse

Plusieurs méthodes de chasse ont cours dans le village : la chasse à courre, *Abiem* ou *Ngbwassa* en langue locale ; les pièges à gibiers (au collet, au nœud coulant) appelés *Melam* en Fang ou la chasse au fusils (en journée et/ou en nocturne à l'aide d'une lampe frontale). D'après nos entretiens avec les populations du village, la chasse se pratique dans toutes les forêts du village, excepté dans les limites du SAGM et ce, depuis l'arrière des cases, le long des pistes reliant le village aux champs et plantations, et dans la forêt lointaine. Généralement, le chasseur / piègeur dispose d'un réseau de pistes le long desquelles il tend ses pièges et s'en réserve le droit exclusif de cette pose dans une partie de la forêt donnée. Théoriquement, la chasse se pratique dans les limites du terroir villageois et seuls les autochtones (*Bantou* et pygmées *Baka*) ont le droit exclusif de chasse. Certains allochtones ayant des liens familiaux particuliers avec un membre de la communauté villageoise peut faire une partie de chasse, c'est le cas d'un neveu, d'un cousin maternel ou d'un gendre. La chasse aux pièges se fait à l'aide des câbles en fil de fer, et non au moyen d'outils confectionnés à partir de matériaux d'origine végétale telle que la chasse traditionnelle est prescrite par la loi (art. 2 (20) du Décret 95/466 du 20 juillet 1995). La chasse est une activité qui se pratique pendant toute l'année, cependant, la saison de prédilection est la grande saison pluvieuse (août - décembre) pendant laquelle le gibier est moins rare.

Des entretiens que nous avons eus avec l'éco-garde et le Chef de Secteur du PSAGMM, certains villageois vont cependant profondément dans le sanctuaire pour y faire de la chasse (tendre les pièges ou chasser au fusil). C'est le cas de ceux qui vont s'établir dans des campements spécifiques pendant plusieurs jours à quelques semaines. Par cette stratégie, ils espèrent échapper aux contrôles des éco-gardes qui rarement font des expéditions en forêt dans leur mission de contrôle. Particulièrement dans ce mode de chasse, le chasseur ne se limite plus aux petits rongeurs et ongulés tel que prévue par la loi, mais fait la chasse des espèces protégées de la classe A (grands singes, éléphant, buffles). C'est ainsi que les défenses d'éléphants sont saisies fréquemment dans les barrières de contrôle, en provenance de la zone Djoum et en prenant la direction de Yaoundé.

Dans les espaces de l'UFA 09-012 et de la FC, la chasse bien que réglementée, se pratique sans contrôle par les populations locales. Là-dessus, ils argumentent que la chasse est autorisée sur toute l'étendue du territoire (art. 86 (1) de la Loi 94-1 du 20 janvier 1994) par les populations riveraines.

À l'origine, la chasse au gibier est pratiquée principalement pour un appoint en protéines animales dans l'alimentation des populations du village. Il n'est cependant pas exclu que certains vendent les produits de la chasse pour se procurer un minimum de revenus à l'intersaison (mai - novembre : avant les ventes du cacao) pour l'acquisition des biens de première nécessité tels que le sel, le pétrole ou encore du savon. En effet, les produits de cette chasse illicite (braconnage) alimentent de vastes réseaux de vente de produits animaux dans les

grandes villes du pays. Ainsi, cette chasse qui autrefois se pratiquait dans un but alimentaire (autoconsommation) pour le chasseur et sa famille, s'est progressivement muté en une alternative importante source de revenus (chasse commerciale) qui tend à gagner Nkolényeng, malgré son éloignement des grands centres urbains.

Autrefois dans les années 1970 et 1980, la grande chasse était couramment pratiquée par les populations locales. Elle visait alors les buffles, les grands singes (gorilles et chimpanzés) et les éléphants. Cette chasse est aujourd'hui interdite sur toute l'étendue du territoire, ces espèces étant classées comme "espèces menacées d'extinction" dont intégralement protégées (classe A) par la législation en vigueur (art. 78 (1) (2) de la Loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 ; art. 14 et 15 du Décret 95/466/PM du 20 juillet 1995).

Pour pratiquer une telle chasse aujourd'hui, le paysan (chasseur) doit se soustraire de toute attention portée sur son départ en forêt. Ceci permet d'échapper à tout contrôle et au réseau d'informateurs que l'équipe de contrôle du sanctuaire a disposé dans le village. C'est ainsi que les pygmées *Baka*, qui avaient coutume de faire une danse rituelle (consultation de leur dieu : "*Edjengi*") avant le départ pour une grande chasse, ne la pratique plus aujourd'hui, de peur d'ameuter toutes les équipes de contrôle de la zone.

4.2.2 L'impact sur la pêche

Pratiquée par les populations locales autochtones, la pêche est une activité qui se pratique beaucoup plus en saison sèche. L'absence de grandes rivières dans le terroir villageois n'a pas assez développé les activités de pêche. Cependant dans le village, les femmes pratiquent la pêche au barrage ("*Alok*") qui tend à disparaître et la pêche à la nasse, les hommes quant à eux font la pêche à la ligne ("*Minop*") ou celle au filet ("*Memvot*") qui n'est pratiquement plus d'usage. La rivière Kom l'une des plus importantes du village étant distante du village (10 km environ), quelques rares paysans y vont faire la pêche au filet qui se pratique pendant la petite saison pluvieuse et le début de la petite saison sèche (mai – juillet).

La réglementation sur la pêche continentale à travers les nouveaux modes de gestion des ressources forestières, n'a pas eu un impact significatif sur les pratiques de la pêche par les populations locales à Nkolényeng. Ceci se justifie par le fait que, le réseau hydrographique du village ne disposant pas de cours d'eau important (en débit), la pêche y est peu développée comparativement aux zones où les populations vivent à côté de grands fleuves (Ntem, Dja etc.). Du coup, cette activité occupe une moindre importance dans les pratiques des populations locales.

La chasse et la pêche sont des activités secondaires pratiquées par les populations après l'agriculture. Dans la pratique, les populations font la chasse et la pêche (dans l'UFA, le sanctuaire et la FC) sans observer une certaine réglementation telle que prévue par les textes, les structures de contrôle étant relativement absentes dans le village. La FC étant non opérationnelle, une équipe de contrôle n'est pas encore mise sur pied pour effectuer le contrôle des activités menées dans les limites de la FC. Cependant pour échapper au contrôle de l'équipe de contrôle du sanctuaire (Chef secteur et de l'éco-garde) installée dans le village, le villageois-chasseur doit exercer son activité de manière inaperçue (dans les profondeurs lointaines de la forêt). Il demeure évidemment vrai que, si les produits de cette chasse étaient destinés exclusivement pour un usage personnel, il n'aurait pas à se cacher et à aller si loin en forêt.

4.3 LA COLLECTE / RECOLTE ET LES MODES D'AMENAGEMENT A NKOLENYENG

Ces activités concernent le ramassage de plusieurs produits alimentaires, source de protéines, la cueillette des fruits et l'extraction du vin de palme et/ou de raphia appelé *Matango*. De manière exhaustive, nous citerons : les chenilles, les escargots, les termites, les larves d'insectes, les graines, les feuilles, les tiges, les écorces, les racines, les champignons, le miel les fruits et les amandes de certains fruits. La disponibilité de ces produits suit une certaine saisonnalité dans l'année, généralement pendant les périodes de fructification des essences fruitières ou la floraison (sources alimentaires des chenilles).

Suite aux nouveaux modes d'aménagement des forêts de Nkolényeng et surtout de l'environnement socio-économique, certaines essences forestières ont pris de la valeur. C'est ainsi que le Moabi (*Baillonella toxisperma* Pierre) qui produit une huile d'excellente qualité et très appréciée ("*Mboñ medjap*"), l'amande de la mangue sauvage ("*N'dok*") (*Irvingia gabonensis*) qui est très prisée et utilisée dans la cuisson des sauces et vendu à des prix élevés dans le marché local (Sangmélima), ont subi une appropriation par privatisation forte ces dernières années. Il en est de même pour l'Ezésang (*Ricnodendron heudelotii* Pierre ex Pax), qui joue un rôle important dans les économies des ménages avec la vente des amandes qui rapportent bien sur le marché local. Dans cette forêt, on rencontre également d'autres fruitiers forestiers tel que le *Trichoscypha acuminata* de la famille des Anacardiaceae. Ses fruits sont des drupes de couleur rouge à rouge foncé, veloutées, à poils blancs caducs groupés en grappes de 20 à 100 fruits suivant l'année (Vivien & Faure, 1996). Ce sont des fruits sucrés et sont utilisés comme coupe-faim.

Ces activités sont livrées par tous sauf dans le cas où l'arbre fruitier est situé dans une jachère appartenant un individu dans les forêts proches du village, tandis que dans la forêt lointaine, la ressource est commune à tous et c'est donc au premier arrivant qu'appartient la ressource (Tableau 3).

La valorisation de ces PFNL par les populations ne découle pas seulement des nouveaux modes d'aménagement, mais de l'environnement économique dans lequel vit le villageois de Nkolényeng. En effet, depuis quelques années avec la chute des prix du cacao dans la région, la contribution des PFNL a été nette dans l'économie des ménages et à la sécurité alimentaire, voire à l'économie nationale (commerce avec le Gabon frontalier) (Bikié et *al.*, 2000).

De même, les essences de ces familles (Sapotaceae, Malvaceae, Combretaceae etc.) donnent également des produits ligneux de grande qualité. Le démarrage effectif des activités de la forêt communautaire et de l'exploitation de l'UFA 09-012, tendra à diminuer la densité de ces espèces (fruitières) très importantes pour l'alimentation des populations locales si elles ne sont pas protégées (PSG ou Concertation des riverains avec les concessionnaires forestiers). Ceci entraînera des conséquences certaines sur les pratiques des populations de Nkolényeng.

4.4 LES ESPACES RESERVES AUX DIFFERENTES ACTIVITES DES POPULATIONS LOCALES

Dans le SAGM, les anciennes plantations cacaoyères sont toujours mises en exploitation (entretien sans extension), malgré l'interdiction formelle de toute activité agricole dans les limites de cette aire protégées. Les cultures vivrières sont installées dans les espaces réservés à la FC de Nkolényeng.

En principe, avec un finage villageois de 1.500 ha (15 km²) réservé aux activités agricoles, environ 930 ha constituent des terres agricoles, d'après les chiffres de l'inventaire d'aménagement effectué dans le cadre de l'élaboration du PSG de la FC du village. Globalement, avec une population de 324 habitants, la densité de la population est d'environ de 21,6 habitants / km², mais cependant, avec seulement 930 ha de terres agricoles, cette densité monte à 34,8 habitants au km², largement supérieure aux densités de 20 habitants / km² préconisées par Boserup (1965) pour une pratique d'agriculture itinérante sur brûlis en zone de forêt. En conséquence, la pression sur la ressource foncière sera relativement beaucoup plus importante dans le village, ce qui expliquerait aussi bien l'extension des activités agricoles dans les limites de l'UFA que la réduction de moitié des temps de jachère (qui sont passés de 15 - 20 ans à 7 - 10 ans), observées dans le village lors de nos enquêtes et entretiens. Cependant, si l'on tient compte du nombre d'unités de production familiale (54 foyers ou 54 UPF), nous aurons 17 ha / UPF, ce qui représente une faible proportion pour un système de culture en zone forestière.

La chasse est pratiquée aussi bien dans les limites de l'UFA que dans les espaces agricoles et dans la FC. Dans les forêts proches, la chasse dure quelques heures, tandis que dans les forêts éloignées, elle se fait avec des séjours plus ou moins long (de quelques jours à quelques semaines) dans des campements spécifiques. Le chasseur qui a la maîtrise exclusive de la pose des pièges le long de sa piste, n'a cependant pas le droit exclusif d'accès. Le milieu n'étant pas clos, il est ouvert à d'autres personnes exerçant des activités autres et non concurrentielles. Il est important de noter que les activités des tiers ne doivent pas nuire à l'état (intégrité) de la forêt, de peur d'éloigner les animaux. Des litiges surviennent le plus souvent dans de tels cas.

Spatialement, les activités se prêtent aux potentialités de chaque aire et tiennent théoriquement compte des différents aménagements forestiers du finage villageois, qui est bien antérieur de ces modes de gestion des ressources. Concrètement, le paysan essaye de mettre en valeur certains espaces forestiers qui n'ont pas un système de contrôle effectif (UFA), tout en adaptant des techniques agricoles en fonction de l'affectation des terres par le plan de zonage. Il en est de même de la pratique de la chasse dans cette UFA qui se fait sans observation d'une quelconque réglementation, car aucun système de contrôle n'existe plus pour cette forêt de production.

4.5 LES ESPECES USITEES DANS LES PRATIQUES A NKOLENYENG

Plusieurs espèces sont utilisées pour l'alimentation humaine, comme plantes médicinales, comme bois d'œuvre et comme bois de service et/ou de chauffe. Les PFNL, c'est-à-dire les gibiers, les écorces, les feuilles, les racines et autres auront un usage beaucoup plus alimentaire. Parmi les essences précitées et leurs utilisations, s'ajoutent par exemple le Padouk (rouge ou blanc) (*Pterocarpus soyauxii*) qui sert à la fabrication des instruments de musique "Medjang", ou encore le Moabi (*Baillonella toxisperma*) qui est multi usage, ou enfin le manguier sauvage "Ndok" (*Irvingia gabonensis*).

Certaines essences sont sacralisées et utilisées dans les pratiques médico-magiques et fétichistes (fabrication des talismans, porte-bonheur et protection contre les envoûtements et autres mauvais sorts).

Actuellement, avec l'instauration des nouvelles formes d'aménagement dans le village Nkolényeng (SAGM, UFA et FC), la chasse est "théoriquement limitée" aux petits rongeurs

et aux petits ongulés. La grande chasse (Buffle, éléphant et grands singes) est abandonnée pour ne pas enfreindre la réglementation en vigueur. Or, la chasse au gorille et à l'éléphant fait partie de l'essence culturelle Fang, si l'on en croit à cet adage familial du coin qui dit que : *“Un Fang ne se reconnaît tel quel, qu'en consommant la viande de l'éléphant”*. Une modification des habitudes alimentaires est peut-être entrain de connaître le jour à Nkolényeng en particulier, et chez le Fang en général, si l'on s'en tient à ce discours.

Cependant dans la pratique, la grande chasse (primates, gorille, buffle, sanglier etc.) se fait de manière plus discrète aussi bien dans le sanctuaire que dans l'UFA. Cette attitude de vouloir échapper aux contrôles prouve que ces populations connaissent les lois et règlements pour l'accès à la ressource, c'est dans cette optique qu'elles essayent de contourner ces lois en dissimulant ses activités. Il n'y avait pas longtemps lors de notre passage que la gendarmerie d'Oveng emmenait un paysan d'un village voisin à Djoum pour avoir abattu un gorille (animal de la classe A).

4.6 IDENTIFICATION DES UTILISATEURS ET USAGES DE LA RESSOURCE

L'accès à la ressource dépendra du statut de la ressource et de sa localisation géographique (Tableau 2), du statut social de l'utilisateur (membre ou non de la communauté villageoise) et du genre de l'utilisateur (homme ou femme). Cet accès sera aussi fonction de l'état de la ressource (rare ou abondante). Lorsque la ressource est abondante, les droits d'accès ne sont pas restreints comme c'est le cas des ressources rares. Lorsque la ressource se raréfie, la tendance à son appropriation par privatisation s'accélère. C'est le cas de la mangue sauvage (*Irvingia gabonensis*, du Moabi ou *Baillonella toxisperma* dans les jachères de forêts proches).

Les utilisateurs sont variés, cependant, le mode d'utilisation de la ressource dépend du groupe auquel appartient l'utilisateur (résident permanent ou temporaire, autochtone, propriétaire ou légataire). De même, ces modes d'utilisation et de mise en valeur de la ressource dépendront également de l'état et du statut de la ressource (commune à tous, en propriété, restreinte à un groupe et autres) (Tableau 2).

Quant à l'utilisation de la ressource forestière à Nkolényeng, celle-ci n'échappe pas à la lecture faite par Lescuyer (2005) selon laquelle : *la dynamique d'usage des ressources forestières par les populations du sud-Cameroun est fortement déterminée par le système de parenté qui existe entre les villageois* et qui présente d'après cette analyse, plusieurs niveaux d'imbrications (Annexe 23). L'utilisateur de la ressource (foncière, forestière) dispose d'une marge d'utilisation en fonction du lien qui le lie avec le détenteur légal de la ressource (s'il ne détient que le droit d'usage). Contrairement à certaines sociétés de l'Est Cameroun où un individu à lui tout seul n'a pas le droit de disposition de la ressource ligneuse dans son foncier (Lescuyer, 2000), le propriétaire ici à Nkolényeng peut mener toutes les transactions possibles avec “son arbre”. Seules les transactions sur le foncier exigent la présence de tous les membres de la famille, pour qu'une décision soit prise, dans le sens d'une concession foncière définitive.

En outre, comme l'affirme si bien Karsenty (2000), le problème particulièrement aigu dans le village (qui se trouve près d'une aire protégée), est celui que les populations ont le sentiment que la conservation de la faune à travers le sanctuaire à gorilles les prive des revenus fauniques de la forêt et limite leur espace géographique destinée aux activités agricoles. À travers nos entretiens, il ressort avec certitude que ce malaise (frustration) est notable dans le

village Nkolényeng. L'attitude de résignation semble gagner les populations car ici, ne dit-on pas que : *“On ne gagne jamais un combat contre l'État”*.

N'ayant pas participé aux différents processus de conception et d'élaboration de ces modes de gestion forestière à travers les UFA et le sanctuaire à gorilles, il est évident que les besoins réels de ces populations n'ont pas été pris en compte, encore moins la satisfaction de leurs attentes qui n'ont d'ailleurs pas été identifiées.

4.7 UNE MISE EN ŒUVRE DES MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET QUI TARDE A DECOLLER

- La foresterie communautaire (FC)

Le manque de routes carrossables dans les villages reculés du pays où les forêts communautaires sont attribuées aux communautés riveraines, rend ceux inaccessibles à certaines saisons de l'année. L'évacuation des PFL (bois d'œuvre) que ces populations sont censés exploiter dans les limites de leur FC reste incertaine. Il en est de même du manque de moyens financiers adéquats et des capacités techniques qui font défaut aux populations ayant des FC, pour une exploitation rationnelle rentable à ces communautés, capable d'impulser un réel développement socio-économique local.

À cela s'ajoutent les lenteurs dues à une administration trop lourde et un manque de volonté de dévolution de pouvoirs à des entités communautaires sur la gestion des forêts et des ressources naturelles par les gestionnaires traditionnels de la faune et de la forêt que sont : les responsables des administrations en charge de la forêt et de la faune (MINFOF) et ceux de l'administration territoriale.

- Les espaces protégés (AP)

Les aires protégées créées dans le pays tel que le SAGMM l'ont été sans participation des populations riveraines, ni dans la définition de leurs objectifs ou de leur délimitation géographique (Plan de Zonage). Ce qui entraîne la non prise en compte des besoins de ces populations à qui il est demandé cependant de participer pour la réalisation des objectifs de ces projets d'aménagement.

Les alternatives à l'exploitation des ressources naturelles (fauniques) par les populations locales promises par ces projets n'ont pas vu le jour. En effet, ces alternatives consistent généralement à la mise en place des projets de développement communautaires, financés par les projets d'aménagement de ces espaces naturelles.

- Les forêts de production (UFA)

La redistribution de la RFA qui constitue un des outils de gestion participative des forêts de production au Cameroun, transite par les mairies qui ne jouent pas toujours leur rôle de distribution de la redevance aux populations concernées. C'est ainsi que cette redevance forestière annuelle est généralement détournée par ces responsables locaux.

En outre, les UFA et leurs cahiers des charges comportent certaines clauses particulières en terme d'obligations de l'exploitant en matière financière, de transformation de bois et de réalisation d'œuvre sociales, ne sont pas toujours respectées vis-à-vis des populations locales.

De ce qui précède, on est en droit de dire qu'il existe des entraves à la mise en œuvre effective de ces modes formels de gestion de la forêt et des ressources naturelles au Cameroun.

4.8 L'EXPLOITATION DU FONCIER ET DES PFNL

Dans le village de l'étude, la tenure va de la "*Propriété privée*" à la "*Squattérisation*" en passant par les modes de jouissances dont les droits sont relativement sûrs d'usage tels que, le métayage et l'emprunt des terres. Suite aux entretiens que nous avons menés à Nkolényeng, il ressort le constat selon lequel les paysans cultivent des cultures pérennes (agroforesterie avec le cacaoyer) sur des terres où leurs droits étaient les mieux assurés, et pratiquaient les cultures annuelles là où leurs droits étaient plus précaires. C'est ainsi que dans les jachères des paysans situées dans l'UFA, ils y pratiquent une agriculture vivrière, malgré la connaissance du statut juridique de celle-ci et savent bien qu'il est interdit de mener les activités agricoles dans une telle forêt. En outre, sur le terrain, les populations adoptent de plus en plus une stratégie d'"*abattis-brûlis réduit*" en laissant sur les champs de vivriers, les espèces ligneuses commercialisables, dans l'espoir de les valoriser le moment venu pendant le démarrage des activités de la FC.

Au vu de ce qui précède (relatif au potentiel ligneux épargné par l'abattis dans la FC), on est en droit de dire que l'implication et la participation effective des populations locales dans une politique de gestion de la forêt, incitent celles-ci à mieux adhérer aux objectifs de cette forme de gestion. Tel a été le cas de cette FC où les populations de Nkolényeng se sont impliquées et se sont appropriées du projet de foresterie communautaire comme si c'était leur initiative.

En les impliquant dans tous les processus depuis la conception, l'élaboration et la mise en œuvre (exécution), les populations ont le sentiment d'être au centre des décisions (du projet). Du coup, elles chercheront à mieux comprendre les objectifs (sans désintéressement), vont les intégrer progressivement dans leurs pratiques et leurs logiques, dans le but de satisfaire les besoins individuels à l'intérieur de la collectivité et partant, participent pour l'intérêt général (options des politiques nationales).

Concrètement à Nkolényeng, les pratiques des populations locales ont peu changé, mais tout juste dans le but d'échapper à la menace qui pèse sur leur "richesse" (la forêt).

Les PFL et les PFNL participent d'une manière évidente aux revenus des ménages en zone forestière. Pour être efficace dans le registre des politiques nationales de gestion des ressources naturelles forestières, il ressort de cette étude que :

- L'augmentation du degré d'implication et de participation des populations locales concourt à leur adhésion aux objectifs de cette politique et par conséquent, à une gestion efficiente du couvert forestier ;

- Le financement effectif des alternatives des sources de revenus des populations locales permet d'atténuer la pauvreté dans ces zones et contribuer au développement économique et social de celles-ci. Ceci emmènera le paysan à exercer une pression moins élevée sur la ressource forestière (qui constitue sa seule "richesse") dans la satisfaction de ses besoins vitaux individuels. Il apparaît pertinemment que cette situation de paupérisation l'emmène à contourner les mécanismes de contrôle dans le prélèvement de la ressource et partant, d'adhérer moins aux objectifs des projets (qui sont restrictives pour sa survie) qui leurs sont imposés.

Il s'agira enfin, de mieux articuler ces deux options pour le développement économique des communautés rurales qui inciteront ces communautés à mieux protéger le couvert forestier dans leur environnement immédiat.

BIBLIOGRAPHIE

- Aka E. L.**, 2005. *Diagnostic agraire du village Kédia Mbam et Inoubou Cameroun*. Mémoire du Diplôme d'Agronomie Tropicale (DAT) du cycle d'Etudes Supérieures d'Agronomie Tropicale (ESAT), Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes (CNEARC), Montpellier, 114 p.
- Anonyme**, 1999. *Annuaire des statistiques du secteur agricole 1998/1999*. Cameroun, Ministère de l'Agriculture - DEPA-CES. 39-41 p. Rep. No. 004.
- Bahuchet S.**, 1996. La mer et la forêt: Ethnoécologie des populations forestières et des pêcheurs du Sud-Cameroun. *In*: Froment, A., De Garine, I., Binam Bikoï, C. & Loung, JF. (Ed.), *Actes du Colloque de Yaoundé*, Yaoundé. ORSTOM, Paris 1996.
- Bigombé Logo P.**, 2004. *Le retournement de l'Etat forestier: L'endroit et l'envers des processus de gestion forestière au Cameroun*. Yaoundé, Universités Catholiques d'Afrique Centrale (UCAC).
- Bikié H., Collomb J.G., Djomo L., Minnemeyer S., Ngoufo R. & Nguiffo S.**, 2000. *Aperçu de la situation de l'exploitation forestière au Cameroun*. Washington DC, Un rapport de l'Observatoire Mondial des Forêts - Global Forest Watch. World Resources Institute (WRI). 66 p.
- Borrini-Feyerabend G.**, 1997. Gestion participative des aires protégées: L'adaptation au contexte. *Série sur les Politiques Sociales*, 5, 80.
- Boserup E.**, 1965. *The conditions of agricultural growth*. Chicago, Aldine.
- Brady N.C.**, 1996. *Alternative to Slash-and-Burn: A Global Imperative*. 3-11 p. Agricultural Ecosystems and Environment, Vol. 58.
- Bruce J. W.**, 1991. *Foresterie communautaire. Evaluation rapide des droits fonciers et propriété de l'arbre et de la terre*. Rome, FAO, 88 p. Note sur la Foresterie Communautaire, Vol. 5.
- Buttoud G.**, 2001. *Gérer les forêts du Sud : l'essentiel sur la politique et l'économie forestières dans les pays en développement*. l'Harmattan ed. Bonchamp-Lès-Laval, 255 p.
- Courade G.**, 1994. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Karthala ed. Paris, 409 p. Economie et Développement.
- D'Arcy D.C.**, 1993. *Foresterie communautaire. Diagnostic, Suivi et Evaluation participatifs*. Rome, FAO, 134 p. Note sur la Foresterie Communautaire, Vol. 2.

- Diaw M.C.**, 1997. *Si Nda Bot et Ayong: Culture itinérante, occupation des sols et droits fonciers au Sud-Cameroun*. ODI, Portland House ed. Londres, 32 p. Réseau forestier pour le développement rural.
- Emerit A. & Lescuyer G.**, 2003. Trois étapes pour la gestion viable de la forêt camerounaise: comprendre, énoncer, concilier les logiques d'acteurs. *Sociologie Pratiques* (7), 29-48.
- Essam S.**, 2001. *Intégration de la biodiversité dans les procédures d'évaluation environnementales; cas du Cameroun*. GEF, PNUE, PNUD.
- Forum R. A.**, 2006. [mis à jour]. *Les présupposés des particularismes et ce qu'ils risquent. 2: l'Etat diffus et la fin de la Société civile* [en ligne]. Disponible sur Internet, <http://raforum.apinc.org/article.php3?id_article=1022>, [consulté le 12 mai 2006].
- GFW**, 2005. [mis à jour]. *Feedback* [en ligne]. Global Forest Watch. Disponible sur Internet, <<http://www.globalforestwatch.org/english/about/feedback/loyer.htm>>, [consulté le 29/08/2006].
- IFB**, 2005. [mis à jour]. *Tout savoir sur l'IFB* [en ligne]. Institut Français de la biodiversité. Disponible sur Internet, <http://www.gis-ifb.org/tout_savoir_sur_1_ifb>, [consulté le 20/09/2006].
- Karsenty A.**, 2000. Nature et enjeux de la gestion forestière décentralisée. In: P. Collas de Chatelperron (Ed.), *Gestion durable des forêts au Cameroun: Vers une foresterie responsable, contribution du projet Forêts et Terroirs*, Yaoundé, 3-6 juillet 2000. Montpellier, Cirad-Minef-Onadef-O.N.F., 2001, pp. 121-124.
- Karsenty A.**, 1999. Vers la fin de l'Etat forestier? Appropriation des espaces et partage de la rente forestière au Cameroun. *Politique Africaine*, 75, 147-161.
- Laburthe-Tolra P.**, 1981a. *Essai de synthèse sur les populations dites "Betis" de la région de Minlaba, sud du Nyong*. Paris, CNRS. The contribution of Ethnological Research to the History of Cameroon Cultures.
- Laburthe-Tolra P.**, 1981b. *Les Seigneurs de la forêt. Essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes éthiques des anciens Bétis du Cameroun*. Paris, Publication de la Sorbonne. 470 p.
- Le Plaideur A.**, 1985. *Les systèmes agricoles en zones forestières : les paysans du Centre et du Sud Cameroun*. Thèse de Doctorat 3^e cycle en économie rurale, Université Montpellier I, Montpellier, 110-180 p.
- Le Roy E., Karsenty A. & Bertrand A.**, 1996. *La sécurisation foncière en Afrique: Pour une gestion viable des ressources renouvelables*. Karthala ed. Paris, 388 p.
- Lescuyer G.**, 2005. Formes d'action collective pour la gestion locale de la forêt camerounaise: organisations "modernes" ou institutions "traditionnelles"? *VertigO - La Revue électronique en Sciences de l'Environnement*, 6 (3).

- Lescuyer G.**, 2000. *Evaluation économique et gestion viable de la forêt tropicale: Réflexion sur un mode de coordination des usages d'une forêt de l'Est-Cameroun*. Thèse de Socio-Economie du Développement, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 417 p.
- Letouzey R.**, 1985. *Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1:500 000; SC: Domaine de la forêt dense humide semi-caducifoliée*. Yaoundé, IRA (Herbier national), avec groupements n° 136 à 184, 63-94 p. Institut de la Carte Internationale de la Végétation - Toulouse.
- Méthot P. & Mertens B.** (Eds.), 2005. *Atlas forestier interactif du Cameroun (Version 1.0): Document de synthèse*. Washington DC, World Resources Institute (WRI), 37 p.
- Poissonnet M., Parmantier A., Wyngaarde B., Bifané Elle E., Demenois J. & Lescuyer G.**, 2006. Espoirs et difficultés du transfert de la gestion forestière à deux communautés de Guyane et du Cameroun. *Bois et Forêts des Tropiques*, 289 (3), 5-16.
- Poissonnet M.**, 2005. *Mise en oeuvre de la gestion décentralisée au Cameroun: impacts politiques, socio-économiques et environnementaux d'un processus en apprentissage*. Mémoire de DIAT option FRT, Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF), Montpellier, 146 p.
- Santoir C. & Bopda A.**, 1995. *Atlas régional Sud-Cameroun*. Paris, MINREST, INC-ORSTOM, 53 p.
- Sock B. & Soua N.**, 2004. *Monographie des villages périphériques au SAGM : village Nkolényeng*. Yaoundé, Jane Goodall Institute - JGI.
- Vansina J.**, 1990. *Paths in the rainforests. Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*. Madison, The University of Wisconsin Press.
- Vivien J. & Faure J.J.**, 1996. *Les fruitiers sauvages d'Afrique*. Nguila Kerou ed. Clohars Carnoet (France), 614 p.
- Weber J.**, 1997. Structures agraires et évolution des milieux ruraux: le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. *Série Sciences Humaines*, XVI.

ANNEXES

ANNEXE 1 - LISTE DES ESSENCES IDENTIFIEES DANS LA ZONE

NOM COMMERCIAL	NOM SCIENTIFIQUE	FAMILLE	NOM VERNACULAIRE (FANG)
Aïelé	<i>Canarium schweinfurthii</i> Engl.	Burseraceae	Abeul
Alep	<i>Desbordesia glaucescens</i> Tiegh	Simaroubaceae	Omang
Aningré	<i>Aningeria altissima</i> ; <i>A.robusta</i> Aubr.& Pellegr.	Sapotaceae	Abam
Assamela (Afrormosia)	<i>Péricopsis elata</i> (Harms) Van Meeuwen	Fabaceae	Obang
Ayous	<i>Triplochiton scleroxylon</i> K.Schum	Malvaceae	Ayos
Bilinga	<i>Nauclea diderrichii</i> Merrill	Rubiaceae	Akondok
Dabema	<i>Piptadeniastrum africanum</i> (Hook.F.) Brenan	Mimosaceae	Tom/Atui
Diana	<i>Celtis spp</i> Engl.	Ulmaceae	Odou
Doussié Rouge et Sanaga	<i>Afzelia bipindensis</i> Harms & Smith ex Pers	Cesalpiniaceae	Andoung
Emien	<i>Alstonia boonei</i> De Wild.	Apocynaceae	Ekouk
Ezésang	<i>Ricinodendron heudelotii</i> Pierre ex Pax	Euphorbiaceae	Ezesang
Fraké/Limba	<i>Terminalia superba</i> Engl. & Diels	Combretaceae	Akom
Fromager	<i>Ceiba pentandra</i> (L.) Gaertn.	Bombacaceae	Doum
Ilomba	<i>Pycnanthus angolensis</i> (Welw.)Warb.	Myristicaceae	Eteng
Iroko	<i>Milicia excelsa</i> (Welw.) Berg.	Moraceae	Abang
Lati	<i>Amphimas spp</i> Pierre & Harms	Leguminoseae	Edjin
Moabi	<i>Baillonella toxisperma</i> Pierre	Sapotaceae	Adjap
Movingui	<i>Distemonanthus benthamianus</i> Baill.	Cesalpiniaceae	Eyen
Okan	<i>Cylicodiscus gabonensis</i> Harms	Mimosaceae	Edoum
Padouk R.	<i>Pterocarpus soyauxii</i> Taub.	Fabaceae	Mbel
Sipo	<i>Entandrophragma utile</i> Sprague	Méliaceae	Asseng-assié
Tali	<i>Erythrophleum ivorense</i> A.Chev.	Cesalpiniaceae	Elon
Tchitola	<i>Oxystigma oxyphyllum</i> (Harms)Léonard	Cesalpiniaceae	Kitola
Tiama	<i>Entandrophragma angolensis</i> (Welw)C.DC	Méliaceae	Abeubegne
Wengé	<i>Millettia laurentii</i> De Wild.		Awongo

Sources : Herbar National du Cameroun ; Poissonnet, 2005

ANNEXE 2 - SUPERFICIE DES CONCESSIONS DE 1959 A 1999

ANNEE	SUPERFICIE DES CONCESSIONS (EN MILLIERS D'HECTARES)	SUPERFICIE DES CONCESSIONS EN % DU TOTAL DE LA SUPERFICIE EN 1992 ET 1993
1959 (Concessions abandonnées et actives)	1 886	8
1971 (Concessions abandonnées et actives)	8 995	39
1995 (Concessions abandonnées et actives)	14 124	62
1999 (Concessions abandonnées, actives et en cours d'attribution)	17 329	76

Source : WCMC et CETELCAF citées par Bikié et *al.*, 2000

ANNEXE 3 - SURFACE COMPAREE FORESTIERE, DES CONCESSIONS, ET DES FORETS PROTEGEES

Superficie forestière en 1993	28,8 millions d'hectares
Superficie protégée	1,4 million d'hectares
Superficie forestière non protégée	21,4 millions d'hectares
Superficie des concessions en 1999	7,7 millions d'hectares
Superficie protégée en % de la surface forestière en 1993	6,1 %
Superficie des concessions en 1999 en % de la superficie forestière non protégée	36 %
Superficie cumulative des concessions pour 1959-1999 en % de la superficie forestière non protégée	81 %
Source : WCMC et CETELCAF citées par Bikié et <i>al.</i> , 2000	

ANNEXE 4 - SITUATION DES SOCIETES FORESTIERES ET FILIALES AU CAMEROUN

SOCIETES (FILIALES)	SUPERFICIE DES CONCESSIONS EN 1998/99 (EN MILLIERS D'HA)	SUPERFICIE TOTALE DES CONCESSIONS EN % EN 1998/99
Thanry (CIBC, SAB, SEBC, CFC, Prenant)	650	16
Bolloré (La Forestière de Campo, SIBAF°)	412	10
Coron	212	5
Alpi (Alpicam, Grumcam)	204	5
Hazim (SFH)	157	4
Rougier (SFID)	132	3
Decolvenaere (SOTREF, SFIL)	75	2
Itallegno (ECAM)	69	2
Vasto-Legneault (SEFAC)	63	2
Pasquet (Pallisco)	61	1
<i>Autres</i>	2 019	50
TOTAL	4 054	100

Source : Méthot P. & Mertens B. (Eds), 2005

ANNEXE 5 - REPARTITION DE LA NATIONALITE DES DIFFERENTS CONCESSIONNAIRES AU CAMEROUN

NATIONALITE	SUPERFICIE DES CONCESSIONS ATTRIBUEES EN 1998 / 1999 (EN MILLIERS D'HECTARES)	SUPERFICIE TOTALE DES CONCESSIONS EN 1998 / 1999 (EN %)
Française	1 466	36
Libanaise	423	10
Italienne	353	9
Belge	75	2
Autres Étrangers	13	0
Plusieurs nationalités	226	6
Étrangers et Camerounais	715	18
Indéterminée	782	19
<i>Sous-total Étrangers</i>	<i>2 330</i>	<i>57</i>
Total	4 054	100
Source : WCMC et CETELCAF citées par Bikié et <i>al.</i> , 2000		

ANNEXE 6 - RETOMBÉES DE LA FISCALITÉ FORESTIÈRE DANS LES ÉCONOMIES DU CAMEROUN ET DU GABON

MONTANT REEL PERÇU EN 1997	CAMEROUN (MILLIONS DE FCFA)	CAMEROUN (MILLIONS DE \$ US)	GABON (MILLIONS DE FCFA)	GABON (MILLIONS DE \$ US)
Taxe de superficie	1 145	1,8	66	0,1
Taxe d'exportation	29 200	46	16 672	26,3
Autres	6 408	10,1	2 140	3,4
Total	36 753	57,9	18 878	29,8

Source : Méthot P. & Mertens B. (Eds), 2005

ANNEXE 7 - SITUATION DE L'EXPORTATION DES GRUMES DES PAYS D'AFRIQUE CENTRALE

(en m³ des exportations mondiales de grumes)

PAYS	Volume de grumes exportées (milliers de m ³)						
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Gabon	1 050	1 500	1 500	1 700	1 800	3 000	1 500
Cameroun	800	850	1 150	1 304	1 101	1 706	1 280
Rép. Congo	348	340	450	450	500	213	300
Guinée Equatoriale	96	42	112	97	100	100	90
Rép. Démoc. Congo	-	-	84	73	42	127	100
Rép.Centrafricaine	133	156	216	267	406	510	510
Monde	-	-	18 351	-	-	17 685	-

Source : WCMC et CETELCAF citées par Bikié et *al.*, 2000

ANNEXE 8 - ESTIMATION DES SUPERFICIE RESERVEES AUX AIRES PROTEGEES AU CAMEROUN

(Source : UICN 1998)

AIRES PROTEGEES	SUPERFICIE UICN (HECTARES)	SUPERFICIE ETAT (HECTARES)	SUPERFICIE SPATIALE WCMC (EN HA)
Campo	300 000	500 000	264 179
Dja	526 000	526 000	623 438
Douala-Edéa	160 000	-	134 293
Kimbi River	5 625	-	9 418
Korup	125 900	-	126 280
Lac Lobéké	43 000	150 000	216 850
Lac Ossa	4 000	-	5 527
Santchou	7 000	-	7 110
Total	1 171 525	-	1 387 095

ANNEXE 9 - CLASSEMENT DES CINQ PREMIERS IMPORTATEURS DES GRUMES CAMEROUNAISES, 1997

PAYS IMPORTATEUR	VOLUME RAPPORTE PAR LE CAMEROUN (MILLIERS DE M ³)	VOLUME RAPPORTE PAR LE PAYS IMPORTATEUR (MILLIERS DE M ³)	ECARTS (EN MILLIERS DE M ³)	EN % DU VOLUME RAPPORTE
Italie	297 051	59 158	- 237 893	20
Chine	276 402	319 850	+ 43 448	116
France	211 890	189 608	- 22 282	89
Philippines	202 029	4 000	- 198 029	2
Japon	200 618	118 000	- 82 618	59
Source : WCMC et CETELCAF citées par Bikié et <i>al.</i> , 2000				

ANNEXE 10 - LES AIRES PROTEGEES NATURELLES AU CAMEROUN²¹

a. Le parc national

Un parc national est un périmètre d'un seul tenant, dont la conservation et la préservation des espèces animales ou animales et d'habitats en voie de disparition, du sol et sous-sol, de l'atmosphère, des eaux, et en général, du milieu naturel présentant un intérêt spécifique qu'il importe de préserver contre toute activité de dégradation naturelle, et de soustraire à toute intervention susceptible d'en altérer l'aspect, la composition et l'évolution.

Les pollutions de toute nature y sont interdites ainsi que les activités d'extraction minière ou industrielle. La chasse et la pêche y sont réglementées. De même, les activités agricoles, pastorales et forestières ou encore l'introduction d'espèces animales exogènes y sont interdites, sauf cas particulier et sur autorisation spéciale du ministre chargé de la faune.

b. Les réserves de faune

Ce sont des aires mises à part pour des objectifs de conservation, d'aménagement et de propagation de la vie animale sauvage, de même que la protection et l'aménagement de son habitat. Excepté une autorisation express du ministre chargée de la faune, la chasse est proscrite dans cette zone, de même que l'habitation ou certaines activités anthropiques y sont réglementées ou tout simplement interdites.

c. Les zones d'intérêts cynégétiques

Les zones d'intérêts cynégétiques sont des aires protégées réservées à une chasse réglementée pratiquée soit par une personne physique soit par une personne morale. Cependant, aucun acte de chasse ne peut être perpétré contre des espèces intégralement protégées.

d. Les sanctuaires de faune

Ce sont des aires de protection dans lesquelles seules les espèces animales nommément désignées bénéficient d'une protection absolue, tel est le cas du sanctuaire à Gorilles de Mengamé.

e. Une zone tampon

Une zone tampon est une aire protégée située à la périphérie de chaque réserve naturelle et destinée à marquer la transition entre ces aires et les zones d'intérêt autre où les activités anthropiques sont librement pratiquées.

Chaque acte portant création d'une aire protégée fixe au préalable les limites de sa zone tampon.

f. Les jardins zoologiques (game-ranches) de l'Etat

Les jardins zoologiques sont des sites créés et aménagés autour des agglomérations pour un intérêt récréatif, esthétique, scientifique ou culturel et regroupant des espèces d'animales sauvages, indigènes ou exotiques bénéficiant d'une protection absolue.

²¹ Les définitions relèvent du Recueil des textes officiels réglementant la gestion forestière au Cameroun.

ANNEXE 11 : LES RESERVES FORESTIERES²²

1. Les réserves écologiques intégrales

Ce sont des périmètres dont les ressources de toute nature bénéficient d'une protection absolue, afin de le conserver intégralement dans son état climaxique. Toute intervention humaine y est strictement interdite.

2. Les forêts de productions

Ce sont des périmètres destinés à la production soutenue et durable de bois d'œuvre, de service ou de tout autre produit forestier. Les droits d'usage en matière de chasse, de pêche et de cueillette y sont réglementés.

3. Les forêts de protection

Ce sont des forêts destinées à la protection d'écosystèmes fragiles ou présentant un intérêt scientifique. Toute intervention humaine autre que scientifique y est interdite.

4. Les forêts de récréation

L'objectif de ces forêts est de créer et/ou de maintenir un cadre de loisirs, en raison de son intérêt esthétique, artistique, sportif ou sanitaire. Toute activité d'exploitation forestière et/ou de chasse y est interdite. Toutefois, afin d'améliorer le cadre de loisirs, certains aménagements y sont autorisés tels que : l'aménagement des sentiers pédestres, d'aires de repos et le nettoyage de la forêt.

5. Les forêts d'enseignement et de recherche

Les forêts d'enseignement et de recherche sont celles dont l'objet est de permettre la réalisation exclusive des travaux pratiques par des étudiants en sciences forestières, et de projets de recherche scientifique par des organismes reconnus à cet effet

6. Les sanctuaires de flore

Ce sont des espaces destinés à la protection absolue de certaines espèces végétales endémiques. Toute action pouvant concourir à la destruction des espèces concernées y est interdite. Les activités éventuelles qui y sont autorisées ou prosrites sont fixées par l'acte de classement du sanctuaire.

7. Les jardins botaniques

Ce sont des sites aménagés dont la destination est la conservation et l'association des plantes spontanées ou exotiques bénéficiant d'une protection absolue, dans un but scientifique, esthétique ou culturel.

²² Les définitions relèvent du Recueil des textes officiels réglementant la gestion forestière au Cameroun.

8. *Les périmètres de reboisement*

Les périmètres de reboisement sont des terrains reboisés ou destinés à l'être, et dont l'objectif est la production de produits forestiers et/ou la protection d'un écosystème fragile. Toute autre activité autre que le reboisement y est réglementée.

ANNEXE 12 : LA COGESTION ADAPTATIVE DES FORETS (ACM)²³

La Cogestion adaptative présume que « la gestion de toute ressource (forestière naturelle ou quelconque) doit constamment s'adapter aux besoins changeants des populations et aux pressions exercées qui peuvent elles aussi changer au cours du temps ».

La gestion adaptative met l'accent sur les domaines d'incertitude à identifier, l'assimilation dans le cadre du processus de gestion, la résolution de conflits, et la planification d'un avenir commun. En imaginant que la gestion des ressources de la communauté est toujours source de conflit. Pour répondre à cette situation conflictuelle, une collaboration s'avère nécessaire, toutes les parties prenantes ayant chacune des intérêts spécifiques et des besoins différents, une conception différente de la meilleure façon de gérer les ressources

C'est en fait une forme de partenariat à établir avec les communautés locales et les usagers des forêts.

Au Cameroun, par exemple, depuis la fin des années 1990, le gouvernement a mis en place un cadre légal disposant la gestion forestière à quelques communautés rurales désireuses à travers des conventions. L'implication de ces groupes d'usagers du monde rurale qui participent à la gestion de leurs forêts ou, tout au moins, en principe, est une forme de cogestion.

En bref, la méthode de cogestion adaptative comporte trois grandes phases : la collaboration, l'assimilation collective et l'action collective.

La gestion forestière traditionnelle a tendance à être très rigide et autocratique. Les gestionnaires des forêts du gouvernement conçoivent des plans de gestion et édictent des règles que les populations riveraines de la forêt ou qui vivent dans les forêts doivent suivre et se doivent de les respecter. Ne pas les appliquer serait enfreindre la loi. Sous une telle situation, la population locale est rarement consultée, voire non consultée du tout et obligée de subir une réglementation qui est étrangère à son groupe, car a été adoptée sans son avis.

La méthode ACM est peut-être la solution, car l'attention est portée sur l'équité, les relations de puissance et la nécessité de faire participer tous les secteurs de la société au processus décisionnel.

²³ Borrini-Feyerabend G., 1997. Gestion participative des aires protégées : L'adaptation au contexte. *Série sur les Politiques Sociales*, 5, 80.

ANNEXE 13 : LA GESTION PARTICIPATIVE OU COGESTION DES AIRES PROTEGEES²⁴

La “*Gestion participative*” ou “*Cogestion*” des aires protégées est selon Borrini-F (1997), « *une forme de partenariat permettant aux différents acteurs intéressés de se partager les fonctions, les droits et les responsabilités relatives à la gestion d’un territoire ou d’une gamme de ressources jouissant d’un statut de protection* ».

Ces acteurs, appelés ici “Parties prenantes” (stakeholders) sont : soit l’organisme chargé de ces territoires et/ou ressources naturelles, soit les multiples associations locales d’habitants et d’utilisateurs des ressources. Les organisations non gouvernementales (ONG) y sont également incluses, ainsi que les autorités traditionnelles, les instituts de recherche, les initiatives privées ou autres.

L’UNESCO établit le concept de Réserve de la biosphère qui suppose qu’une « Aire Protégée comprend une zone centrale, un “cœur”, réservé à la conservation, une “zone tampon” pour la recherche, le déclassement et le tourisme et une “zone de transition” réservée à l’agriculture, les établissements humains et les autres utilisations des ressources naturelles par l’homme ». Les AP se caractérisent par la catégorie à la quelle elles appartiennent, mais également par leur modalité de gestion, laquelle est tributaire des conditions politiques et socio-économiques du pays où elles sont situées.

Deux modèles stratégiques prédominent dans le cadre de la gestion participative et qui ont émergés dans les années 1960 et 1970, à savoir : la gestion “exclusive” et la gestion “inclusive”.

- La gestion exclusive

C’est le modèle principalement adopté aux USA, la gestion dans ce cas oriente son action dans le but de dissocier les intérêts des communautés locales aux intérêts de l’Aire Protégée. Des options allant d’une attitude ouvertement anti-participatives au déplacement forcé des communautés résidentes dans la zone concernée. Cette position paradoxale de gestion participative fut adoptée aussi bien sur les territoires appartenant à l’Etat (DFP) que sur ceux de propriété privée, ce sera le cas des terres achetées par les ONG internationales (anglo-saxonnes) de conservation afin d’empêcher leur exploitation par des investisseurs privés rétrocéder par l’État.

- La gestion inclusive

C’est le mode de gestion très fréquent dans les pays de l’Europe occidentale, les intérêts des sociétés locales sont au centre du débat et ont été décisifs pour les AP (“le bien être de ceux qui vivent et travaillent dans les parcs nationaux doit toujours primer”). C’est ainsi que nous trouverons parfois des terres de propriété privée à l’intérieur de certaines Aires Protégées et une forte implication des administrations locales (décentralisées telles que les communes) dans la planification et le mise en œuvre des organes de gestion de ces aires.

²⁴ Borrini-Feyerabend G., 1997. Gestion participative des aires protégées : l’adaptation au contexte. Série sur les Politiques Sociales.

N.B : L'approche de gestion "exclusive" est généralement la plus appropriée pour la préservation des zones sauvages et la beauté des paysages. L'approche de gestion "inclusive" quant à elle est adaptée lorsque les terres des Aires Protégées sont habitées et que le statut de protection affecte dans une certaine mesure, les conditions de vie des populations locales.

Le modèle de gestion "exclusive" a été le plus souvent imposé dans les pays du sud, indépendamment du contexte socioculturel, environnemental et économique de ces pays dits en "développement".

Pour le Cameroun, on entend par Gestion Participative, *"Toute approche de gestion des ressources fauniques qui, dans toutes les phases de son élaboration et de sa mise en œuvre, intègre de façon optimale, les populations locales et tous les autres intervenants"*²⁵

De ces deux définitions, il ressort que l'instance de partage des fonctions, des droits et des responsabilités n'est pas définie dans le premier cas. Tandis que dans le deuxième cas, les populations sont associées depuis la phase d'élaboration jusqu'à la mise en œuvre. Dans les deux cas, aucune précision n'est faite sur la qualité de l'instance décisionnelle (Négociation ou Concertation).

Pour Patrice Bigombé Logo (2004), les enjeux : environnementaux, économiques, culturels, écologiques, politiques et sociaux de l'exploitation forestière : le développement des communautés de base à la faveur de cette exploitation relève encore d'un mythe.

L'UICN reconnaît que les chances de voir les communautés s'occuper des ressources naturelles seront bien plus grandes si on permet à ces populations d'évaluer leurs propres initiatives, de garder un certain degré de contrôle sur les ressources naturelles et sur le processus de "développement". En outre, quand elles protègent l'environnement, elles arrivent par la même occasion à satisfaire leurs besoins.

²⁵ Article 2 – Alinéa 14 du Décret n°95/466/PM du 20 juillet 1995 fixant les modalités d'application du régime de la faune, Titre I-Des dispositions générales.

ANNEXE 14 : LE DIAGNOSTIC, LE SUIVI ET L’EVALUATION PARTICIPATIFS (DSEP)²⁶

C’est un concept qui tente de palier à l’échec des méthodes traditionnelles de gestion des ressources naturelles que les pays ont toujours développés, surtout ceux du sud. Des méthodes dont l’approche est plutôt du “haut vers le bas”, selon laquelle les gestionnaires des forêts et des ressources naturelles que sont principalement l’Etat, décide des objectifs pour les communautés et demande que ces derniers adhèrent afin d’atteindre ces objectifs préfixés par les décideurs publics.

A l’inverse, l’approche “DSEP” « encourage, appuie et renforce les aptitudes existantes dans la communauté pour identifier ses propres besoins et les objectifs correspondants » (D’arcy, 1993). Cette approche est également caractérisée par un suivi et une évaluation participative de son action tout au long du projet et au besoin l’ajuster en fonction de l’évolution des besoins des acteurs internes. Le DSEP est promoteur d’une approche qui stimule les idées novatrices des acteurs internes, dynamique pour promouvoir un développement durable dans la lutte contre la pauvreté, surtout du monde rural.

En effet, le DSEP axe son travail sur l’information des intervenants internes, incite les intervenants extérieurs (animateurs de terrain) à s’informer également auprès des communautés, recherche l’avis des membres de la communauté, décide en consultation avec toutes les parties prenantes. En outre, il prône de déléguer l’autorité vers les populations concernées et tente d’atteindre les objectifs communs par l’adhésion de tous les intervenants (internes et externes).

Comme Buttoud (2001) le dit si bien, “une nouvelle manière de penser à l’action forestière est aujourd’hui impérative pour une action collective positive”, ce qu’offre en fait, les fondements du concept “DSEP”. Le concept repose sur l’idée que ce sont en définitive les communautés elles-mêmes qui doivent définir leurs objectifs et sont par ce fait même, déterminantes pour l’échec ou de la réussite du projet. La durabilité d’un projet de développement en milieu rural dépendra dans une grande mesure de la capacité des communautés villageoises à analyser, juger et expliciter leurs besoins aux intervenants externes et enfin, à trouver des différentes solutions et alternatives à leurs problèmes. Il convient donc d’appuyer ou de renforcer la capacité d’analyse des populations locales pour que celles-ci puissent elles-mêmes formuler leurs propres interrogations et y trouver des réponses. C’est dans cette optique que l’amélioration de leurs aptitudes à communiquer pour qu’elles puissent faire connaître, en termes intelligibles, leurs évaluations aux vulgarisateurs, aux centres de recherche et aux décideurs, est un gage de réussite de mise en place et d’exécution d’un projet de développement. Enfin, nous pouvons dire que le DSEP repose sur l’idée que le point de vue des communautés villageoises est primordial.

Le “Concept” en lui-même renvoie aux bases idéologiques (fondements) du DSEP qui sont axés sur les communautés locales, principales bénéficiaires des projets de développement. En

²⁶ D’Arcy D.C., 1993. Foresterie communautaire. Diagnostic, Suivi et Evaluation Participatifs. Rome, FAO, 134 p. Note sur la Foresterie Communautaire, Vol. 2

effet, selon les principes du DSEP, “le projet vient participer à la vie de la communauté plutôt que celle-ci ne participe au projet”. En d’autres termes, le projet doit s’adapter aux réalités locales de la communauté et non l’inverse. Cette approche requiert un changement radical de la perception des porteurs de projets ou intervenants extérieurs, en les invitant à envisager les externalités u travers du regard des communautés locales.

En dernière analyse, la méthode du DSEP en elle-même combine au Concept, les méthodes participatives aux outils participatifs pour la collecte de l’information et la production des données. Ce qui renforce les objectifs de durabilité et d’auto assistance, d’où un impact positif et durable est envisageable dans de telles situations.

ANNEXE 15 : LA NEGOCIATION DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES²⁷

Comme le reconnaît implicitement la méthode de cogestion adaptative (ACM), la gestion des biens en communauté ne saurait se faire sans prévenir les conflits. Chaque partie prenante ayant des intérêts à préserver et qui nécessairement vont à l'encontre des intérêts des autres intervenants (acteurs internes ou externes), ce qui est source de conflit dans la mesure où la gestion induit des changements sociaux ou techniques qui à leur tour induisent de nouveaux coûts et bénéfices, tant sociaux, qu'économiques ou politiques.

La négociation sera donc un processus mettant face à face deux groupes d'acteurs (porteurs de projets et populations locales), qui bien qu'ayant des divergences, ont une certaine interdépendance dans la mesure où leur champ d'action est commun à tous (la forêt par exemple). La recherche d'un terrain d'entente pour aboutir à une situation de non belligérance sera, ce que l'on appellera "négociation".

La négociation sous-entend une prise en compte des besoins et des intérêts de chaque partie, ses perspectives pour son avenir, et la légitimité de tous les négociateurs (stakeholders). Le but ultime étant l'élaboration d'une solution négociée à travers la participation effective de toutes les parties, car le conflit peut résulter d'une décision prise sans concertation de tous les acteurs impliqués. Cette solution négociée sera le fruit d'un dialogue entre deux ou plusieurs parties, chacune ayant des enjeux à défendre, mettra ses forces (proportionnelles aux enjeux) en valeur.

Dans sa logique d'évitement de conflits, la négociation suppose la mise en place d'un mécanisme de gestion et décisionnel, à travers un diagnostic des méthodes traditionnelles des résolutions des conflits au sein de la communauté. Elle conduira inévitablement soit au renforcement des institutions locales, soit à en créer de nouvelles sur la base des réalités traditionnelles locales. Ces dernières étant très importantes pour que les intervenants internes (populations locales) adhèrent au projet pour s'assurer de l'atteinte des objectifs du projet cadrant avec ceux de la communauté.

²⁷ Eléments de cours ENGREF, 2005-2006 : Négociations et Politiques environnementales dans les Pays en Développement. Par Maya Le Roy.

ANNEXE 16 : FAUTEUILS FABRIQUES A PARTIR DES ROTINS

(Photo Aka, juin 2006)



Le rotin (*Eremospatha spp.*) tient une place importante en vannerie, dans la fabrication des meubles légers (chaises, meubles à étagères, fauteuils, *etc.*) et est parfois utilisé comme cordage dans la construction des maisons, clôtures et autres séchoirs. Ce produit ne se rencontre qu'en pleine forêt (primaire ou secondaire ancienne).

ANNEXE 17 : GUIDE DES ENTRETIENS MENES AU COURS DES ENQUETES

- Entretiens ouverts sur l'origine du village

Entretiens semi directifs sur l'accès au foncier et les modes d'appropriation des ressources forestières naturelles (agriculture, pêche / chasse, cueillette, ramassage *etc.*).

- Agriculture :

Nombre de parcelles, jachères, plantations ; Modes d'acquisition des parcelles, modes de faire-valoir ; Surfaces exploitées, objectifs c'est-à-dire cultures pratiquées et destination des produits (autoconsommation ou vente).

- Chasse / Pêche :

Méthodes de chasse /pêche et destination des produits (autoconsommation ou vente) ; Rareté ou abondance du gibier / poisson, types (espèces les plus fréquentes) ; Quantité du prélèvement (estimée ?) (nombre d'hameçons / pièges posés) ; Saison de chasse / pêche, importance de l'activité ; Connaissance de la Réglementation et observation de celle-ci ; Limites territoriales d'exercice des activités de chasse / pêche et lieux de prélèvement.

- Cueillette, Ramassage et Collecte des PFNL :

Listing des produits de cueillette, ramassage et cueillette ; Provenance (arbres spontanés ou plantés) et destination des produits ; Réglementation (connaissance ou méconnaissance), observation de celle-ci ; Modes d'accès et de prélèvement (appropriation) ; Conflits potentiels et réels entre les usagers.

- Pharmacopée traditionnelle :

Principales parties utilisées en pharmacopée, Essences à vertus thérapeutiques ; Modes d'accès et d'appropriation, réglementation ; Destination des produits, fréquence du recours aux plantes médicinales ; Normes qui régissent la gestion des essences pharmacodynamiques ; Les pratiques ont-elles changées ?

- Bois énergie :

Principales sources d'énergie utilisée dans la cuisson des repas ; Origine du bois, rareté / abondance, choix, préférences, réglementation.

- Bois d'œuvre :

Réglementation / autorisation ; Objectifs, destination des produits ; Essences les plus usitées et leur localisation (forêts primaires, secondaires, jachères).

<p>1. Le Projet Renforcement des Initiatives pour la Gestion Communautaire des Ressources Forestières et Fauniques (RIGC)</p>
--

Objectifs général et secondaires

L'objectif principal du projet est l'appui des communautés rurales pour une gestion participative et la valorisation des ressources forestières et fauniques.

Pour atteindre cet objectif, le projet s'est fixé comme objectifs secondaires :

- l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du PSG (Toutefois, les populations doivent s'approprier impérativement du processus et minimiser davantage les coûts liés à cette activité) ;
- l'appui à l'acquisition de l'équipement pour la mise en œuvre du PSG ;
- la formation des prestataires de service (ONG, Bureaux d'études, Personnel du MINFOF) ;
- formation, information et sensibilisation de tous les acteurs concernés entre autres : les responsables locaux de l'Administration Territoriale, du MINFOF, des populations locales, des exploitants forestiers etc.

Principaux bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires du projet restent : les communautés locales rurales, les ONG et les Bureaux d'Etudes, le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF).

Résultats attendus

Comme résultats attendus nous citerons :

- l'implication des communautés à la gestion durable des ressources forestières, fauniques et les PFNL ;
- augmenter le nombre de prestataires de service dans le domaine forestier et renforcement de leur capacité opérationnelle ;
- augmenter le nombre de FC opérationnelles dans le pays et le nombre de microprojets de développement dans le monde rural ;
- améliorer le niveau de vie des communautés rurales dans tout le pays ;

²⁸ Les sources relèvent des documents des ONG, Organisations internationales et/ou des Projets respectifs.

- gérer durablement les ressources naturelles avec un impact de protection de l'environnement visible et palpable.

Financement et durée du projet

Le projet a une durée de vie de quatre ans et financé sur fonds PPTE (Pays pauvres très endettés) à concurrence de 3 milliards (3 000 000 000) de francs CFA.

Etat d'exécution

Le projet est opérationnel depuis bientôt deux ans et déjà entrepris quelques actions que l'on peut citer entre autres :

- la création d'un comité de pilotage dudit projet ;
- l'acquisition des équipements et matériels propres au projet ;
- la désignation d'un coordonnateur ;
- la sélection des structures et certains principaux gestionnaires du projet (Conseiller Technique et Comptable) ;
- notification des enveloppes budgétaires des exercices 2005 et 2006 ;
- signature des premiers contrats de travail des prestataires de service du projet.

2. Le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)

Le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) est une ONG locale qui travaille en partenariat avec des ONG internationales et certains bailleurs de fonds opérant dans le domaine forestier et la préservation de l'environnement.

Objectifs général et spécifique

L'objectif général de cette organisation est de promouvoir le développement économique et social des populations rurales à travers la conception, le montage et la réalisation des microprojets de développement dans les zones forestières du Sud-Cameroun.

Dans l'Arrondissement de Djoum, le CED a mis en place deux projets pour atteindre ses objectifs, à savoir : un projet sur la foresterie communautaire et un autre sur les droits des Pygmées Baka (*Baka's Rights*).

Principaux bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires sont les populations locales riveraines des forêts qui peuvent par là, aspirer au développement avec l'amélioration de leurs conditions de vie.

Résultats attendus

Les résultats auxquels le projet se focalise sont :

- Appropriation des FC par les communautés et organiser les communautés pour une bonne gestion ;
- Signature des conventions de gestion (organisation des réunions de concertation, réalisation des inventaires, élaboration des PSG) ;
- Veiller à la transparence dans les procédures d’attribution et d’exploitation des FC et assurer les formations sur la gestion, les techniques d’exploitation artisanale des FC ;
- Rechercher les partenaires pour le financement des communautés pour l’acquisition des FC et la réalisation des opérations d’exploitation des ressources naturelles de leurs forêts ;
- Rechercher des clients (acheteurs) pour les produits des FC et redynamiser les populations sur les microprojets de développement communautaire ;
- Appui à la citoyenneté des Pygmées Baka à travers la reconnaissance de leurs droits.

L’approche du CED est d’encourager et de privilégier ses animateurs de terrain à travailler avec la communauté dans un climat de partenariat. Elle repose en fait, sur une communication dans les deux sens, sur des messages clairs et accessibles à tous, sur des techniques de résolution des problèmes opérationnelles, et sur une volonté commune de faire prévaloir ce qui est profitable à la communauté. A travers les discussions et entretiens organisés par le CED, les animateurs permettent aux bénéficiaires de mieux analyser et mieux exploiter les connaissances qu’ils possèdent déjà ; leur offre des outils appropriés qui les aideront à mieux connaître leurs besoins d’informations, et faciliteront l’identification des repères permettant le suivi et l’évaluation des changements et progrès.

De plus, le CED procure aux populations de Nkolényeng des renseignements de source extérieur auxquels ils pourraient ne pas avoir accès (espèces qu’ils ne connaissent pas, information sur les marchés urbains etc.). Ce qui permet d’avoir une information plus ou moins crédible, bien organisée et aide à faire apparaître de nouvelles perspectives. D’apprendre des communautés quels sont leurs propres besoins, et comment y pourvoir ; de comprendre les contraintes que subissent les communautés quand elles cherchent à satisfaire leurs besoins.

Dans le cadre de ses activités de terrain, le CED a bénéficié des financements de la Rainforest Foundation, entre autres financeurs du projet.

Etat d’exécution

A ce jour, le financement des inventaires a été trouvé et plusieurs conventions de gestion des FC sont signées sous la houlette du CED, dont deux dans le canton Fang et deux dans

l'Arrondissement de Sangmélina. Les formations sur les techniques de gestion participative et des microprojets ainsi que sur les techniques d'abattage et de sciages manuel sont faites.

Plusieurs contacts ont été établis avec des partenaires pour l'achat des produits ligneux des FC. Malheureusement, les acheteurs Italiens contactés n'ont pas trouvé des essences recherchées dans les FC encadrées par le CED dans l'Arrondissement de Djoum.

3. La Jane Goodall Institute (JGI)

Présentation de la JGI et objectifs

La Jane Goodall Institute est une organisation internationale fondée en 1977 basée aux Etats-Unis d'Amérique (USA). L'Institut dispose d'une quinzaine de bureaux nationaux dans divers pays avec bien d'autres programmes partout dans bon nombre de pays d'Afrique.

La mission de la JGI est d'apporter un appui à la recherche de terrain et à des projets de conservation des primates et certaines autres espèces sauvages. L'Institut a la particularité de tenir compte au préalable des communautés humaines riveraines des forêts. L'objectif de la JGI est entre autres d'augmenter l'information et de procéder à un renforcement des capacités d'action positives en faveur d'une amélioration de leur environnement.

Programme d'action

La Jane Goodall Institute (JGI) a un programme qui couvre l'Afrique centrale dénommé "Congo Basin Project" qui a débuté en août 2000. Ce programme intervient dans le domaine de la commercialisation de viande de brousse faisanée, produit du braconnage. Ce phénomène a pris une ampleur inquiétante dans la sous région Afrique centrale, où il a développé des réseaux de commerce (chasse commerciale) florissant dans ces pays, réseaux parfois entre les mains de certaines autorités ou tout simplement entretenus par ces derniers.

Le point focal du programme sera placé dans les opportunités économiques et l'habilité des communautés locales à prendre des options sur la durabilité de leur pratiques et partant de leur existence. Ce projet est géré depuis le bureau US de JGI, avec la mise en œuvre des activités de terrain menées en partenariat avec des ONG nationales et internationales.

La JGI met également un accent dans les projets environnementaux alternatifs qui ont pour objectif d'améliorer le niveau de vie des populations locales en leur permettant de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'exploitation des ressources forestières.

Principaux bénéficiaires

Les principaux bénéficiaires restent les populations rurales qui vivent dans les forêts et dont ils sont dépendantes des ressources.

L'Administration du pays est également bénéficiaire dans la mesure où la mise en application des politiques forestières dans le pays est subordonnée au niveau de vie des communautés rurales. Le développement global de ces populations est un atout pour leur adhésion aux nouvelles politiques forestières (nouveaux modes d'aménagements).

Domaines d'intervention de la JGI au Cameroun

- L'élaboration d'un plan d'action pour le développement du sanctuaire à Gorilles de Mengamé et de sa périphérie ;
- L'établissement d'un centre de recherche en collaboration avec les Instituts universitaires Camerounais (Université de Dschang, Université de Yaoundé I).

La JGI devait donc développer des projets qui s'intègrent dans le Projet du sanctuaire à gorilles de Mengamé, axé sur la conservation de la faune et la promotion des activités communautaires durables. Le suivi des populations des primates et la mise en place d'un dispositif de recherche à long terme figuraient également parmi les objectifs visés par la convention. De même, une contribution à l'élaboration d'un modèle de conservation intégrant la synergie entre aires protégées, les Unités Forestières d'Aménagement et le développement local dans le cadre du processus de décentralisation en cours.

Etat d'exécution

En mai 2004, une étude monographique des villages périphériques au Sanctuaire à Gorilles de Mengamé, réalisée en partenariat avec l'Université de Dschang, a été bouclée pour les choix des actions à mener dans ces villages afin d'impulser le développement économique de ces communautés.

Le projet a contribué également à intégrer une approche développée dans le cadre de l'appui au Projet Sanctuaire à Gorilles de Mengamé. En principe, c'est une reconnaissance que les populations villageoises autochtones sont les principaux acteurs dans l'émergence réelle d'une gestion durable des ressources forestière naturelles.

4. La Global Forest Watch - Cameroon

Historique

La Global Forest Watch Cameroun (GFWC) encore appelée Observatoire Mondiale des Forêts Cameroun (OMF Cameroun) d'après la terminologie française, est un organisme affilié au réseau international de l'Observatoire Mondial des Forêts.

Face à la fragmentation et à la dégradation de plus en plus croissante des forêts surtout en zone tropicale (Bassin amazonien, Bassin du Congo, Asie du Sud-est), la World Resources Institute (WRI) créé en 1997, l'Observatoire Mondiale des Forêts (OMF) afin de réduire cette menace et sauvegarder le cinquième des forêts restant encore relativement intacte dans le monde (GFW, 2005). C'est ainsi que l'OMF crée des antennes nationales dans vingt et un (21) pays représentant environ 80 % des forêts résiduelles de la planète et qui sont opérationnelles (en 2005). Ces régions sont principalement des zones de forêts-frontière où les objectifs de développement des pays concernés menacent impitoyablement ces massifs de forêts résiduelles.

C'est dans ce contexte que naît l'OMF Cameroun qui actuellement est composée de trois organisations non gouvernementales camerounaises opérant dans le domaine environnemental (le Cameroon Environmental Watch-CEW, le Centre pour l'Environnement et le Développement-CED et le Centre International d'Études Forestières et Environnementales-CIEFE). Un comité consultatif national (Groupe de suivi) examine de temps en temps les

activités et les produits de l'OMF Cameroun et fait des propositions. Le Groupe de suivi est composite comprenant des Délégués d'ONG locales et/ou nationales, d'organismes administratifs étatiques et des instituts de recherches.

Politique et objectifs général et spécifiques

L'Observatoire Mondiale des Forêts est en fait, un réseau indépendant d'organisations nationales et/ou locales qui surveillent et cartographient l'exploitation forestière, les mines, les infrastructures routières et autres activités de développement forestier dans certaines régions forestières du monde.

L'OMF est un service d'information qui a pour objectif principal, de fournir des données objectives, crédibles aux différents acteurs du domaine forestier et en assurer une vaste diffusion de cette information qui pourra être mobilisée et capitalisée par les décideurs politiques en vue de préserver les forêts menacées.

L'Observatoire estime qu'en rendant l'information accessible à tous les acteurs (Gouvernement, opérateurs économiques du secteur forestier, ONG, consommateurs et populations locales etc.), les objectifs de transparences, de bonne gouvernance et de responsabilité sont atteints. Ces principes présupposent qu'une meilleure information au sujet des forêts conduirait à des prises de décision judicieuses relatives à l'utilisation et la gestion forestière durable, aussi bien pour les générations présentes que futures.

Pour atteindre cet objectif général, l'OMF Cameroun réalise :

- Un suivi des activités de développement forestier en cours et en préparation ;
- Identifie tous les acteurs intervenants dans ce domaine (Exploitants, ONG, les particuliers etc.) ;
- Surveille l'application des lois et règlements mises en place par l'État ;
- Fournit des données sur les écosystèmes forestiers pour une mise en évidence des avantages et des inconvénients écologiques et économiques des diverses options de développement prises.

Ce travail d'identification des menaces qui pèsent sur les dernières forêts frontière (reliques), constitue une facilitation déterminante aux preneurs de décision (principaux bénéficiaires) soucieux de préserver leurs forêts et leur environnement.

Etat d'exécution au niveau terrain

Dans un souci de lutter contre les pratiques illégales dans le secteur de l'exploitation forestière au Cameroun, le ministère des forêts et de la faune (MINFOF) a choisi de développer de multiples partenariats dans le domaine de surveillance et de contrôle du secteur forestier.

Dans ce contexte, le MINFOF et le Global Forest Watch signent une convention le 6 juin 2002 visant à renforcer la surveillance de l'exploitation forestière dans le pays. Cette

surveillance se concentre notamment sur l'utilisation de la télédétection et du système d'information géographique (SIG) pour développer une base de données cartographique et statistique pour les utilisateurs et gestionnaires des ressources forestières. Ceci peut contribuer à améliorer significativement la gestion et l'utilisation rationnelle et durable des forêts dans cette zone de l'Afrique centrale. De même, le recueil, la production, le regroupement et le traitement des données provenant de cette surveillance, facilite outre mesure la prise de décision relative à la gestion durable des ressources forestières.

Cet effort de favoriser la transparence dans le secteur forestier vise l'engagement du pays dans la voie de l'amélioration de la bonne gouvernance et de l'aménagement des forêts que compte le pays.

5. L'organisation internationale des bois tropicaux (OIBT)

Historique

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), a été créée en 1986 sous l'instigation des Nations Unies. Cette organisation vise la conservation des forêts tropicales et par de-là contribuer, au développement économique des pays. Elle vise également la gestion et l'exploitation et le commerce durable de ces ressources forestières.

L'OIBT est une organisation intergouvernementale qui compte cinquante neuf (59) membres - dont trente trois (33) sont membres-producteurs de bois tropicaux, ce qui représente près de 80 % des forêts tropicales de la planète et 90 % des échanges mondiaux de bois tropicaux (Borrini-F., 1997). Son fonctionnement est régi par l'Accord international sur les bois tropicaux (AIBT), qui est périodiquement renégocié du fait qu'il spécifie la date à laquelle il expire et il tient compte de l'évolution des politiques nationales et mondiales en matière de forêts et de commerce mondial du bois. On peut ainsi dire que l'OIBT est l'organe exécutif de l'AIBT.

En 1976, lors de la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), les bases de l'OIBT seront jetées dans le cadre du Programme pour les produits de base conçu par la CNUCED. C'est ainsi que débutera de longues négociations qui aboutiront à la signature de l'Accord international sur les bois tropicaux (AIBT), en 1983.

Le premier Accord international sur les bois tropicaux (AIBT) conclu en 1983²⁹ n'entrera en vigueur qu'en 1986. Il présentait alors une caractéristique très peu commune pour un accord qui régit le commerce d'un tel produit de base. Car, cet accord portait non seulement sur la production et les échanges, mais aussi l'origine de la ressource. La gestion de la ressource sur laquelle ce commerce était fondé devait être de bien meilleure qualité. C'est dans cette optique que, dès les tout débuts de son existence, l'OIBT commanditera en 1989, une enquête sur l'aménagement des forêts tropicales dans ses pays membres. Ce travail sera axé exclusivement sur les forêts aménagées en vue de la production de bois d'oeuvre.

²⁹ 1^{er} Accord conclu sur les bois tropicaux (AIBT) en 1983. Le 2^{ème} AIBT en 1994 et le 3^{ème} en janvier 2006 et qui entrera en vigueur en 2008.

L'OIBT sera à l'origine de la mise place et de l'exécution des plans de zonage dans plusieurs pays dont le Cameroun, qui catégorisera ses terres (publiques ou privées) en domaine forestier permanent (DFP) et domaine forestier non permanent (DFNP). Le DFP étant pour l'Organisation, *“des terres qui doivent être conservées sous couvert forestier permanent afin de garantir leur contribution optimale au développement national”*.

Dans les DFP, on distingue 3 catégories de forêt qui sont entre autres : les forêts de protection (sur des terres fragiles en général), les forêts mises en réserve (pour les plantes et/ou les animaux et les écosystèmes) et enfin, les forêts de production (production ligneuse).

Politique générale de l'organisation

Le souci premier de l'OIBT est d'aider les pays tropicaux dans les efforts qu'ils déployaient en vue d'améliorer la gestion de leurs forêts qui sont leurs principales sources de revenus à travers la production de bois d'œuvre. La politique de l'OIBT est d'inciter les pays à entreprendre l'aménagement de leurs territoires, relatif à une affectation des terres à un “domaine forestier permanent” pour la production durable de bois et d'autres biens et services forestiers.

La mise en pratique des politiques et des orientations de l'OIBT qui la caractérise sont les suivants :

- L'établissement d'un partenariat de type égalitaire dans les prises de décisions, la formulation des politiques et l'élaboration des projets entre ses membres producteurs (pays du Sud), et les membres consommateurs des bois tropicaux (pays du Nord) ;
- La participation active de la société civile et des organisations interprofessionnelles aux réunions et aux travaux de projets ;
- La formulation et la mise en œuvre des projets dans les pays membres producteurs ;
- L'organisation des réunions semestrielles de son organe dirigeant (le Conseil international des bois tropicaux), qui sont caractérisées par des débats, suivis des prises de décision et une action rapide sur le terrain.

Objectifs généraux et spécifiques

L'objectif général de l'OIBT est de promouvoir l'exploitation durable des forêts tropicales dans l'intérêt du développement économique des pays producteurs. L'atteinte de cet objectif fixé étant basée sur l'Aménagement Forestier Durable (AFD³⁰).

➤ Ses objectifs généraux sont :

³⁰ Selon l'OIBT en 2005, l'AFD se définit comme étant un processus qui consiste à aménager des terres forestières permanentes en vue d'un ou de plusieurs objectifs de gestion bien définis concernant la production soutenue de produits et services forestiers désirés sans excessivement porter atteinte à leur valeur intrinsèques et leur productivité future sans entraîner trop d'effets préjudiciables à l'environnement physique et social.

- Favoriser l’expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux à partir de forêts gérées et exploitées de manière durable ;
- De favoriser la gestion durable des forêts tropicales productrices de bois d’œuvre.

Certains objectifs spécifiques de l’OIBT énoncés dans l’AIBT de 1994 sont entre autres :

➤ Contribuer au développement durable ;

- Renforcer la capacité des membres d’exécuter une stratégie visant à ce que, d’ici à l’an 2000, les exportations de bois et de produits dérivés des bois tropicaux soient gérées de façon durable ;
- Promouvoir et appuyer la recherche-développement en vue d’améliorer la gestion des forêts et l’efficacité de l’utilisation du bois, ainsi que d’accroître la capacité de conserver et de promouvoir d’autres valeurs de la forêt dans les forêts tropicales productrices du bois d’œuvre ;
- Améliorer la commercialisation et la distribution des exportations de bois tropicaux provenant de sources gérées de façon durable ;
- Encourager l’échange d’informations sur le marché international du bois.

En général, l’OIBT élabore des textes d’orientation qui visent à favoriser la gestion forestière durable ainsi que la conservation de ces forêts. Ce qui est très remarquable, c’est que cette organisation aide les pays tropicaux membres à adapter ces orientations aux conditions locales et à les mettre en œuvre par des projets adaptés aux différents terrains. L’Organisation fait un recueil et une analyse des données relatives à la production et au commerce des bois tropicaux.

Financement

Basée à Yokohama au Japon, l’OIBT fonctionne sur financement du Japon, de la Suisse et des Etats-Unis d’Amérique –qui les principaux financeurs- et de beaucoup d’autres pays d’Europe Occidentale.

Stratégies et résultats attendus

- La stratégie développée par l’Organisation internationale des bois tropicaux est d’encourager les pays membres à reconnaître le rôle que joue les communautés autochtones et locales tributaires des forêts dans la réalisation de l’AFD (Aménagement forestier durable). L’OIBT prescrira à ses pays membres la mise au point des stratégies pour accroître et renforcer les capacités de ces communautés d’entreprendre la gestion durable des forêts tropicales productrices de bois, ainsi que les autres ressources forestières naturelles.
- Les résultats attendus sont l’amélioration des pays membres de faire respecter leurs lois forestières mises en place en fonction de la diversité socio-économique des pays, le renforcement de la bonne gouvernance et la lutte contre l’exploitation forestière illégale et le commerce des bois qu’elle alimente.

Conscient de l'importance que représentent les forêts pour la planète et leur principal rôle dans les climats à l'échelle mondiale, la communauté internationale se doit de renforcer l'aide qu'elle procure aux pays tropicaux, généralement pauvres et tributaires de leurs forêts.

6. L'implication des acteurs dans le jeu de la gestion des RN

Les différents acteurs sont des groupes sociaux ou institutions et autres personnes pour lesquelles, les ressources naturelles surtout forestières représentent un enjeu direct et spécifique. L'importance de cet enjeu sera déterminante dans le niveau de degré d'implication de l'acteur concerné.

Cet enjeu peut découler d'un mandat institutionnel, c'est le cas de certaines structures de gestion des aires protégées (Parc nationaux et autres réserves forestières ou de faune). Il peut s'agir également de la proximité géographique des structures chargées de la gestion des ressources naturelles dans le cadre de leur mandat, ce sera le cas des ONG locales, nationales ou internationales. De même, il peut s'agir des administrations publiques et autres collectivités locales décentralisées telles que les Communes, responsables des différents secteurs (forêt, faune et chasse). Les opérateurs économiques peuvent être des parties prenantes à part entière dans la gestion des ressources naturelles (industries touristiques et hôtelières). Les universités et instituts de recherche ou les ONG qui oeuvrent dans le secteur de l'environnement et/ou du développement, et qui estiment que les territoires et les ressources en question sont au centre de leurs intérêts professionnels.

Enfin, peuvent être impliquées, les organisations supranationales ayant force obligatoire sur les pays, c'est le cas de l'Union européenne ou des Nations Unies à travers des organisations spécialisées pour l'environnement.

C'est en fait, un jeu d'intérêts que se livrent ces différents acteurs ou parties prenantes (stakeholders) dans la gestion des ressources naturelles d'origine forestières. Ces acteurs mettront donc ainsi en œuvre les forces en fonction des enjeux et de leur degré d'implication. Par ailleurs, l'intérêt économique non moins important que représente ces ressources pour les groupes communautaires autochtones, tant pour leur survie (agriculture et chasse), leurs médicaments (Pharmacopée traditionnelle) et leur hébergement (cas des Pygmées), place ces communautés en première ligne des parties prenantes.

En fonction des forces investies dans ce jeu, nous pourrions catégoriser ces acteurs en deux : les parties prenantes principaux, c'est-à-dire qui ont un rôle très actif dans les processus de gestion participative, et les parties prenantes secondaires qui elles, seront associés dans une moindre mesure comme organe consultatif.

En dernière analyse, on peut dire que le niveau d'intérêt et d'implication n'est pas le même à l'échelle de tous les acteurs et la compatibilité des intérêts et des activités de la partie prenante par rapport aux politiques nationales de conservation et de développement, sont des critères qui permettent de faire un *distinguo* entre les différentes parties prenantes.

ANNEXE 19 – EFFECTIFS DE LA POPULATION DE NKOLENYENG EN FONCTION DES CLASSES D'AGES

CLASSES D'AGES (ANS)	NOMBRE DE FEMMES	%	NOMBRE DES HOMMES	%
[0 – 5]	34	10,49	30	9,26
[6 – 10]	19	5,86	30	9,26
[11 – 15]	13	4,01	17	5,25
[16 – 20]	26	8,02	11	3,40
[21 – 25]	15	4,63	10	3,09
[26 – 30]	14	4,32	16	4,94
[31 – 35]	7	2,16	17	5,25
[36 – 40]	6	1,85	6	1,85
[41 – 45]	8	2,47	5	1,54
[46 – 50]	5	1,54	3	0,93
[51 – 55]	2	0,62	1	0,31
[56 – 60]	4	1,23	0	0,00
[61 – 65]	3	0,93	2	0,62
[66 – 70]	6	1,85	2	0,62
[71 – 75]	1	0,31	2	0,62
[76 – 80]	2	0,62	3	0,93
[81 – 85]	1	0,31	1	0,31
> 86	2	0,62	0	0,00
TOTAL	168	51,85	156	48,15
Source : Sock B. & Soua N., 2004				

ANNEXE 20 – REPARTITION DES POSTES AU SEIN DE L’AFHAN ENTRE LES DEUX GENRES (HOMMES ; FEMMES)

POSTES	NOMS ET PRENOMS	GENRES
Président Conseil d’administration (CA)	Bifané Ellé Emmanuel	Homme
V/Présidente Conseil d’administration	Mbang Rosalie	Femme
Rapporteur CA	Adang Atem Albert	Homme
Membre CA	Assam Abel ; Mba Atem Daniel	Hommes
Présidente Bureau exécutif (BE)	Mbia Salomé	Femme
Secrétaire du BE	Atem Hortence	Femme
Trésorière du BE	Azam Cécile	Femme
Commissaire aux comptes du BE	Mbé Evian ; Aboelam J. de Dieu	Hommes
Responsable des Opérations Forestières	Ekemeyong Jules	Homme
Responsable des Opérations Agricoles	Bifané Ellé Emmanuel	Homme
Animatrice	Mbian Ellé Philomène	Femme
Animatrice	Zé Marinette	Femme
Animateur	Medjo Patrice	Homme
Source : Sock B. & Soua N., 2004		

ANNEXE 21 : DISTILLATION DE L'*ODONTOL* (LIQUEUR FORTEMENT ALCOOLISEE ET TRES PRISEE DANS LA ZONE)



Source : Photo Aka, juillet 2006

ANNEXE 22 : REPRESENTATIONS “MODERNES” DU TERRITOIRE ET LOGIQUES LOCALES D’INSCRIPTION DANS L’ESPACE

	REPRESENTATIONS “MODERNES”	LOGIQUES LOCALES
Principe structurant	Territoire (rapport au foncier)	Echanges sociaux inscrits dans les espaces (rapport aux hommes et à l’invisible)
Cadre de spatialisation	Géométrie	En réseau et espaces entrelacés
Logique cognitive	Limites	Lieux
Logique d’affectation	Specialisation	Polyvalence
Logique économique	Maximisation	Minimax (*)
Logique juridique	Propriété	Patrimoine

Source : D’après les représentations spatiales de A. Karsenty, 1999., p – 148.

(*) Minimisation du gain maximum obtenu dans une activité économique.

ANNEXE 23 : PRINCIPAUX NIVEAUX DU SYSTEME DE PARENTE

ORGANISATION SOCIALE ET LIGNAGERE	CONFIGURATION SPATIALE
Ethnie (ensemble de clans)	Canton
Clan (ensemble de lignages)	Zone de Canton (village)
Patrilignage (ensemble de familles étendues)	Quartier
Famille étendue (petit groupe de foyers)	Zone de quartier
Foyer	Maison-cuisine
Source : Lescuyer, 2005	

Table des matières

RESUME.....	IX
ABSTRACT	XI
LISTE DES FIGURES	XV
LISTE DES TABLEAUX	XV
LISTE DES ACRONYMES	XVII
INTRODUCTION	1
1 PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	3
1.1 CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE L'ÉTUDE	3
1.1.1 <i>Présentation de la structure d'accueil</i>	3
1.1.2 <i>Cad战略 de l'étude commanditée</i>	4
1.2 PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	4
1.2.1 <i>Problématique</i>	4
1.2.2 <i>Hypothèses de travail</i>	5
1.3 DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	5
1.3.1 <i>Bibliographie</i>	6
1.3.2 <i>Choix du village de l'étude</i>	7
1.3.3 <i>Les enquêtes de terrain</i>	7
1.3.4 <i>Le traitement et l'analyse des données</i>	8
2 CONTEXTE DE L'ÉTUDE.....	9
2.1 PRESENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE.....	9
2.1.1 <i>Généralités</i>	9
2.1.2 <i>Des éléments biophysiques typiques</i>	10
2.1.3 <i>Nkolényeng : un village au cœur de la forêt tropicale humide</i>	11
a) Organisation résidentielle et occupation spatiale du village.....	11
b) Une diversité ethnique des populations de Nkolényeng	12
c) Les associations à Nkolényeng.....	13
d) L'agriculture : une activité prépondérante dans le village.....	14
e) Infrastructures existantes à Nkolényeng	15
f) Un environnement socio économique précaire.....	15
2.2 LES POLITIQUES PUBLIQUES NATIONALES : VERS UNE GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES NATURELLES AU CAMEROUN	16
2.2.1 <i>Contexte législatif et réglementaire</i>	16
2.2.2 <i>Les Forêts Communautaires (FC) (définitions et terminologies)</i>	18
a) La réunion de concertation : Une participation supposée des populations locales ?.....	18
b) L'entité de gestion.....	18
c) Le plan simple de gestion (PSG).....	19
d) La convention de gestion.....	19
2.2.3 <i>Les Unités Forestières d'Aménagement (UFA)</i>	19
a) Définitions.....	19
b) Les UFA et les objectifs de la nouvelle politique forestière	20
c) Cadre juridique pour l'accès à l'exploitation d'une UFA	20
d) Conditions de préparation des plans de gestion forestière.....	20
2.2.4 <i>Les Aires Protégées</i>	21
2.3 LES DROITS D'ACCES ET D'USAGE PAR LES POPULATIONS LOCALES	22
2.4 UNE DOUBLE VISION DES FORETS AU CAMEROUN	24
2.4.1 <i>Les forêts vues par le plan de zonage national</i>	25
a) Le Domaine forestier permanent (DFP)- Quelques définitions	25
b) Le Domaine forestier non permanent (DFNP).....	26
2.4.2 <i>Les forêts vues par les populations autochtones</i>	26
3 MISE EN ŒUVRE DE TROIS MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET A NKOLENYENG	29
3.1 LES FORETS RURALES AU CAMEROUN : LES DIFFERENTS MODES D'APPROPRIATION ET DROITS FONCIERS "TRADITIONNELS"	29
3.1.1 <i>Des vagues migratoires dans le complexe forestier vers une sédentarisation des populations</i>	30
3.1.2 <i>L'occupation des sols et le "Droit de hache"</i>	31
3.1.3 <i>Les droits généalogiques : principes de régimes fonciers au Sud-Cameroun</i>	32

a)	La patrilinearité (Définition)	32
b)	L'exogamie et la virilocalité	32
c)	La "Lignée exécutive" : un concept rigide ou dynamique chez les peuples forestiers ?	33
d)	Occupation des sols et régimes fonciers	33
3.2	UNE GESTION FONCIERE ADAPTEE A LA SUPERPOSITION DES DROITS COUTUMIERS TRADITIONNELS ET DU DROIT FORMEL (POSITIF)	35
3.2.1	Espaces d'habitation	35
3.2.2	Une occupation de la forêt par de petites exploitations agricoles aux multiples variantes	36
a)	Concession temporaire	36
b)	Concession permanente et non définitive	37
c)	Concession permanente en propriété privée	38
3.2.3	Terres d'utilisation collective	38
3.2.4	La FC : Une réserve forestière ?	39
3.2.5	Une sécurisation foncière complexe	39
3.3	LA FORET COMMUNAUTAIRE (FC) DE NKOLENYENG : UN POOL DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DU VILLAGE	40
3.3.1	Historique : objectifs et mise en place de la FC	40
3.3.2	L'organisation de la gestion de la FC de Nkolényeng	42
3.3.3	Présentation physique de la FC de Nkolényeng : une forêt fragmentée par des zones agricoles avec un potentiel ligneux relativement faible	44
3.3.4	Impacts potentiels de la FC sur les populations locales	45
a)	Impacts socio-économiques et politiques de la FC	46
b)	Impacts de la FC sur les pratiques des populations locales	47
3.3.5	Contraintes liées à la mise en œuvre de la FC de Nkolényeng	50
3.4	LES UNITES FORESTIERES D'AMENAGEMENT (UFA) : PARTICIPATION EFFECTIVE OU "SUPPOSEE" DES COMMUNAUTES LOCALES DANS LA GESTION DES UFA ?	50
3.4.1	Participation des communautés locales dans la gestion des UFA	51
3.4.2	Impacts de l'UFA sur les pratiques des populations locales	52
3.5	LE SANCTUAIRE A GORILLES DE MENGAME : UNE APN NEE DE LA VOLONTE D'UN TOURISTE	52
3.5.1	Historique et objectifs du sanctuaire	53
3.5.2	Localisation spatiale : un sanctuaire situé en plein cœur de la forêt équatoriale humide d'Afrique centrale	54
3.5.3	Des peuplades riveraines tributaires de la forêt	54
3.5.4	Une stratégie d'intervention participative et principaux acteurs impliqués	54
3.5.5	Un ancrage institutionnel complexe	55
3.5.6	État de mise en œuvre et résultats attendus du projet	56
3.5.7	Impacts potentiels du PSAGMM sur les populations de Nkolényeng	56
a)	Impacts socio-économiques et politiques	57
b)	Impacts sur les pratiques des populations locales	58
4	DISCUSSIONS GENERALES ET CONCLUSION	59
4.1	IMPACTS DES MODES FORMELS D'AMENAGEMENT SUR LES PRATIQUES AGRICOLES	59
4.2	L'IMPACT DES NOUVEAUX OUTILS DE GESTION FORESTIERE SUR LA CHASSE ET LA PECHE	60
4.2.1	L'impact sur la chasse	60
4.2.2	L'impact sur la pêche	61
4.3	LA COLLECTE / RECOLTE ET LES MODES D'AMENAGEMENT A NKOLENYENG	62
4.4	LES ESPACES RESERVES AUX DIFFERENTES ACTIVITES DES POPULATIONS LOCALES	62
4.5	LES ESPECES USEES DANS LES PRATIQUES A NKOLENYENG	63
4.6	IDENTIFICATION DES UTILISATEURS ET USAGES DE LA RESSOURCE	64
4.7	UNE MISE EN ŒUVRE DES MODES FORMELS DE GESTION DE LA FORET QUI TARDE A DECOLLER	65
4.8	L'EXPLOITATION DU FONCIER ET DES PFNL	66
	BIBLIOGRAPHIE	69
	ANNEXES	73
	ANNEXE 1 - LISTE DES ESSENCES IDENTIFIEES DANS LA ZONE	75
	ANNEXE 2 - SUPERFICIE DES CONCESSIONS DE 1959 A 1999	77
	ANNEXE 3 - SURFACE COMPAREE FORESTIERE, DES CONCESSIONS, ET DES FORETS PROTEGEES	79
	ANNEXE 4 - SITUATION DES SOCIETES FORESTIERES ET FILIALES AU CAMEROUN	81
	ANNEXE 5 - REPARTITION DE LA NATIONALITE DES DIFFERENTS CONCESSIONNAIRES AU CAMEROUN	83
	ANNEXE 6 - RETOMBES DE LA FISCALITE FORESTIERE DANS LES ECONOMIES DU CAMEROUN ET DU GABON	85
	ANNEXE 7 - SITUATION DE L'EXPORTATION DES GRUMES DES PAYS D'AFRIQUE CENTRALE	87
	ANNEXE 8 - ESTIMATION DES SUPERFICIE RESERVEES AUX AIRES PROTEGEES AU CAMEROUN	89

ANNEXE 9 - CLASSEMENT DES CINQ PREMIERS IMPORTATEURS DES GRUMES CAMEROUNAISES, 1997	91
ANNEXE 10 - LES AIRES PROTEGEES NATURELLES AU CAMEROUN	93
ANNEXE 11 : LES RESERVES FORESTIERES.....	95
ANNEXE 12 : LA COGESTION ADAPTATIVE DES FORETS (ACM).....	97
ANNEXE 13 : LA GESTION PARTICIPATIVE OU COGESTION DES AIRES PROTEGEES	99
ANNEXE 14 : LE DIAGNOSTIC, LE SUIVI ET L'EVALUATION PARTICIPATIFS (DSEP)	101
ANNEXE 15 : LA NEGOCIATION DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES.....	103
ANNEXE 16 : FAUTEUILS FABRIQUES A PARTIR DES ROTINS	105
ANNEXE 17 : GUIDE DES ENTRETIENS MENES AU COURS DES ENQUETES	107
ANNEXE 18 : QUELQUES ACTEURS DU SECTEUR FORESTIER CAMEROUNAIS	109
ANNEXE 19 – EFFECTIFS DE LA POPULATION DE NKOLENYENG EN FONCTION DES CLASSES D'AGES.....	119
ANNEXE 20 – REPARTITION DES POSTES AU SEIN DE L'AFHAN ENTRE LES DEUX GENRES (HOMMES ; FEMMES)	121
ANNEXE 21 : DISTILLATION DE L' <i>ODONTOL</i> (LIQUEUR FORTEMENT ALCOOLISEE ET TRES PRISEE DANS LA ZONE)	123
ANNEXE 22 : REPRESENTATIONS “MODERNES” DU TERRITOIRE ET LOGIQUES LOCALES D'INSCRIPTION DANS L'ESPACE.....	125
ANNEXE 23 : PRINCIPAUX NIVEAUX DU SYSTEME DE PARENTE	127